

Casanova



L'Espagne livrée

CHRONOLOGIE

1930

Fondation de l'Opposition de gauche du PCE (ICE) dirigée par Andreu Nin et Juan Andrade qui publie *Comunismo*. Proclamation de la République.

1931

Fondation du BOC à partir de l'Opposition de droite du PCE dirigé par Maurín et Gorkin qui publie *La Batalla*.

Pacte entre les partis républicains, le parti social-démocrate PSOE, la confédération réformiste UGT qu'il contrôle et la confédération anarcho-syndicaliste CNT pour instaurer la 1^{re} République qui mène aussitôt une politique anti-ouvrière résolue.

1933

Fondation du parti fasciste Phalange. Soulèvements anarchistes en Catalogne, dans l'Aragon et la Rioja. Constitution d'un front unique, l'Alliance ouvrière, dans plusieurs régions à l'initiative de l'ICE.

1934

Commune des Asturies. Répression.

1935

Création du POUM par la fusion de l'ICE et du BOC. Une minorité de l'ICE, animée par Munis et Carlini, reste fidèle à la 4^e Internationale et à son refus des blocs politiques avec les partis bourgeois préconisée désormais par les staliniens (les « fronts populaires »). Alliance du PSOE avec les Républicains bourgeois.

1936

Victoire électorale de la coalition de Frente popular entre tous les partis ouvriers (y compris le POUM) et la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le Parti national républicain. La CNT anarchiste le soutient. 17 juillet : soulèvement militaire, les travailleurs s'arment et constituent des comités.

Juillet : Le PSOE et le PCE participent au gouvernement espagnol de Madrid. Les mêmes, plus le POUM, sont membres du gouvernement de la Catalogne (Généralité). 26 septembre. Dissolution des comités. Octobre : Bataille de Madrid. Novembre : La CNT entre dans le gouvernement national.

1937

Mai : Insurrection ouvrière à Barcelone, formation du gouvernement Negrín. Juin : Arrestations des dirigeants du POUM, assassinats de bolcheviks-léninistes, d'anarchistes et de poumistes par l'appareil stalinien. Nin est torturé et exécuté par la Guépéou.

1938

Le gouvernement Negrín renvoie les brigades internationales. Procès du POUM.

1939

Soulèvement de l'armée républicaine contre Negrin. Chute de Barcelone, puis de Madrid.

L'Espagne livrée : comment le Front populaire a ouvert les portes à Franco (1939)



M. Casanova (Mieczyslaw Bortenstein) est né le 15 septembre 1907 à Varsovie. Dès l'âge de 16 ans, il rejoint les Jeunesses communistes, clandestines.

Arrêté, Mieczyslaw Bortenstein émigre en Belgique et ensuite en France, où il adhère en 1927 aux JC. Arrêté en août 1930, il purge une peine de prison de trois ans pour distribution de tracts interdits. En 1932, il adhère au Parti communiste dont il est exclu en 1934.

Il rejoint alors la Ligue communiste (la section française de la 4e Internationale). En juillet 1936, il part en Espagne où il combat dans la milice de la CNT puis travaille dans une usine d'armements. Mieczyslaw Bortenstein participe activement aux BL. Après les arrestations de Grandizo Munis et d'Adolfo Carlini

par le gouvernement de Front populaire en janvier 1938, il dirige le groupe BL jusqu'à la fin de la guerre civile.

De retour en France en mars 1939, il tente en vain de quitter le pays, est emprisonné par la police française en février 1940 au camp de Vernet (Ariège), transféré au camp des Milles (Bouches-du-Rhône) et en août 1942 à celui de Drancy (Seine-Saint-Denis). Il est déporté le 19 août 1942 au camp nazi d'Auschwitz (Pologne) où il meurt.

Son témoignage est publié en français en 1939 par le Parti ouvrier internationaliste (section française de la 4e Internationale) dans la revue Quatrième internationale n° 17 et sous forme de brochure séparée. Pour des raisons de pagination, nous avons coupé quelques passages.

POURQUOI BARCELONE A ÉTÉ CÉDÉE SANS COMBAT

[...] Nous tous, les ex-volontaires qui attendions notre rapatriement et, aussi, tous les militants, nous étions tragiquement étonnés de la facilité avec laquelle se poursuivait l'avance fasciste en direction de Barcelone. Certes, nous ne nous faisons pas d'illusion et nous nous rendions parfaitement compte du tragique de la situation, mais nous nous attendions quand même à une résistance acharnée devant Barcelone et caressions au fond de nous-mêmes, l'espoir que l'héroïque Barcelone serait un second Madrid. Tant qu'une position n'est pas prise par l'ennemi, un révolutionnaire n'a pas le droit de la considérer comme perdue.

Tout simplement la stratégie et la technique militaire sont subordonnées à la politique, surtout dans une guerre civile. Barcelone a été cédée parce qu'il n'y avait personne pour la défendre, personne ou presque personne qui fût prêt à donner sa vie pour la défendre contre Franco. Voilà la tragique réalité.

Ne parlons pas du gouvernement, du sinistre « Gobierno de la Victoria ». Lundi soir, trois jours avant la rentrée de Franco, il s'est réuni. Le communiqué lu par le ministre PCE de l'Agriculture, Vicente Uribe, nous renseigne sur les décisions annoncées officiellement et sur les mesures décidées : 1) Instituer l'état de guerre dans ce qui restait de l'Espagne gouvernementale, c'est-à-dire essayer de museler le prolétariat (en réalité, il était impuissant pour cela) ; 2) Continuer de résider à Barcelone. Cela c'est la déclaration officielle.

La réalité ? En même temps qu'ils annonçaient cette déclaration, MM. les ministres avaient leurs valises déjà toutes faites ; les meubles et une quantité étonnante de matelas étaient déjà chargés sur les camions et, le jour même, l'exode aristocratique dans les Rolls Royce et Hispano-Suiza commençait.

Pris de panique, messieurs les ministres ont voulu faire un appel aux ouvriers cégétistes de Barcelone, afin qu'ils versent encore une fois leur sang généreux et sauvent la situation, mais surtout leur situation personnelle en danger. Ces messieurs s'imaginaient qu'on peut répéter la même opération un nombre infini de fois. Le prolétariat, selon eux, doit être en temps normal enchaîné, il doit respecter la loi bourgeoise, il peut être brimé continuellement, voir ses militants maltraités, etc. Au moment du danger, on peut relâcher un peu la chaîne et lui permettre généreusement de mourir pour la défense du gouvernement légitime et de la république démocratique. Le prolétariat, selon le schéma de ces messieurs, profite de la belle occasion qui lui est offerte, monte sur les barricades offre quelques dizaines de milliers des siens, sauve la situation. Le danger fasciste passe. On peut resserrer la chaîne et de nouveau le brimer comme auparavant. Voilà le schéma. Il est ingénieux certes, mais la même opération ne réussit qu'une quantité limitée de fois.

Pris donc de panique, les ministres ont convoqué d'urgence le ministre CNT-FAI Garcia Oliver afin qu'il se mette à la tête de six divisions confédérales et qu'il dirige les opérations. Je ne veux pas relater les « services » qu'il a rendus au prolétariat espagnol pendant les journées de mai 1937 à Barcelone (le ministre CNT-FAI a appelé le 4 mai 1937 les insurgés contre le gouvernement de Front populaire à rendre les armes, ce qui a conduit au massacre des militants de la CNT et du POUM par le PCE et la Guépéou) mais, en tout cas, c'est surtout un orateur de meetings. Mais il représentait la CNT et surtout la FAI et les ministres pensaient que le convoquer c'était mobiliser aussi les dizaines de milliers de militants de la CNT. Mais les ouvriers de Barcelone étaient démoralisés. Ils se rappelaient les journées de mai 1937. Pour comprendre la

tragédie du 26 janvier 1939, il faut se rappeler celle des 3-6 mai 1937. Entre ces deux dates, il y a un lien logique. En tuant la révolution, ils ont tué la guerre anti-fasciste.

Les staliniens ont provoqué, organisé les événements de mai 1937, c'est-à-dire ont procédé au désarmement du prolétariat, à la destruction de ses organismes de lutte, aux assassinats de militants ouvriers, etc. Ils ont instauré un régime de terreur contre le prolétariat. Tout cela était justifié par la politique du Front populaire, c'est-à-dire « gagner la guerre d'abord » et pour cela obtenir l'appui de la France et de l'Angleterre. Le résultat est visible maintenant. On n'a pas gagné les bonnes grâces des bourgeois de France et d'Angleterre, mais en attendant on a dégoûté et démoralisé le prolétariat espagnol, surtout le catalan. C'était le chemin le plus court pour perdre la guerre.

Certes les ouvriers de Barcelone se rendaient compte que Franco représente le pire et bien que leur confiance en Negrin fût très réduite, souhaitaient la défaite des fascistes et la victoire des armées républicaines, mais ils n'avaient plus une participation active dans la lutte. Ils ne se sentaient plus les maîtres depuis mai 1937. Du reste, ils ne l'étaient plus.

On leur disait plusieurs fois par jour qu'on ne luttait pas pour leur libération sociale (Dieu nous préserve de pareilles idées trotskystes !), mais tout simplement pour le retour à la république démocratique qui a engendré déjà le soulèvement fasciste. Cela ne favorisait pas l'esprit de sacrifice ni l'enthousiasme pour la guerre, mais au contraire était à l'origine de l'indifférence.

Les Catalans sont, paraît-il, des lâches et les Madrilènes héroïques et chevaleresques. C'est une explication, mais elle ne tient pas debout. Elle est évidemment lancée surtout par le PCE qui veut ainsi se rehausser : la majorité du prolétariat de Barcelone est anarchiste et à Madrid ce sont les communistes qui dominent. Les ouvriers catalans ont pourtant montré de quoi ils sont capables le 19 juillet. En vingt-quatre heures, ils ont écrasé dans l'œuf la rébellion des militaires. Si les ouvriers de toute l'Espagne avaient fait pareil, les fascistes seraient chassés de la péninsule ibérique. Barcelone a aussi montré de quoi elle était capable quand en quelques jours à peine, elle a donné deux cent mille volontaires et quand elle a envoyé les fameuses milices dirigées par Durruti, Ortiz, Domingo, Ascaso, Rovira, etc., au cours de la première semaine qui a suivi le 19 juillet.

On a tout fait pour briser la combativité et l'enthousiasme des ouvriers catalans. Le Front populaire et surtout les communistes ont fait tout leur possible pour démoraliser les ouvriers de Barcelone et les pousser vers l'indifférence. Ils ont malheureusement réussi.

Du reste la glorieuse épopée de Madrid date de novembre 1936 et des premiers mois de 1937 et non de janvier 1939. Au mois de novembre 1936, l'esprit révolutionnaire dominait encore dans toute l'Espagne antifasciste. À cette époque, les comités ouvriers, mandés par José Diaz et Comorera, avaient plus à dire que le gouvernement républicain et « légitime ». Le poste émetteur de Madrid diffusait *L'Internationale* et *Los Hijos del Pueblo* et non comme en 1939 les chants patriotiques. Les drapeaux rouges ou rouges et noirs flottaient. Depuis, ils ont été remplacés par les torchons tricolores.

Les ouvriers de Barcelone n'étaient pas pressés de donner leur vie pour le drapeau tricolore et le gouvernement de Negrin qu'ils haïssaient. D'ailleurs nous ne savons pas comment résistera Madrid en 1939. Saura-t-il répéter l'épopée de novembre 1936 ? J'ai peur que non.

« La spontanéité » des ouvriers catalans a des limites, malgré leur tempérament impulsif. On a tout fait pour briser leur élan et leur combativité. On leur prêchait le calme, la patience et la confiance dans les chefs du Front populaire et du gouvernement et, surtout, on les berçait d'illusions en ce qui concerne les intentions de la bourgeoisie anglaise et surtout française. On disait toujours aux ouvriers : « *Au dernier moment. L'Angleterre et surtout la France interviendraient et ne permettraient pas que les fascistes allemands et italiens s'installent sur les Pyrénées, car nous luttons pour la sécurité des empires démocratiques* ».

Le dernier cri de sagesse des plumitifs et orateurs du Front populaire était de rappeler dans les journaux et les meetings, à Chamberlain [Premier ministre du Parti conservateur en Grande-Bretagne] et Daladier [Président du conseil du Parti radical en France], leurs devoirs impérialistes... qui devaient préserver la classe ouvrière espagnole du fascisme. Ces illusions, ou plutôt, ces criminelles tromperies étaient propagées surtout dans les situations particulièrement critiques. Alors on grossissait démesurément les tensions diplomatiques entre les deux « axes », on présentait la situation internationale comme si la guerre entre les démocraties et les fascismes était sur le point d'éclater et comme si l'escadre anglaise et l'armée française devaient intervenir d'un moment à l'autre. Le plus grave c'était qu'ils s'obstinaient de toutes leurs forces à fermer les yeux du prolétariat, et y réussissaient.

Quelques exemples pour illustrer la myopie des chefs « réalistes » du Front populaire. Il y a quelques semaines, on disait à Barcelone que des centaines d'avions et de tanks français étaient arrivés. On disait cela pour remonter le moral. Un autre exemple. Il y a quelques jours à peine, avant la chute de Barcelone, un camarade étranger anarchiste de gauche, assez bien placé, m'a affirmé en me priant de garder le secret (c'était le moyen employé généralement pour propager les nouvelles) que plusieurs divisions françaises avaient passé les Pyrénées et nous venaient en aide. Il avait entendu cela d'un membre du Comité régional ou même du Comité national qui avait vu les divisions françaises traverser la frontière.

Au Moyen-âge les ascètes et les saints en extase voyaient la sainte Vierge et parfois même entendaient sa voix. Pour cela, il est vrai, ils se mortifiaient. Les chefs du Front populaire, sans mortification ni extase, arrivaient à voir des divisions françaises venant à leur secours.

Malheureusement, ces légendes criminelles trouvaient écho et désarmaient le prolétariat. Lénine, c'est vrai, disait que les vérités, même dures, doivent être dites au prolétariat pour l'éduquer ; mais n'était-il pas, lui aussi, un trotskyste ?

Le PCE-PSUC répétait évidemment : « *iNo pasaran !* ». Mais faisait tout pour qu'ils passent. Son mot d'ordre central, répété avec un acharnement et une verve dignes d'une meilleure cause, était : « *Tous autour du Gouvernement de la Victoire de Ne-grin* ». Du gouvernement... qui faisait ou plutôt faisait faire les valises. Donc toute initiative indépendante, tout essai, si timide fût-il, de constituer les organismes indépendants du prolétariat qui seuls pouvaient lui redonner confiance étaient qualifiés de trotskysme et de fascisme.

Frente Rojo, organe du parti communiste, a publié, c'est vrai, mardi un appel intitulé : « *Tout le monde sur les barricades ! Comme le 19 juillet !* ». Mais les barricades sont restées dans les colonnes du journal. Ces héros du PSUC (le nom du PCE en Catalogne) n'ont été capables qu'une fois de monter sur les barricades. C'était au mois

de mal 1937 contre les ouvriers de Barcelone, afin de les chasser du Central téléphonique, propriété sacrée du capitalisme américain, et pour aider la police bourgeoise à mitrailler les ouvriers.

Il est vrai que s'ils ont réussi c'est parce que la CNT ou, pour être plus précis, la direction de la CNT les a laissé faire.

ÉT LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL ?

La CNT, c'est un chapitre à part. Certes, Durruti, Ascaso et des milliers de héros anonymes resteront à jamais gravés, comme la Commune de Paris, dans le cœur du prolétariat, mais quant à la politique de ces « anti-políticos » et « anti-estatales », je veux dire quant à la politique de la direction de la CNT, elle a été platement réformiste, petite-bourgeoise et objectivement criminelle envers le prolétariat et la révolution. Elle est de nature à édifier les ouvriers du monde entier (dans ce moment de désarroi idéologique général, où les idées anarchistes peuvent avoir une certaine prise sur les désorientés) sur la valeur de la théorie, mais surtout de la pratique anarchiste. Ce travail critique que seuls les marxistes conséquents peuvent faire sera fait. Il faudra des brochures, peut-être des livres.

Dans le passé, je veux dire en 1936 et 1937, ces anti-étatistes abolissaient et parfois même brûlaient l'argent dans les petits villages de l'Aragon où on instaurait le communisme libertaire et le règne d'amour et de fraternité mais jamais l'idée ne leur est venue de mettre la main sur les grandes banques. Pourtant, la filiale de la Banque d'Espagne à Barcelone se trouvait en face du Comité régional de la CNT, siège de l'état-major anarchiste, mais les chefs anti-étatistes marchaient sur la pointe des pieds devant la haute finance. Ils considéraient comme un péché originel de parler d'État ouvrier, de la constitution et de l'élargissement des comités, mais par contre travaillaient, tout en continuant de parler de l'anarchie, avec ordre et méthode à la reconstitution de l'État bourgeois. Au mois de mai 1937, ils ont livré les ouvriers de Barcelone à la contre-révolution stalino-bourgeoise. Quelques semaines après, la bourgeoisie, n'ayant plus besoin d'eux et se sentant assez forte, les a congédiés.

Un an après, au mois d'avril 1938, au moment du danger, (la rupture du Front d'Aragon) le deuxième ministère de Negrin leur a offert le portefeuille décoratif et sans importance de l'Instruction publique qu'ils ont, avec un empressement pas du tout anarchiste, accepté. La bourgeoisie sait qu'elle a devant elle des animaux domestiqués et bien dressés. Par suite, la CNT et même la FAI ont couvert toute la politique de régression sociale du gouvernement Negrin. Les 13 points de Negrin (un programme de restauration de la République bourgeoise), les décrets contre-révolutionnaires dissolvant les organismes prolétariens, tout cela a été couvert par la CNT et la FAI. Du reste, la distinction même formelle entre le langage franchement chauvin et réformiste des staliniens et des socialistes et le langage révolutionnaire en paroles de la CNT, cette distinction qui existait au cours de la première année de révolution, a disparue au cours de l'année 1938. La presse a été mise au pas. *Solidaridad Obrera*, l'organe central de la CNT, présentait ainsi le conflit entre la Bourse de Londres et celle de Berlin comme un conflit idéologique entre les démocraties et les dictatures, elle faisait journellement l'éloge de l'apôtre de la paix, le représentant de l'impérialisme yanqui Roosevelt, qui expliquait que la sécurité des empires coloniaux exigeait l'intervention en Espagne et donnait des leçons de patriotisme à Chamberlain et Daladier.

Pendant plusieurs mois, le Comité Régional de la CNT fut désorienté et ne sut quel mot d'ordre lancer. Il le trouva enfin au mois de novembre : « il faut donner un poste de conseiller (ministre) dans la Généralité de Catalogne (gouvernement régional) à la CNT ». L'honnêteté, la justice et surtout l'idéalisme des hommes propres luttant toujours « *contra los sucios maniobras políticos* » (contre les sales manœuvres de politiciens) exigeait la réparation de l'injustice criante commise après mai 1937 quand les représentants de la CNT furent mis à la porte de la Généralité de Catalogne. Du reste, le Comité régional réclamait un ministère, lisait-on dans la *Solidaridad Obrera*, non pour les bas motifs qui caractérisent les politiciens, par exemple atteindre un objectif politique ou peut-être jouir tout simplement d'un portefeuille, mais pour des raisons idéales...

Quant à moi, vulgaire matérialiste que je suis, je n'ignore pas surtout l'intérêt pratique d'un poste de conseiller à la Généralité. Cela ouvrait les perspectives de « enchufes » (postes obtenus par piston) pour leurs camarades, mais comme mot d'ordre dans une situation plus que sérieuse, c'était un peu maigre.

Au dernier moment encore, la CNT et la FAI pouvaient sauver la situation, oui, elles le pouvaient et en tout cas elles pouvaient et devaient essayer de la sauver. Elles n'ont même pas essayé. Evidemment elles devaient pour cela rompre la politique qui conduirait à l'abîme et qui s'appelle le Front populaire.

En effet, il y avait, il y a quinze jours encore à Barcelone, malgré l'action démoralisatrice de la politique de Negrin-Comorera, plusieurs milliers d'ouvriers, surtout jeunes prêts encore à monter sur les barricades et à mourir, s'il le fallait, pour la révolution. Ils étaient prêts à s'engager dans les bataillons des Jeunesses libertaires, mais n'avaient aucune confiance dans le commandement républicain qui, à la première occasion, passait du côté de l'ennemi. Les appels des organismes officiels ne trouvaient aucun écho. Dans les usines, par exemple, il fallait user de multiples moyens de coercition afin de dénicher les faux « imprescindibles ». On appelait ainsi les ouvriers ou les spécialistes qui, à cause de leur valeur technique, étaient exemptés du service militaire.

Le Comité national des Jeunesses libertaires, qui était dans la ligne du Comité national de la CNT, voyant que les jeunes affiliés à JL ne s'engageaient qu'en petit nombre dans les bataillons officiels de l'Ejército Popular, a publié un communiqué assez caractéristique. Dans ce communiqué, le Comité national rassure les jeunes membres des Juventudes Libertarias, qu'ils peuvent sans crainte s'engager dans les bataillons de volontaires mixtes du gouvernement car le Comité national de la CNT a un représentant dans le Comité d'organisation. Cette « assurance » ne convainquit pas les jeunes qui attendaient en vain la voix qui leur inspirerait confiance.

La direction de la CNT a en somme laissé ses adhérents au dernier moment sans mots d'ordre et sans plan d'action. Ainsi jeudi soir, le 26 janvier, le jour même de l'entrée des fascistes à Barcelone, j'étais dans une petite ville près de Gérone. Je suis allé voir le comité local de la CNT. Les camarades n'avaient aucune liaison avec le centre, ne savaient même pas où il se trouvait et me demandaient des conseils.

L'ARMÉE RÉPUBLICAINE ET SES CONTRADICTIONS

« Mando unico » (le commandement unique), tel était le mot d'ordre, du reste juste, des staliniens et de tous les républicains, socialistes compris. On faisait ressortir même le service énorme qu'il a rendu pendant la « Grande Guerre » aux Alliés. Mais on oubliait qu'en Espagne, il s'agissait d'une guerre civile. Le commandement unique

était nécessaire, (et même urgent au début), mais on avait besoin d'un état-major prolétarien et révolutionnaire, dévoué à la classe ouvrière et sous son contrôle.

Au contraire, l'état-major était composé de quelques officiers supérieurs de la monarchie, comme le général Pozas, plus tard limogé dans des circonstances mystérieuses, après la débâcle d'Aragon, et qui est rentré en grâce en chantant les louanges du « grand Staline » ; d'autres, dont le « républicanisme » ne s'est pas révélé sûr en toutes circonstances, et de nouveaux venus qui étaient prêts à recevoir des médailles et à accéder au grade de lieutenant-colonel ou même de colonel, mais qui, au moment du danger, passaient avec les plans chez Franco. Il y avait évidemment dans l'état-major des hommes honnêtes et dévoués, mais ils étaient une infime minorité.

Il fallait un commandement unique procédant avec une main de fer, mais un commandement comme celui de Léon Trotsky en 1917-1921 en Russie. Pour cela, il fallait un pouvoir révolutionnaire, une dictature du prolétariat et un parti révolutionnaire conscient de sa tâche à l'image du Parti bolchevick de 1917. Tout cela n'existait pas en Espagne.

Il a été prouvé théoriquement et maintenant, hélas, aussi empiriquement, qu'en Espagne une armée forte, expression d'un pouvoir fort, n'était possible que sur la base fasciste ou sur la base de la dictature du prolétariat. Le gouvernement de Negrin n'a pas su créer une armée forte et coordonnée. Evidemment, il ne s'agit pas de Negrin personnellement qui n'est que l'expression d'un certain rapport temporel des forces entre les différentes classes sociales et courants politiques, mais de toute l'orientation vers la république démocratique.

Dans les discours officiels on disait toujours : « *Finie, la période des milices chaotiques de la première période romantique de la révolution, de ces maudites tribus (le nom attribué par les staliniens aux colonnes anarchistes) ! Enfin, nous possédons une armée régulière, disciplinée et organisée. De nouveaux cadres - ajoutait-on - sont créés* ». Seulement, quand venait le moment du danger, tout ce château de cartes tombait... et on faisait appel aux organisations ouvrières... aux maudits comités (prétendue source du gâchis) et aux volontaires. Cela s'est répété deux fois. Au mois de mars-avril 1938, quand Prieto a fait appel aux 100 000 volontaires pour l'armée et aux 50 000 pour les travaux de fortification. C'était dans les locaux des organisations, des partis, qu'on engageait, comme dans la maudite période des milices. Et cela s'est encore répété, fin décembre 1938 : on a fait appel aux volontaires et aux organisations.

LE FACTEUR IDÉOLOGIQUE DANS LA GUERRE CIVILE

J'ai pu l'expérimenter au front dans la tranchée et pendant les attaques, les meilleures armes ne valent pas grand-chose quand il n'y a pas des hommes prêts à se sacrifier et à se faire enterrer plutôt que de céder du terrain à l'ennemi. Oui, il faut des hommes, dans l'état-major, comme je l'ai déjà expliqué, mais aussi des hommes sur le terrain pour manier les fusils, les mitrailleuses, les bombes à main, le mortier, l'artillerie légère et lourde, les tanks et aussi les avions.

Le matériel sans l'homme ne vaut pas grand-chose, surtout, j'y insiste, dans une guerre civile où le gouvernement qui a devant lui la tâche de lutter contre la réaction ne dispose pas d'un appareil de contrainte fonctionnant depuis des décades, comme dans une guerre impérialiste, où il doit créer un nouvel organisme de toutes pièces. Dans une guerre civile, le soldat doit savoir pourquoi il lutte, il doit être convaincu que c'est pour sa classe, pour que sa femme et ses enfants connaissent un monde nou-

veau, meilleur. Alors, il se lance avec des grenades à main contre l'ennemi plus armé, enlève des positions imprenables et inflige des coups mortels à l'ennemi au sein duquel il sème la démoralisation et la panique.

Je me souviens de mes camarades du bataillon, à l'assaut pendant l'offensive de Belchite, par exemple. Je vois mon lieutenant Ferrer, tué à Codo (en août 1937) en conduisant sa section à l'attaque de la tranchée des Requetés (milices « carlistes », monarchistes et chrétiennes). J'entends ses ordres : « *¡Fuego !* » (Feu !) et « *¡Adelante !* » (En avant !) à notre section composée en majorité de membres des Jeunesses libertaires. Ah, oui ! Pour prendre une tranchée le feu de l'artillerie et des mitrailleuses ne suffit pas. Il faut qu'après un feu nourri de l'artillerie et des mitrailleuses, si l'ennemi s'obstine, à ne pas abandonner sa position, l'infanterie aille l'en déloger à coups de fusils, de grenades et à coups de baïonnettes.

Mes camarades des JL savaient pourquoi ils se battaient. Ils haïssaient la vieille Espagne du fond de leur cœur enflammé. Ils haïssaient les bourgeois, mais surtout l'Eglise et les curés, - symbole de l'oppression moyenâgeuse, - et ils luttaient pour un monde où leurs pères, métallurgistes, serruriers, tourneurs ou simples dockers, seraient les maîtres. Ils allaient à l'attaque en chantant des chants anarchistes : *Hijos del Pueblo* (Fils du peuple) et *¡Arroja la bomba !* (Que la bombe explose !).

Mais nos adversaires, il faut le rappeler, n'étaient pas des mercenaires comme dans d'autres secteurs, des Italiens ou des Allemands ou des Marocains venus en Espagne afin d'y trouver des villages à piller et des femmes à violer. C'étaient des Requetés, animés d'une flamme et d'un fanatisme qu'inspirait leur profonde foi catholique. Ils luttaient pour le « Cristo Rey » (Le Christ Roi) et pour la Sainte Vierge contre le diable rouge incarné dans les « marxistes ».

Voilà les inscriptions que j'ai notées le 26 août 1937 après le « nettoyage » de Codo, où nous étions entrés la veille dans les tranchées conquises : « *¡Viva el Cristo Rey !* » (Vive le Christ Roi !), « *¡Vienen los marxistas ! ¡Coraje !* » (Les marxistes viennent ! Ccourage !) et encore celle-là : « *¡Cuando matas un rojo tienes un ano de purgatorio de menos !* » (Quand tu tues un rouge, tu as un an de purgatoire de moins à faire !). Ils se défendaient jusqu'au bout, jusqu'à la dernière cartouche, encerclés complètement et ils étaient seulement trois cents environ à défendre Codo et nous peut-être deux mille ou plus.

Ils récitaient plusieurs fois des prières dans la journée et attendaient les secours de la Sainte-Vierge et ceux, plus matériels, de la cavalerie maure. Voyant mercredi soir que l'aide ne venait ni du ciel ni de la terre (la cavalerie qu'ils aperçurent de loin et qui s'approchait vers Codo n'était pas celle des Maures, mais la cavalerie républicaine), ils tentèrent d'utiliser la dernière planche de salut : une sortie forcée. On vit d'un seul coup une ruée d'hommes sortir de l'église et dévaler la colline. Nos mitrailleuses commencèrent à fonctionner. Beaucoup ont été tués ou fait prisonniers. Nous n'avons pas seulement trouvé des bérets rouges (typique des Requetés) mais des munitions françaises livrées à Franco malgré la non-intervention sous le gouvernement Blum.

Dans une guerre civile, la seule guerre juste et sacrée du côté des opprimés, de ceux qui sont porteurs du progrès et des valeurs humaines nouvelles, on se tue parfois avec un acharnement particulier et avec un fanatisme sans exemple. Donc, les hommes et les idées, surtout les idées, jouent un rôle primordial. Que les révolutionnaires ne l'oublient pas dans les combats à venir et qu'ils ne se laissent pas influencer par les soi-disant réalistes qui, d'une façon savante mettront en avant seulement les problèmes de la technique militaire.

POUVAIT-ON DÉSAGRÉGER L'ARMÉE FRANQUISTE ?

Si mes camarades du bataillon étaient animés d'une idéologie révolutionnaire, quoique confuse, nos hauts parleurs, à Matamala, par exemple, faisaient de la propagande platement réactionnaire qui parfois ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle de Franco et qui ne pouvait démoraliser l'armée adverse et en tout cas ne pouvait pas y provoquer des révoltes. On criait : « *¡Somos de la raza española !* » (Nous sommes de la race espagnole !). On voulait prouver qu'on était plus « espagnol » que Franco.

Une politique révolutionnaire pouvait faire pénétrer « la peste bolchevik » même parmi les éléments les plus retardataires et les plus réactionnaires. N'a-t-on pas vu au cours de la révolution russe, même des détachements cosaques passer à l'Armée rouge ?

Pourquoi en Espagne n'a-t-on pu assister au même phénomène ? Le fanatique requis avec son Cristo-Rey était-il impénétrable à la propagande révolutionnaire ? Pas le moins du monde. Certes, il aimait la Sainte-Vierge, mais il aimait aussi d'autres vierges et en général des choses plus matérielles. Il était catholique fervent. Oui, mais il était aussi paysan, toujours roulé, toujours exploité. Que lui a donné la république démocratique, même sous la présidence de M. Azaña et même quand Largo Caballero était ministre (et il l'était déjà en 1931) ? La misère et les balles. Or, que lui promettait contre Franco le Front populaire ? Le maintien de la même république. Cette république, c'est vrai, on la lui promettait meilleure et plus juste. Mais n'a-t-il pas entendu déjà la même musique et les mêmes promesses ?

Et le Marocain, que lui promettait le Front populaire sous Negrin et aussi sous Caballero, Hernandez et sous le terrible « anarchiste » Garcia Oliver ? L'indépendance nationale ? Seul un trotskyste criminel pouvait penser à cela ! Les sages et réalistes dirigeants et ministres du Front populaire ne faisaient que des déclarations sur le respect de traités et sur l'intangibilité du protectorat, c'est-à-dire sur l'intangibilité de l'esclavage du Maroc espagnol.

Cela ne rassurait pas complètement Chamberlain qui était plus sûr avec Franco, mais n'était pas de nature à enthousiasmer le Marocain. Être esclave sous Franco ou sous Negrin, c'était pour lui un peu pareil. Il avait peut-être tort, dira un malin. Peut-être ! Car pour nous aussi, le régime de Negrin est moins mauvais que celui de Franco. Mais Ben Mohamed n'était pas fort en sociologie. Malgré sa roublardise dans ce cas précis il pensait à peu près comme Staline c'est-à-dire avec ses pieds : la social-démocratie et le fascisme étaient pour lui non des antipodes, mais des jumeaux.

Et les « volontaires » italiens et allemands ? Étaient ils tous des fascistes enrégés par hasard ? Je ne le crois pas. Certes, il y avait parmi eux des vendus et aussi de enthousiastes d'un autre Cristo Rey : Hitler et Mussolini, mais le gros, c'était à peu près comme le gros du genre humain, c'est-à-dire des gens trompés. Et leur disait-on qu'il n'y a plus des Français, des Allemands, et des Italiens, mais tout simplement des prolétaires et que l'on luttait pour une République universelle ? Leur disait-on, comme Jaurès, que le mot « étranger » n'a aucun sens pour le prolétariat ? Non !

On disait qu'on luttait contre les étrangers et pour une Espagne libre, forte et heureuse. L'Italien et l'Allemand amenés par force en Espagne par les bandits fascistes réagissaient comme il fallait s'y attendre, il se fortifiait dans ses préjugés nationalistes. Si les autres luttent pour que l'Espagne soit forte, ne dois-je pas, moi, lutter aussi pour que l'Italie soit forte ? Après tout, ne suis-je pas italien ?

Et les ouvriers, car il y en avait dans l'armée franquiste, quand ils apprenaient qu'on luttait pour le retour à la même république où la propriété capitaliste sera sacrée, comme ils l'avaient connue ; quand ils apprenaient non seulement par le canal de la propagande fasciste, mais aussi par l'intermédiaire des prisonniers de guerre, qu'à Barcelone la CNT était persécutée, tout cela ne pouvait pas les prédisposer à risquer leur vie et à se révolter contre la discipline de l'armée franquiste.

Il est vrai que des soldats, parfois même des petits détachements, passaient dans nos rangs, mais c'était surtout à cause de passagers revers militaires de Franco.

Mais de vraies révoltes, au cours de ces derniers deux ans, il n'y en eut pas. C'est frappant, mais cela ne peut étonner que ceux qui ne comprennent pas que pour qu'une révolte se produise dans une armée, il faut qu'elle soit travaillée de l'intérieur et aussi de l'extérieur par une propagande révolutionnaire et non par les litanies sur « le gouvernement légitime ».

Certains veulent expliquer le fait qu'il n'y a pas eu de révolte chez Franco par la terreur. Comme si les ouvriers étaient par leur nature une race d'esclaves ! Les chefs du Front populaire ignorent que la propagande révolutionnaire est plus forte que toutes les terreurs et tous les appareils. Un jour, ils l'apprendront !

La terreur ne régnait-elle pas aussi dans les armées blanches en Russie ? Les Japonais pendant leur occupation de la Sibérie ont-ils été des anges, ne commettaient-ils pas des atrocités dont le rappel fait aussi frémir ? Les armées de la France démocratique ne pendaient-elles pas à Odessa, ne torturaient-elles pas ? Et les corps expéditionnaires d'un autre démocrate et très Front populaire, Mr David Lloyd George, ne commettaient-ils pas des atrocités ?

Ouvrez les dernières pages de *Jimmy Higgins* d'Upton Sinclair et vous verrez le propagandiste bolchevik torturé par les démocratiques représentants du corps expéditionnaire de sa majesté le roi d'Angleterre. Ce n'était pas seulement une image littéraire !

Mais malgré les tortures, « la peste bolchevik » pénétrait partout, et disloquait non seulement les armées blanches, mais aussi les corps expéditionnaires étrangers : français, anglais, tchécoslovaques, etc. D'où venait cette force magique qui existait en Russie et qui manquait en Espagne ? Elle venait de la force d'attraction de la révolution prolétarienne.

Tout cela montre que le langage mou et la politique pourrie de la démocratie bourgeoise et du Front populaire étaient incapables de disloquer et de démoraliser l'armée fasciste, composée des éléments précisément faciles à gagner : les paysans exploités, les esclaves coloniaux, et même les Allemands et les Italiens luttant pour une cause qui n'était pas la leur.

Pour les charlatans du Front populaire, tout est difficile et ils essaient même de persuader le prolétariat qu'il est impossible d'abattre le régime capitaliste, parce que les capitalistes ont à leur service les fascistes, les tanks, une quantité indéfinie d'avions, etc. Ils oublient seulement de se regarder dans la glace et d'ajouter que le capitalisme se maintient surtout parce qu'il a des valets qui s'appellent Blum, Staline, Thorez, Negrin et Comorera. [...]

QUE S'EST-IL PASSÉ LE 19 JUILLET 1936 ?

Le tableau des événements, tel que le présentent les chefs staliniens et réformistes du Front populaire, est mensonger.

Que vous a-t-on dit en France journallement pendant ces 30 mois, dans *L'Humanité* et *Le Populaire* ? Qu'il existait en Espagne une république démocratique et un gouvernement légitime qui conduisait ce beau pays vers le progrès et le bonheur. Mais un jour les généraux parjures (c'est à peu près comme la révolte des diables au ciel qui a engendré le mal sur la terre, et qui sert à l'Église à concilier le dogme que le Dieu est tout-puissant et infiniment bon) se sont rebellés. Ces agents de l'Allemagne et de l'Italie ont plongé le pays qui était sur la voie florissante de la démocratie dans la guerre civile meurtrière. La guerre civile a été surtout imposée aux Espagnols, (malgré leur tempérament impulsif, ils étaient faits pour s'entendre) par l'étranger et par les agents de Mussolini et de Hitler. Ce sont eux qui ont rompu cette unité de la nation espagnole en bonne voie surtout après les élections victorieuses du Front populaire espagnol de février 1936. Les généraux au service de l'étranger se révoltent donc. Tous les démocrates, les ouvriers, les paysans, les petits-bourgeois, les bourgeois même, qui mettent au-dessus de leur intérêt égoïste l'intérêt supérieur de la démocratie et de la nation sortent dans la rue, donnent leur sang pour le gouvernement démocratique, constitutionnel et légitime d'Espagne qu'ils sauvent le 19 juillet d'une situation embarrassante. La seconde guerre d'indépendance commence en Espagne. C'est une guerre surtout nationale contre les pays étrangers, afin de protéger l'intégrité de l'État espagnol et de ses colonies et protectorats. Enfin, bien que « la cause de l'Espagne fût la cause de toute l'humanité progressive et avancée » (Staline, *Télégramme à José Diaz*, 1936, la seule phrase publique en trois ans sur l'Espagne du « chef du prolétariat international » et du « Titan de la pensée ») il n'y avait pas en Espagne de guerre civile, ni de guerre de classe, mais seulement une guerre contre l'envahisseur étranger.

Cette conception, qui a trouvé son expression complète dans les 13 points de Negrin approuvés (ne l'oublions pas) non seulement par les stalinien, mais aussi par le représentant de la CNT au gouvernement, a été répétée urbi et orbi des milliers de fois. Cette conception avait du reste aussi pour but de gagner le cœur de Chamberlain.

Pour revenir à l'économie, elle a été évidemment troublée par la révolte des généraux. Les ouvriers et les paysans furent obligés de prendre en mains certaines usines (toutes les usines importantes : on n'arrivait pas à tromper les capitalistes « démocrates » de France et d'Angleterre, mais, par contre, le prolétariat des autres pays) et de labourer la terre, mais c'est parce que les propriétaires fascistes et d'autres bourgeois d'une couleur indéterminée avaient fui. Quant à ceux-ci, loin d'être fascistes, ils étaient tout bonnement des bourgeois, et en fuyant, ils commirent du reste une grosse bêtise qui résultait de leur incompréhension du caractère réel du conflit espagnol si bien expliqué dans les thèses de Dimitrov et de José Diaz. C'est cette incompréhension et ce malentendu qui les ont inclinés à émigrer soit dans la zone fasciste, soit à l'étranger... Il n'y avait donc aucune révolution en Espagne (invention des trotskystes qui, par leurs théories, servaient le fascisme), mais uniquement la défense du gouvernement légitime et des droits consacrés par la constitution et les codes. Vous connaissez le tableau puisque vous vous êtes donné la peine de lire journallement la prose du Front populaire. Maintenant laissez-moi vous expliquer la vérité.

Comme marxiste, je crois que le prolétariat n'a aucune raison de fermer les yeux. Il doit regarder la réalité en face, « cara a cara » (en face) comme on dit en espagnol. La supériorité du système marxiste, matérialiste et scientifique, sur tous les systèmes idéalistes, consiste précisément en ceci qu'il part de l'analyse exacte de la réalité économique et politique, des contradictions réelles entre les classes sans préoccupations

sentimentales à priori, afin d'indiquer au prolétariat la voie à suivre. Mais il est vrai qu'il n'y avait pas de marxistes parmi les docteurs du Front populaire.

Mon analyse du conflit espagnol part de la constatation de la principale et essentielle contradiction de notre époque, à savoir du conflit qui oppose deux classes fondamentales de la société contemporaine ; le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie existait et gouvernait en Espagne avant le 19 juillet sous le régime du Front populaire après sa victoire électorale de février, comme elle gouvernait en France sous tous les gouvernements du Front populaire (et elle ne se portait pas mal) ; comme elle gouvernait en Russie avec un gouvernement d'un autre Front populaire, celui de Kerensky en 1917 avant que « les agents de l'Allemagne », Lénine et Trotsky la chassent.

Mais l'Espagne est un pays arriéré, peut-être pas autant que la Russie tzariste, mais qui, à beaucoup d'égards, lui ressemble.

La bourgeoisie espagnole, le capital financier, gouvernent donc comme ils gouvernent en ce moment dans la Lituanie agricole et arriérée ou sur les îles Philippines. Mais la bourgeoisie espagnole y gouverne sans avoir fait une révolution bourgeoise, comme l'ont fait si bien les jacobins en France en 1789. La bourgeoisie espagnole est arrivée au pouvoir par suite d'une série de compromis avec le féodalisme. Les castes réactionnaires, les propriétaires terriens, l'Église (puissance économique et non seulement morale et politique en Espagne), la caste militaire, une bureaucratie très puissante, jouent un rôle de premier plan dans la vie du pays, et l'empêchent d'avancer dans la voie du développement capitaliste. Ajoutons à cela, comme en Russie tzariste, le rôle décisif du capitalisme étranger qui tient en main les principales richesses du pays, du capitalisme étranger, surtout anglais et français, dont la bourgeoisie espagnole est la stipendiée.

L'Espagne était en somme, comme la Russie de 1917, devant la révolution bourgeoise, c'est-à-dire les tâches urgentes posées par les nécessités objectives du développement du pays étaient : l'abolition de tous les restes du féodalisme, la répartition des terres entre les paysans pauvres, la suppression du pouvoir de l'Église, de la caste militaire, de la bureaucratie et aussi la libération du pays de l'emprise du capitalisme étranger qui, anglais, français ou allemand, est précisément intéressé au maintien de l'Espagne arriérée avec tous ces caractères moyenâgeux.

Cependant cette révolution bourgeoise n'a pu en Espagne comme d'ailleurs en Russie, être accomplie par la bourgeoisie espagnole faible et domestiquée. La révolution bourgeoise ne put être conduite que par le jeune, mais très combatif prolétariat espagnol. Mais le prolétariat espagnol, pour en finir avec ces restes de Moyen-Âge, ne pouvait pas s'arrêter à la liquidation de ces restes du féodalisme, mais devait en finir avec le capitalisme intimement et indissolublement lié aux propriétaires terriens et à la caste militaire.

En somme, pour sortir l'Espagne de son sommeil plus que séculaire, le prolétariat espagnol devait faire sa révolution prolétarienne, établir la dictature du prolétariat, et, s'orientant sur l'aide de la révolution européenne, commencer la construction d'un élément puissant des États-Unis Socialistes d'Europe.

Tel était le dilemme posé devant l'Espagne, non par quelques doctrinaires entêtés, mais par le développement objectif du pays. Rester en arrière, comme un pays semi-féodal, avec son ignorance et son esclavagisme, ou aller audacieusement de l'avant, vers le socialisme. Tel était, et est encore aujourd'hui, le tragique choix pour ce pays où s'applique précisément la théorie de la révolution permanente.

Cette théorie, dont nous trouvons des embryons chez Marx, et qui a été magistralement développée par Léon Trotsky dès 1905 et ensuite aussi magistralement mise en application conjointement (malgré les diverses voies théoriques qu'ils avaient suivies) par Lénine et Trotsky en 1917, nous enseigne que dans la période impérialiste du capitalisme décadent, les révolutions bourgeoises démocratiques dans le genre de la Révolution française de 1789 sont impossibles. C'est au prolétariat des pays arriérés à prendre la direction du mouvement pour la libération de ces pays du féodalisme mais aussi du capitalisme.

La révolution politique d'avril 1931 n'avait rien résolu. L'histoire de cette république de « *trabajadores de todas clases* » (travailleurs de toute nature, la formule de la Constitution) est l'histoire de convulsions permanentes. Le roi est parti faire la noce dans les cabarets des plus belles capitales européennes et a dit aux classes dominantes : « Débrouillez-vous ! » Ce n'était pas facile. L'histoire de ces cinq années 1931-1936, c'est l'histoire des complots permanents des militaires, des coups de force réactionnaires (Sanjurjo), des tentatives de museler le prolétariat par une dictature réactionnaire sous la couverture parlementaire (Gil Robles-Leroux) d'un côté et de l'autre des luttes héroïques du prolétariat espagnol, qui tantôt prenaient la forme de mouvements anarchistes, sans perspectives il est vrai, mais qui entraînaient des couches importantes du prolétariat, surtout catalan, et des mouvements de masse qui sont allés jusqu'à la glorieuse Commune des Asturies. C'est l'histoire des lock-out, mais aussi des grèves puissantes. C'est l'histoire des insurrections paysannes, qui prenaient la forme d'une jacquerie. Le pays était en déséquilibre permanent. Les paysans voulaient la terre. La république des « *trabajadores de todas clases* » sous la présidence du Conseil de Monsieur Azaña leur donnait des balles. La belle république continuait à donner les balles aux paysans andalous même quand Monsieur Azaña grâce à la victoire du Front populaire, fut élevé à la magistrature suprême, celle de la Présidence de la République. Elle défendait les nobles et les marquis et leur vie de *senoritos*. Les ouvriers s'organisaient dans de forts syndicats, les patrons exigeaient du pouvoir des mesures fortes. Les persécutions contre les organisations prolétaires furent aussi fortes sous Gil Robles-Leroux que dans les pires années de dictature de Primo de Rivera, et sont allées jusqu'à la répression sanglante de la Commune des Asturies (en 1934). La République protégeait les généraux de la monarchie, garantissait leur situation, mais les généraux ne se sentaient pas rassurés parce que derrière la République, ils voyaient le prolétariat. Et ils rendaient la République responsable du danger révolutionnaire. On fit des lois formelles sur la séparation de l'Église et de l'État. On mécontenta ainsi le clergé qui se sentait menacé, mais on ne toucha pas à sa puissance réelle, à sa puissance économique. En réalité, la République protégeait l'Église, mais l'Église lui gardait rancune de ses velléités laïques. Et ainsi de suite, sans fin. On ne satisfaisait personne et on mécontentait tout le monde !

Le gâchis allait croissant. Le représentant clairvoyant de la bourgeoisie espagnole, Gil Robles, se rendit compte qu'avec le parlementarisme, il n'y a rien à faire. Quelques mois avant le coup de force de juillet 1936, il sortit du parlement en claquant la porte. Et c'était plus qu'un geste. C'était la rupture de la grande bourgeoisie avec la démocratie.

Les cinq mois du Front populaire février-juillet 1936 furent des mois de convulsions poussées au paroxysme. Les généraux, l'Église, la banque, aidés par le capitalisme étranger, préparaient leur mauvais coup. Les paysans se révoltaient. Les ouvriers faisaient des grèves et s'impatientsaient. Mais les chefs du Front populaire conseillaient d'attendre, d'attendre toujours, et d'avoir confiance dans l'appareil du gouver-

nement légitime qu'il fallait épurer. C'était aux ouvriers de prendre l'initiative, mais ils étaient paralysés par le Front populaire.

Un pareil frein n'existait pas de l'autre côté de la barricade. La réaction sentait le danger de la révolution montante. Mais, Cabanellas, Franco, ont été des instruments de toutes les classes réactionnaires. Ils avaient lié partie avec Hitler et Mussolini, mais aussi avec le capitalisme anglais. Hitler et Mussolini cherchaient et cherchent évidemment des positions stratégiques en Espagne. Ils se sont servis et se servent de Franco pour des raisons impérialistes. Nous le comprenons aussi bien que José Diaz et Alvares del Vayo ; mais ce n'est qu'un côté de la guerre civile espagnole. Et pas l'essentiel !

Le but principal était et reste pour le capitalisme international, aussi bien des pays fascistes que démocratiques, d'écraser « la peste rouge », c'est à-dire d'écraser le prolétariat et de garantir de la seule façon possible la continuité de l'exploitation capitaliste dans un pays où la démocratie bourgeoise n'avait aucune possibilité de subsister. De là toute la « non-intervention », l'unité (réelle celle-ci) du capitalisme international, démocratique inclus. Ce dernier pouvait certes manœuvrer contre son concurrent fasciste en Espagne en livrant parfois certaines quantités d'armes (certains marchands de canons vendaient des armes des deux côtés) afin de prolonger la tuerie, mais ne pouvait pas s'engager à fond... et préserver la classe ouvrière espagnole du fascisme.

Nous ne nions pas le rôle des agents de Hitler et de Mussolini dans le déclenchement de la guerre civile, mais de là à expliquer la guerre seulement par leurs intrigues, il y a une distance.

Si Hitler et Mussolini ont pu utiliser Franco et il n'est pas sûr que ce sont seulement eux qui l'utiliseront dans l'avenir (si Franco triomphe, il aura tout intérêt à changer de maîtres), c'est parce qu'il y avait en Espagne même un conflit de poids : entre le fascisme et le prolétariat. Ils n'ont pas inventé Franco dans leurs gouvernements, mais se sont appuyé en Espagne même sur les forces réactionnaires existantes. La théorie qui explique le fascisme par l'intervention des « agents de l'étranger » est aussi ridicule que la théorie des réactionnaires qui expliquent chaque mouvement révolutionnaire sur n'importe quel point du globe par « les manœuvres des agents de Moscou ». C'est une preuve de plus de la bassesse et de l'idiotie qu'ont atteintes les idéologues du Komintern.

Le soulèvement du 18 juillet fut la tentative de ramener l'Espagne en arrière et de l'arrêter brutalement sur la vole de son développement. Le fascisme a jeté le gant. Le prolétariat l'a relevé. Il ne s'est pas levé pour la défense d'une république pourrie qui l'exploitait et qui a engendré le fascisme. Il s'est levé pour se libérer.

Y A-T-IL EU UNE RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EN ESPAGNE ?

Y a-t-il eu en Espagne une révolution prolétarienne ? Cela vaut la peine de poser la question et d'y répondre. Del Vayo, Dimitrov, Diaz, Marty et même certains « anarchistes » répondent que c'est là une invention d'excités et de trotskystes.

Voyons cependant les choses de plus près. Je demande donc une minute d'attention aux membres des partis de la 2^e et 3^e Internationales et de l'Internationale anarchiste ; je laisse de côté les « excités », qui construisent la 4^e Internationale... Ouvrez vos cartes de membres du parti. Vous y verrez comment est défini le but révolutionnaire de vos organisations. Les moyens de production doivent passer entre les

maines du prolétariat, qui doit en même temps s'emparer du pouvoir politique. Ce but révolutionnaire, qui est en même temps la définition de la révolution prolétarienne, nous le trouverons dans les statuts des partis qu'on appelle marxistes. Quant aux anarchistes, ils posent comme but de la transformation révolutionnaire la suppression immédiate, non seulement du capitalisme, mais aussi de l'État.

D'après les marxistes, par conséquent, la révolution prolétarienne c'est la prise des moyens de production et du pouvoir politique par la classe ouvrière qui doit prendre la forme de la dictature du prolétariat.

Après ce simple rappel, revenons à l'Espagne. Quand les généraux et toute la racaille réactionnaire réalisèrent leur coup de force le 18 juillet, les ouvriers comprirent instinctivement le sens du coup d'État. Ils montèrent sur les barricades. Le prolétariat, et lui seul, sauva la situation. L'appareil bourgeois passa dans la majorité du côté des fascistes.

Mais les ouvriers ne montèrent pas sur les barricades pour les beaux yeux de la démocratie bourgeoise. Ils passèrent à la révolution socialiste. Dans les grandes capitales et les petits villages, ils prirent au collet les bourgeois ou les propriétaires fonciers, et s'emparèrent de leurs biens. Qu'elle ait pris la forme de la collectivisation, de la socialisation, de la « *construction du communisme libertaire dans un seul village* », cela n'a qu'une importance secondaire. Le fait est que le phénomène fut général. Les ouvriers s'emparèrent de toutes les richesses du pays.

Quant au côté politique de la révolution, elle « commença » aussi réellement en Espagne en 1936 : les ouvriers créaient leurs organismes indépendants de l'État bourgeois les milices avec leur Comité central des milices antifascistes ; les patrouilles de contrôle, organismes authentiquement révolutionnaires destinés à protéger l'ordre public contre les attentats contre-révolutionnaires ; les comités ouvriers qui existaient dans tous les villages, et indépendamment de leur forme bigarrée, constituaient la seule autorité réelle pendant les premiers mois qui suivirent le 19 juillet. Deux pouvoirs existaient. Un pouvoir fantôme, le pouvoir officiel étatique républicain. Un autre, réel celui-là, celui des comités et des organisations ouvrières. Quoique ce second pouvoir n'ait jamais pris la forme coordonnée, organisée et centralisée des soviets, il dominait la vie du pays les trois premiers mois jusqu'à la formation des gouvernements de coalition encadrés par tous les partis ouvriers, et subsistait encore jusqu'au coup de force contre-révolutionnaire de mai 1937. Par conséquent, la révolution ouvrière avait bel et bien commencé, dans le domaine économique et politique, en Espagne, en juillet 1936.

Évidemment, il fallait la parachever. Il fallait détruire complètement l'ancien appareil étatique de la bourgeoisie, et tout ce qui en restait. Les comités devaient élargir leur base et se transformer en organes démocratiques du prolétariat. Ils devaient prendre le pouvoir dans le pays, centraliser l'économie, nationaliser les banques, élaborer un plan économique et conduire sur la base révolutionnaire prolétarienne, la guerre contre le fascisme.

Mais la révolution sociale fut ensuite criminellement étranglée par les chefs du Front populaire, et aussi par les dirigeants de tous les partis ouvriers qui ont préféré à la voie révolutionnaire, des portefeuilles dans le gouvernement et à la Généralité. C'est l'application de la formule « *D'abord gagner la guerre, puis faire la révolution* » qui conduisit, comme nous l'avons prévu depuis 1936, à leur perte, d'abord la révolution, puis la guerre.

LES ÉVÉNEMENTS DE MAI 1937

La dualité de pouvoir existait en Espagne, quoique sous une forme incomplète et partielle, dans les premiers mois qui ont suivi le 19 juillet. Le second pouvoir, l'embryonnaire pouvoir ouvrier, s'exprimait dans les comités ouvriers qui s'étaient créés dans toutes les villes et les plus petits villages de l'Espagne gouvernementale. Ces comités au sein desquels rentraient les représentants de toutes les organisations prolétariennes prenaient des formes diverses, c'était des comités de défense qui assuraient l'ordre public par le canal des patrouilles de contrôle et qui administraient les villages et les villes. Dans les usines, s'étaient formés les comités d'usine. Les transports et toute l'administration étatique étaient contrôlés par les délégués syndicaux. Sur les bateaux, les marins formaient leurs conseils. Les milices étaient organisées dès le début par les partis et les syndicats. Sur la proposition du président Companys fut créé en Catalogne le Comité central des milices antifascistes. Formellement, c'était un organisme de la Généralité ; en réalité, c'était dans la première période l'unique pouvoir effectif en Catalogne. Le gouvernement de la Généralité était une apparence tolérée parce que les organisations ouvrières n'avaient pas eu le courage de la liquider.

Pourtant ce fut cette apparence du pouvoir, la Généralité, qui l'emporta sur le pouvoir du peuple et sur les comités. Dans l'institution agonisante un sang nouveau fut injecté par les chefs des organisations ouvrières. On liquida le Comité central des milices antifascistes et on forma le gouvernement de coalition de Taradellas en Catalogne vers la fin de septembre. Un mois après les anarchistes rentraient également dans le gouvernement central. À partir de la formation des gouvernements de coalition, la situation évolue en Espagne « gouvernementale » dans le sens de l'affaiblissement du pouvoir des comités et du renforcement du pouvoir central bourgeois. Les raisons de cette évolution réactionnaire résident entièrement dans la politique des partis ouvriers.

Le mot d'ordre central du Parti communiste espagnol (PCE) et de sa filiale catalane (PSUC) était : « *Tout le pouvoir au gouvernement !* ». À cela, les communistes ajoutaient : « *iMas pan y menos comités !* » (Plus de pain et moins de comités !) Les staliens rendaient responsables les comités, c'est-à-dire la révolution, de toutes les difficultés administratives, du manque d'organisation et du désordre du ravitaillement. Pourtant, la suppression des comités par le parti de Comorera n'a fait qu'augmenter les difficultés. Les comités ont été détruits, mais le pain est devenu plus rare. Dans leur campagne pour la destruction des comités de défense, des patrouilles de contrôle, des Conseils de matelots, les communistes furent soutenus fermement par les éléments bourgeois et nationalistes. Dans ce travail contre-révolutionnaire en Catalogne, les soutenaient l'Esquerra Catalana (Gauche catalane), le Parti démocratique bourgeois, et l'Estat Catala (État catalan), parti nationaliste catalan, séparatiste. Quant aux anarchistes, ils allaient à la queue du bloc stalino-bourgeois. Si la direction de la CNT montrait des résistances, c'était à cause de la pression de la base c'est-à-dire des ouvriers anarchistes qui voulaient conserver les conquêtes de la révolution. En Catalogne, la révolution a été poussée plus loin au point de vue social que dans le reste de l'Espagne. Rien d'étonnant que le conflit des deux pouvoirs ait pris là des formes plus aiguës.

Les décrets de la Généralité de Catalogne n'étaient exécutés que si les organisations ouvrières et en premier lieu la CNT le voulaient. Par exemple, depuis novembre 1936 les milices avaient été militarisées et l'Ejercito Popular (Armée populaire) formée par décret de la Généralité. Juridiquement, elles dépendaient seulement du Conseil de

Défense et de l'état-major du gouvernement central. Mais, en fait, les milices dépendaient des organismes dirigeants des partis et syndicats. De même, dans le domaine de l'ordre public.

La dualité de pouvoir, phénomène général au début de chaque révolution, ne peut être qu'une période transitoire. Un des pouvoirs antagonistes doit disparaître. À plus forte raison, la dualité des pouvoirs ne pouvait subsister dans la période de guerre civile contre le fascisme. La centralisation du pouvoir était inéluctable et nécessaire. Selon nous, bolcheviks-léninistes, elle devait s'opérer sur la base des comités ouvriers généralisés, démocratisés et coordonnés. Selon les staliniens et les républicains, elle devait s'opérer sur la base de la reconstitution de la république bourgeoise.

Certains anarchistes s'imaginaient, il est vrai, que la concurrence des pouvoirs peut se prolonger indéfiniment. N'est-ce pas de l'anarchie ? La dualité de pouvoirs a en effet cela de commun avec l'anarchie, dans le sens vulgaire du mot, que le conflit des compétences entre les prétendants au pouvoir ne permet pas la formation d'un pouvoir fort et centralisé. Mais cette « anarchie » ou plutôt ce déséquilibre de la société aboutit toujours au cours de l'histoire des révolutions à un choc entre les pouvoirs concurrents. À la suite de ce choc toujours sanglant un pouvoir s'imposait à l'autre, et éliminait son concurrent. Tel fut le sens des événements du 3 au 6 mai 1937 à Barcelone.

L'occupation du Central téléphonique par les gardes d'assaut (police créée en 1931 pour faire régner l'ordre dans les villes) ne fut qu'un prétexte de la part de la coalition stalino-bourgeoise pour désarmer le prolétariat. Par suite de la mollesse du POUM et surtout de la direction de la CNT et de la FAI et de leurs abandons et capitulations successives, les staliniens et bourgeois républicains, qui dans les premiers mois, n'osaient même pas montrer leur nez, se sont sentis au début de mai 1937 assez forts pour tenter leur mauvais coup contre la révolution et ses organismes.

Le Central téléphonique, comme d'autres institutions d'utilité publique, étaient gérés depuis juillet par les comités ouvriers avec la représentation des deux centrales syndicales UGT et CNT. C'est la CNT qui prédominait en Catalogne. L'occupation du Central téléphonique par les gardes d'assaut fut exécuté à la suite d'un complot ourdi par les staliniens et les républicains sans que le gouvernement catalan, la Généralité, fût mis au courant. Les ministres anarchistes ignoraient la décision d'occupation du Central téléphonique.

Les ouvriers cénétistes de Barcelone réagirent spontanément en construisant les barricades. Ils comprenaient qu'on voulait les désarmer et leur reprendre leurs conquêtes du 19 juillet. Le POUM se joignit au mouvement. Toutefois, sa direction attendait les décisions du Comité régional de la CNT. Le mouvement fut puissant. Les ouvriers révolutionnaires de la CNT dominaient la ville. La CNT avait en mains tous les atouts : l'appui de la majorité du prolétariat les armes en quantité suffisante, les transports, ce qui lui permettait d'empêcher l'arrivée de troupes de Valence. La province catalane suivait le mouvement. La base de la CNT attendait seulement l'ordre du centre pour passer à l'attaque.

De l'autre côté de la barricade, à Barcelone, il y avait la police et les staliniens, mais la police, en plusieurs endroits, ne se décidait pas à intervenir, vu son infériorité, et se déclarait neutre. Quant aux staliniens, s'ils se sentaient assez forts pour assassiner des militants révolutionnaires isolés comme Berneri, Barbieri et autres, ils n'osaient pas non plus passer à l'attaque. Ils attendaient le secours de Valence.

La direction de la CNT était désignée par la situation pour jouer le rôle de centre dirigeant de l'insurrection prolétarienne, mais elle joua le rôle d'agent de l'ennemi. Elle

trahit le mouvement en exhortant les ouvriers à ne pas attaquer, puis à abandonner les barricades, et de cette manière elle livra le prolétariat de Barcelone à la réaction stalino-bourgeoise.

« *Mais nous ne pouvions pas engager la bataille à fond car cela aurait exigé le rappel de nos milices du front et par conséquent aurait favorisé Franco !* », argumentaient les anarcho-ministres. Il est caractéristique que cet argument n'existait pas pour l'aile droite du Front populaire, c'est-à-dire les stalinien et les bourgeois. Ces derniers ne se gênaient pas pour envoyer à Barcelone les troupes dont le front avait besoin.

Mais la CNT, pour dominer la situation à Barcelone, en Catalogne et en Aragon, n'avait aucun besoin de ramener du front les milices cénétistes. En arrière, elle disposait de forces suffisantes. Les dirigeants cénétistes évoquaient des dangers imaginaires, afin de justifier leurs trahisons. Au contraire, la liquidation du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire de la Généralité, et le passage du pouvoir entre les mains des comités de défense, spontanément créés au cours de la lutte, aurait été un coup terrible porté à Franco. La révolution prolétarienne triomphante en Catalogne aurait changé la situation de fond en comble dans toute l'Espagne. Elle aurait impulsé les ouvriers de Madrid et de Valence qui auraient suivi l'exemple de Barcelone, elle aurait centuplé l'énergie et la combativité du prolétariat, elle aurait eu des répercussions à l'arrière franquiste qui se serait réveillé, elle aurait eu des répercussions même hors des frontières de l'Espagne.

Garcia Oliver et Federica Montseny ont préféré l'autre voie. Ils ont suivi la bourgeoisie et les stalinien. Ils n'ont pas eu de récompenses : trois semaines après, ils furent congédiés. Le nègre a fait son travail, le nègre peut partir. Le gouvernement de Largo Caballero fut remplacé par « El Gobierno de la Victoria », celui du docteur Negrin. Les ouvriers cénétistes furent désarmés. Les patrouilles de contrôle dissoutes. Les conquêtes économiques du prolétariat furent progressivement éliminées.

L'écrasement des ouvriers révolutionnaires de Barcelone ouvrit les voies à la réaction stalino-bourgeoise et par suite à Franco. [...]

L'ORDRE RÉPUBLICAIN

L'Union nationale, les ouvriers français savent ce que c'est : Poincaré et Doumergue, l'ouvrier est roulé et le bourgeois en profite. L'union entre le bourgeois et le prolétaire est impossible. S'il s'agit de l'Union nationale genre Negrin elle différerait évidemment fondamentalement de celle de Poincaré. Socialement, elle était suspendue en l'air et le docteur était comme on dit assis entre deux chaises, ce qui ne veut pas dire qu'en attendant il ne brimait le prolétariat, persécutait, arrêtait et souvent assassinait ses meilleurs militants.

Les exploits de Negrin et de Comorera dans ce domaine sont déjà un peu connus à l'étranger. Le sang d'Andrés Nin, de cet ange de l'anarchisme que fut le professeur Berneri, de Domingo Ascaso, de nos chers Erwin Wolf, Moulin, de milliers d'autres, a taché à jamais les mains sanglantes des stalinien et de ceux qui, tels Ponce Pilate, se sont lavé les mains et ont laissé faire.

Je tâcherai brièvement de résumer comment fonctionnait la police du Front populaire et quelles étaient l'orientation et le sens des mesures répressives du gouvernement. Comme on l'a déjà expliqué, les événements de mai 1937 déterminèrent un tournant dans l'évolution de l'Espagne républicaine. Mai 1937 fut le désarmement du prolétariat, la destruction de tous les organismes indépendants de la classe ouvrière et entre autres des patrouilles de contrôle.

Les patrouilles de contrôle ont été un authentique organisme de la classe ouvrière né dans la fièvre des chaudes journées de juillet 1936. C'étaient des détachements ouvriers, sous le contrôle des organisations prolétariennes, chargés du maintien de l'ordre public. Au début, dans les patrouilles de contrôle étaient représentées tous les partis antifascistes, le PCE et le PSUC compris. Conformément à la politique générale du Front populaire, ces derniers se sont retirés volontairement des patrouilles de contrôle et ont lutté depuis pour leur dissolution. Dans leur majorité, elles étaient composées de membres de la CNT-FAI. Le POUM aussi en faisait partie. Si nous pouvons critiquer beaucoup de défauts de ces organismes (mollesse, décentralisation qui résultait de l'orientation anarchiste) nous devons néanmoins constater qu'ils constituaient un embryon et un élément du pouvoir prolétarien. C'était en tout cas un organisme antifasciste sûr à cent pour cent. Il a été détruit par les « réalistes » chefs du Front populaire et remplacé par la police bourgeoise reconstituée grâce aux efforts conjugués des républicains, socialistes, stalinien et aussi des chefs anarchistes.

La reconstitution du « pouvoir fort » bourgeois (en réalité il n'a été fort que contre le prolétariat révolutionnaire) n'a fait évidemment que servir les fascistes et les vrais agents de la cinquième colonne. Dorénavant, tout le monde pouvait être arrêté à Barcelone comme espion et suspect, sauf les vrais agents de Franco et les authentiques espions. Cela paraît un paradoxe, mais c'était pourtant comme cela. Quelques exceptions à cette règle générale ne font que la confirmer.

La répression qui a suivi mai 1937 avait un sens de classe net. C'étaient les girondins et derrière eux les éléments réactionnaires tout court, qui relevaient la tête. Ils se vengeaient contre les ouvriers révolutionnaires et les combattants du 19 juillet. Ils se vengeaient contre les membres des patrouilles de contrôle, contre les maudits comités, nés pendant les premiers jours de lutte. C'étaient les bourgeois qui relevaient la tête. Ils se cachaient, il est vrai, derrière l'anti-trotskyisme, et écoutaient avec sympathie les litanies stalinien, mais cela ne change rien au fond, cela ne fait que le confirmer.

Un exemple entre mille pour illustrer le caractère de classe de la répression qui a suivi mai 1937. Dans la première moitié d'août 1937, on fusilla à Lérida le commissaire politique du POUM Mena. Qui était Mena ? Un militant et combattant du prolétariat dans le meilleur sens du mot. Je ne pourrai pas faire sa biographie, car je ne dispose pas de données suffisantes (il avait vécu en France de 1934 à 1936). Mais j'ai eu l'honneur de faire sa connaissance en février 1937, quand il me faisait visiter encore en maître la forteresse de Lérida. Je vois ses yeux pleins de feu et je revois cette scène inoubliable quand il m'a fait rentrer dans une salle de cette forteresse en disant : « *Ici j'ai enfermé dans les premières semaines après juillet tous les fascistes et les bourgeois de Lérida. Il fallait qu'ils fassent ce que je leur ordonnais. Si quelqu'un murmurait il savait ce qui l'attendait.* » Et il indiquait son revolver. Puis, par gestes, il reconstitua les moments où les honorables bourgeois de Lérida détenus devaient à l'heure de manger, faire la queue avec leurs gamelles. Quand Mena racontait cela, ses yeux reflétaient encore la satisfaction : c'était celle d'un ouvrier qui avait toujours été persécuté, avait passé par les prisons et l'émigration, qui tenait maintenant entre ses mains les gavés de Lérida !

Il fut un des premiers commissaires politiques de l'Espagne révolutionnaire. Il fut un des premiers à entrer dans la forteresse de Lérida le 19 juillet. Et ce n'était pas si facile ! Dans la forteresse, il y avait des militaires soulevés. Mena, à la tête des ouvriers, se lança à l'attaque de la forteresse. Avec un fusil d'abord, puis avec un fusil mitrailleur, il montait les marches qui conduisaient à la tour. Il nettoyait l'escalier. Après

juillet, commissaire politique de la forteresse de Lérida, il défendait toujours les intérêts des soldats. Ce combattant savait haïr. On comprend qu'il fut aussi haï et que ses ennemis n'attendaient qu'une occasion pour se venger.

Je ne connais pas les circonstances de son assassinat. Les camarades du POUM qui le connaissaient bien, surtout ceux de Lérida, raconteront un jour cet épisode en détail. J'appris au mois d'août au front dans les environs de Quinto qu'il avait été exécuté dans le même château. Je l'ai appris en lisant le *Noticiero Universal*. Voilà à peu près comment le journal républicain rapportait dans la rubrique des faits divers l'exécution de Mena : « *Après le jugement, quand il apprit le verdict, Mena demanda à être envoyé au front afin d'y pouvoir mourir d'une balle fasciste. Afin d'appuyer sa demande, il mit en avant le fait qu'il avait été le premier à avoir l'honneur de porter le titre de commissaire politique après juillet.* »

Voilà le compte rendu du *Noticiero*. Mena fut bel et bien assassiné par la coalition des staliniens et des bourgeois de Lérida. Quand je repassai en décembre 1937 par Lérida j'ai parlé avec les ouvriers sur le sort de Mena qui, dix mois avant, avait été mon guide dans la forteresse. Les ouvriers de Lérida ne l'ont pas oublié. Ils expliquaient son assassinat surtout par le fait qu'il prenait la défense des soldats contre les officiers « républicains ». Un militant de la CNT, qui était plutôt son ennemi et concurrent politique de la localité, m'a dit : « *¡Era un verdadero luchador!* » (C'était un vrai combattant !).

Quand on se rappelle des combattants comme Mena on a parfois honte de ne pas être tué avec eux. Il est vrai qu'il nous reste la tâche sacrée de les venger. Si j'ai rappelé le sort de Mena, ce n'était pas seulement pour rendre vivant le souvenir de ce héros du prolétariat, mais c'était plutôt pour servir la cause pour laquelle Mena montait les marches du castillo en juillet, et pour laquelle un an après il fut assassiné. Cette cause, la cause de la révolution prolétarienne mondiale, exige qu'on sache à l'étranger quelles étaient les victimes de la répression stalino-bourgeoise de mai. Multipliez Mena par cent, par mille et par plusieurs milliers, mettez à sa place un militant de la CNT ou de la FAI et vous comprendrez contre qui était dirigée la répression qui a suivi mai.

Après mai, le POUM fut mis hors la loi. Quant à la CNT et surtout la FAI et les Jeunesses libertaires, elles ont été systématiquement brimées et persécutées. Beaucoup de leurs militants lâchement assassinés, d'autres emprisonnés. D'après la lettre du secrétaire du Comité régional de la CNT Domènec, adressée dans les environs du mois de novembre 1937 à son Excellence le Président de la République Azaña, rédigée sur un ton mou et pleurnichard, qui rappelle étrangement la pétition adressée au tsar par les ouvriers se dirigeant avec Gapone vers le Palais d'Hiver, on constatait que dans les prisons gouvernementales, il y avait autant de prisonniers antifascistes qu'au temps de Gil Robles. Il est difficile d'admettre que Domènec, qui était très patient et avait l'habitude de contempler tranquillement quand on fouettait son organisation, exagérât. Cet anarchiste disait la vérité et implorait la compréhension et la grâce de Monsieur Azaña, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

« Ni rire, ni pleurer, mais comprendre ! » Le terrible « anarchiste », ex-conseiller de la Généralité et secrétaire du Comité Régional de la CNT était rudement embêté. Cet ex-ministre ne se contentait pas de rester « ex », il voulait redevenir ministre. Les quelques mois pendant lesquels cet « anti-étatiste » a pu jouir d'un portefeuille n'ont pas passé sans laisser de traces. Imbu d'une idéologie petite bourgeoise, « le réalisme » nécessaire d'un homme qui a des responsabilités et d'un ministre qui ne peut

plus se contenter de faire des discours démagogiques, mais doit activement servir le capital, lui en imposait.

« L'unité » et les « raisons d'État » partagées aussi par la CNT exigeaient qu'on « encaisse » et qu'on laisse persécuter impunément les membres de l'organisation. Mais d'autre part, Domènec recevait journallement des communiqués de différentes localités sur l'arrestation des militants. Ces militants libertaires étaient incorrigibles : ils voulaient tout simplement la liberté et rouspétaient parce qu'ils étaient enfermés seulement depuis quelques mois. Dans un meeting de la CNT à Barcelone, salle Olympia, le secrétaire général de la CNT, Mariano Vasquez, fut accueilli par les cris : « *iPresos !* » (Prisonniers !) qui l'empêchèrent de parler un bon moment, mais l'anarchiste fit la sourde oreille et ne souffla pas mot de la bagatelle des prisons républicaines.

Dans la persécution du gouvernement, c'est-à-dire de la coalition stalino-bourgeoise contre la CNT, il y avait aussi une méthode. Le but de cette persécution systématique comme toujours dans pareil cas, était de domestiquer la CNT et l'assagir. Dans cette méthode éducatrice les coups de pieds alternaient avec les compliments. Negrin, Companys et même Comorera se rendaient compte que sans la CNT (une organisation de masse qui avait avec elle la majorité écrasante du prolétariat catalan et l'élite des éléments combattifs), la guerre antifasciste était impossible. Cela ne veut pas dire qu'ils voulaient et travaillaient pour une collaboration honnête avec la centrale syndicale révolutionnaire d'Espagne. Une collaboration franche et loyale était impossible à Negrin-Comorera à cause de leur orientation générale : gagner le cœur de Chamberlain et du capitalisme « démocratique ». Or, devant un ambassadeur d'Angleterre, la CNT faisait plutôt honte. Mais aller jusqu'au bout contre la CNT, comme contre le POUM, c'était aussi impossible, c'était provoquer la débâcle immédiatement. Les staliens ont tenté d'aller dans cette voie et la Guépéou avait déjà en poche un procès contre la CNT qu'on voulait accuser de collaboration avec la cinquième colonne.

Vers août-septembre 1937 (c'étaient les mois où le gangstérisme stalinien fut en Catalogne à son apogée), parut un communiqué du Bureau politique du PCE dans lequel on disait que « certains éléments extrémistes » en accord avec la cinquième colonne préparent d'autres mouvements dans le genre de mai. C'était après la dissolution du POUM. Il s'agissait alors de la CNT. Une polémique suivie d'échange de lettres entre la CNT et le PCE fut publiée dans la presse à l'époque.

Mais le Parti communiste s'arrêta sur cette voie. Donc, on ne mit pas la CNT dans l'illégalité comme le POUM, on lui cracha sur la figure tous les quatre matins. La direction de la CNT disait : « Merci », parfois sortait son mouchoir et laissait couler quelques larmes en invoquant la justice et les services rendus dans le passé à la cause antifasciste (« *C'est nous qui sommes sortis le 19 juillet* »), et aussi les services rendus à la bourgeoisie au mois de mai 1937 avec sa trahison et son « *iAlto el fuego !* ». Mais la reconnaissance joue rarement dans la vie et encore moins dans cette « sale » politique. Le fait que la CNT « encaissait » avec une telle bonhomie ne faisait qu'inciter le duo Negrin-Comorera à continuer leurs amicaux mouvements des pieds contre la CNT.

Quant à la base de la CNT, le Comité national et le régional voulait lui insuffler la patience en rappelant que : 1) C'est la guerre, donc il faut tout supporter. Pour beaucoup cela voulait dire : « *D'abord gagner la guerre et après sortir des prisons* » ; 2) Le royaume de dieu n'est pas de ce monde, c'est-à-dire : nous vivons dans une sale atmosphère entourés de politiciens. Dans le paradis du communisme libertaire, nous

nous rattraperons ; 3) Tel fut déjà le sort des anarchistes : souffrir, être persécutés et rester en prison. C'était touchant, romanesque, mais ne convainquait pas toujours les prisonniers.

Le gouvernement persécutait les éléments révolutionnaires de la CNT, son aile gauche, « Los Amigos de Durruti », les éléments révolutionnaires des Jeunesses libertaires et de la FAI, il arrêta aussi de temps en temps quelques réformistes des comités directeurs, pour leur apprendre à vivre. Ces derniers sortaient de prison au bout de quelques mois de cure, plus sages qu'ils n'y étaient rentrés. En même temps, les dirigeants communistes et républicains parlaient de « l'unité » et parfois même s'embrassaient tendrement avec les représentants de la CNT dans les meetings publics, dont le but était de prouver aux masses qu'une parfaite harmonie régnait entre les deux centrales syndicales (UGT et CNT) et qu'une atmosphère de douceur régnait dans le ménage. La méthode éducatrice de Negrin-Comorera servit à quelque chose. La direction de la CNT devint plus sage, apprit à dominer ses impulsions à tel point qu'on pouvait déjà au mois d'avril 1938 lui offrir de nouveau un portefeuille, parce qu'on était sûr qu'elle ne constituerait pas un obstacle à la politique réactionnaire du gouvernement. Dorénavant, elle approuva tout sans murmurer et rentra comme partie intégrante du Front populaire.

Cette persécution du gouvernement de Negrin se traduisait non seulement par les assassinats et les arrestations, mais aussi par la fermeture des locaux syndicaux, des perquisitions, une censure qui ne laissait passer aucune critique même légère, et surtout celles qui pouvaient être désagréables aux représentants diplomatiques de la France et de l'Angleterre, s'ils se donnaient par hasard la peine de lire la prose du Front populaire.

J'ai dit que la direction de la CNT pratiquait la doctrine de la non-résistance au mal, offrait sa joue droite quand on lui giflait la gauche. Mais je ne voudrais pas être mal compris. Cette mollesse, la direction de la CNT, comme du reste les staliniens et les réformistes en général, la montraient dans ses rapports avec la bourgeoisie de gauche, avec le gouvernement. Par contre, elle était dotée d'une énergie juvénile quand il s'agissait de combattre les révolutionnaires. C'est normal et dans l'ordre des choses. Les réformistes sont toujours à plat ventre devant le capital, mais par contre sont très décidés contre les révolutionnaires quand ces derniers disent la vérité et dénoncent leurs crimes.

Ainsi, le Comité régional, malgré son ultra-démocratie anarchiste qu'il aimait opposer aux méthodes bolcheviks d'organisation, décida d'exclure de la CNT (une organisation syndicale) à la façon américaine, c'est-à-dire en 24 heures, tous les membres des « Amigos de Durruti », vieux militants qui avaient risqué plusieurs fois leur vie pour la CNT et la FAI, parce qu'ils disaient quelques vérités sur la trahison de la direction cénétiste et des « ministres anti-étatistes » comme Garcia Oliver pendant les journées de mai. Que la mesure d'exclusion n'ait pu être par la suite entièrement appliquée, ce n'est la faute ni de Mariano Vasquez (premier secrétaire du Comité régional de la CNT), ni de Domènec (second secrétaire), mais le résultat de l'existence d'une aile révolutionnaire dans la CNT : la base de la CNT haïssait littéralement la direction anarchiste, et pas seulement la base, mais même les cadres moyens parlaient avec mépris de la « Casa grande » (« La grande maison », le siège du Comité Régional).

Contre la persécution à l'égard du POUM, la direction de la CNT réagit mollement. Les regrets tardifs comme par exemple celui de Santillan (dans son livre *La revolución y la guerra de España*, 1938, Diego de Santillán, « regrette » que la CNT ait

permis la persécution stalinienne contre le POUM) ne changent rien au fait qu'elle assista passivement aux exploits des staliniens et à leur gangstérisme.

Quant à nous, bolcheviks-léninistes espagnols, nous pouvons rappeler que lorsque le représentant de notre groupe espagnol s'adressa au Comité régional de la CNT afin d'essayer d'obtenir une intervention en faveur de nos prisonniers. Dans le meilleur cas, on lui présentait des condoléances ; dans d'autres cas, on s'étonnait de nos démarches parce que nos camarades n'étaient à l'époque en prison que depuis quelques mois. Pour être près de la vérité, il faut rappeler que chez certains bourgeois de gauche nous avons trouvé plus de compréhension.

Comme nous l'avons dit déjà, la direction de la CNT laissait non seulement persécuter les bolcheviks-léninistes et les poumistes, en somme « les politiciens », mais aussi ses propres militants. Ainsi, quand Berneri a été assassiné, il fallut une forte pression d'en bas pour que *Solidaridad Obrera* publie une note sur son assassinat. Même Aurelio Fernandez, un dirigeant anarchiste ministrable, chef de la police catalane de juillet à mai, a passé plusieurs mois en prison sans que la direction cénétiste émette une protestation sérieuse. Que pouvait donc faire la direction de la CNT quand on arrêta un militant du rang et qui parfois même critiquait cette direction ? Les dirigeants cénétistes étaient du reste plus tranquilles quand plusieurs membres de leur organisation, surtout des étrangers oppositionnels, restaient à la prison Modelo et non Via Durruti, au siège du Comité régional.

L'argument central de la direction cénétiste, qui devait justifier cette non-résistance au mal, était le même que celui des staliniens et du Front populaire dans son ensemble : « *Il faut d'abord gagner la guerre.* » Pour gagner la guerre, voyez-vous, il fallait marcher à quatre pattes devant le capitalisme étranger, se courber et nettoyer les chaussures des bourgeois démocrates, laisser détruire systématiquement toutes les conquêtes de juillet et entre autres laisser en prison des militants ouvriers. Cela donnait évidemment du courage aux ouvriers pour « résister ».

Quand je fus détenu pendant les journées de mai, je fis connaissance d'un jeune de 17 ans, presque un enfant, membre des Jeunesses libertaires. On l'avait arrêté pendant les journées de mai, et on avait trouvé dans ses poches des bombes. Il avait peur qu'on le fusille, il pleurait et appelait tout le temps sa mère. A la suite de son arrestation, il a passé plusieurs mois en prison. Je l'ai rencontré un an après sur les Ramblas. Mon compagnon avait l'air joyeux, il avait obtenu de ses parents la permission de se présenter comme volontaire et d'aller au front. Ce jeune combattant de mai a-t-il été ensuite tué au front par des balles fascistes ? Je n'en sais rien. En tout cas, malgré les persécutions du duo Negrin-Comorera, il savait quel était le devoir d'un prolétaire en face du fascisme, malgré la répression du Front populaire, il ne se laissait pas guider par ses rancunes, et quoique faible dans le domaine des généralisations sociologiques, il comprenait et surtout ressentait qu'indépendamment du caractère réactionnaire du gouvernement de Negrin, il fallait lutter armes à la main contre Franco.

Mais la majorité écrasante des ouvriers catalans et espagnols ne réagissait pas et ne pouvait pas réagir comme mon jeune ami, qui avait commencé sa carrière révolutionnaire sur les barricades de mai « con bombas de mano » (avec les bombes à main). La répression contre le prolétariat de la part du gouvernement du Front populaire détruisait systématiquement le moral de l'arrière, et on parlait tant de la nécessité de maintenir le moral de l'arrière, de la nécessité de faire renaître l'enthousiasme du 19 juillet ! *Solidaridad Obrera* publiait presque tous les jours des articles demandant aux ouvriers d'être toujours aussi enthousiastes et héroïques que le 19 juillet. Ces articles évoquaient toujours « *l'esprit du 19 juillet* ». Les naïfs et sentimentaux idéalistes qui

redigeaient ces articles ne se rendaient pas compte du ridicule de leurs appels. Ils ne savaient pas que pour qu'il y ait un esprit, le corps doit exister. Pour reconstituer l'enthousiasme du 19 juillet, il fallait reconstituer le rapport de forces et la situation du 19 juillet, c'est-à-dire la situation dans laquelle le prolétariat se sentait le maître.

Peut-on combattre avec enthousiasme l'ennemi fasciste au front quand on ne sait pas si on ne passe pas ses jours de permission (qu'un milicien attendait toujours) dans les prisons républicaines, comme suspect ou comme trotskyste ? Peut-on combattre avec la ténacité et l'esprit de sacrifice absolument nécessaire, quand on a un frère, un cousin, un antifasciste éprouvé en prison, ou quand on vient soi-même de sortir de prison ? Peu d'hommes sont capables de réagir comme réagissait mon ami, le jeune libertaire signalé plus haut.

J'entends encore ces propos qu'on pouvait écouter un peu partout et qui reflétaient le moral de la classe ouvrière ! Ces propos jettent encore un peu plus de lumière sur les raisons qui ont déterminé le fait que Barcelone a été cédée sans résistance, et que la ville des barricades est tombée sans barricades. « *Oh, maintenant, quand viendra la bagarre, je resterai tranquillement chez moi ! Que ceux de la haute sortent un peu dans la rue !* » disait l'ex-combattant des barricades de 19 juillet.

Le mot du docteur Negrin, « *Resistir* », était prétexte aux railleries et aux anecdotes, non seulement des fascistes et de la cinquième colonne, dont les communistes ont tant parlé, tout en la favorisant, mais aussi des braves ouvriers. « Moi, je dois résister quand les autres se moquent de moi, à chaque instant ? Quand les autres sont tout roses comme une jeune fille ou un bébé, tandis que je me serre la ceinture chaque jour davantage ? »

« Moi, je dois résister quand un ex-membre de la Ceda (Confédération espagnole des droites autonomes), fasciste à peine masqué, a plus de poids que moi qui étais à l'assaut de Altar Azañas ou une autre caserne le 19 juillet ? Je dois résister quand mes camarades restent encore en prison, républicaine, c'est vrai ? Dans le fond, j'étais toujours un exploité, l'ouvrier a toujours été roulé, que cela soit Negrin ou Franco, moi je serais toujours brimé ! Que Negrin et Comorera résistent un peu ! »

Et même quand on lisait les appels de la CNT-FAI signés par Garcia Oliver ou Vasquez qui demandaient aux ouvriers de se faire tuer sur place plutôt que de céder le terrain à l'ennemi, des propos qui demandaient aux ouvriers « tout leur sang », on riait, les militants cénétistes riaient. Que dire alors des ouvriers du rang ?

« Tout leur sang », c'est textuel. Les auteurs de ces appels, malgré leurs bonnes intentions qu'on ne peut qu'approuver s'imaginaient que l'ouvrier donne son sang à chaque instant et plus facilement qu'une bonne vache du lait. Ils ne se doutaient pas que pour que l'ouvrier donne « tout son sang », il doit être convaincu et fermement qu'il lutte pour libérer ses frères. C'est peut-être dommage, ex-ministre Garcia Oliver, mais l'ouvrier n'est pas un robinet qu'on ouvre à l'instant qu'on veut pour faire couler le liquide rouge. Pour amener les ouvriers aux sacrifices, il faut une politique révolutionnaire. Oui, politique, quoique ce mot vous fasse horreur. La spontanéité du 19 juillet ne se reproduit que dans les situations exceptionnelles, et pour le maintenir, il faut plus que les appels à l'enthousiasme.

« Résister », mais avec quelle perspective ? D'être maître des usines, d'instaurer un régime sans exploités, ni exploités ? Non, ce serait du trotskysme criminel. « Resistir », demandaient Negrin et Comorera aux ouvriers de Barcelone, pour avoir au lieu d'une prison franquiste, une prison républicaine fonctionnant selon tous les préceptes du Code pénal et du régime pénitentiaire. Résister pour que le gouvernement légal, la constitution, les traités soient respectés. Résister avec l'espoir qu'un jour le cœur glacé de Chamberlain va fondre et nous venir en aide !

Les propos que j'ai cités plus haut n'ont pas été inventés par moi, je les ai entendus dans mon usine et ils étaient prononcés par des ouvriers qui étaient sur les barricades le 19 juillet. Pour résumer, nous pouvons arriver à la même conclusion que dans notre analyse de la politique du Front populaire dans d'autres domaines. Negrin-Comorera et leur Front populaire par leur politique « d'ordre républicain » travaillaient bien pour le fascisme.

Malgré leurs platitudes, leurs flatteries et leurs bassesses, M. Chamberlain est resté toujours froid. Malgré la répression, qui l'assurait que « l'ordre règne à Barcelone » ; pour ce gentleman, l'Espagne « gouvernementale » était toujours mal gouvernée et les républicains étaient des « rouges ».

« Mais, voyons, il n'y a pas de communistes dans le gouvernement, et s'il y en a, il n'y en a que deux, qui ne sont pas méchants, mais de bons patriotes, il y a même un catholique au gouvernement. On célèbre déjà la messe à Barcelone. Pour le moment seulement pour les Basques, mais bientôt les églises fonctionneront normalement. Ecoutez les émissions des postes de l'Espagne gouvernementale, M. Chamberlain, vous n'entendez plus l'Internationale, mais tout simplement des hymnes patriotiques qu'on chante chez vous. Non, M. Chamberlain, nous ne sommes pas des « rouges » ! Nous frémissons même à l'idée d'avoir une couleur pareille ! Si nous avons commis quelques excès après le 19 juillet, ce n'était pas notre faute ! Dès que nous avons pu, nous avons remis ces anarchistes et ces poumistes en prison. Si nous avons péché, pardonnez-nous, comprenez-nous et venez-nous en aide ! »

Mais encore une fois en vain ! Cette sinistre cour que le prolétariat a chèrement payée n'a servi à rien. M. Chamberlain a préféré Franco à Negrin, le fascisme au régime du Front populaire, mais toute cette tragi-comédie désarmait le prolétariat, détruisait son énergie, annihilait sa combativité. La répression, « l'ordre républicain », le gangstérisme stalinien n'ont pas eu pour seul effet de tuer quelques milliers de militants et « d'écraser le trotskysme », encore une fois : cette répression a ouvert le chemin à Franco.

LE RETRAIT DES VOLONTAIRES

Toute l'orientation du Front populaire apparaît clairement aussi dans le problème des « volontaires » c'est-à-dire des forces « étrangères » combattantes dans les deux camps adverses : celui des « gouvernementaux » et celui des « rebelles ».

En juillet 1936, environ trois mois avant la formation des Brigades internationales, ont commencé à venir à peu près de tous les coins du monde des militants révolutionnaires et aussi des ouvriers du rang, pour combattre en Espagne. Ils se mettaient à la disposition de tous les partis, des syndicats, de toutes les organisations prolétariennes et s'engageaient dans les colonnes et les fameuses « tribus » de la première heure. C'était un mouvement fort, spontané et irrésistible. « Aller combattre en Espagne » fut le désir ardent de nombreux militants des pays démocratiques, comme la France, la Belgique, la Suisse, la Hollande, mais surtout des antifascistes de l'Europe centrale traqués par toutes les polices et qui depuis des années attendaient une occasion de rentrer dans la lutte. Les volontaires sont venus littéralement de tous les coins de la terre. J'ai vu des volontaires de l'Indochine, de l'Australie, et aussi de l'Afrique du Sud. C'était un mouvement spontané et parfois irréfléchi.

Les plus lents ont mis parfois quelques mois à se décider, mais j'ai rencontré en Espagne des volontaires venus d'assez loin déjà les 21 et 22 juillet, deux, trois jours après le soulèvement militaire. Il y eut certes pas mal d'aventuriers, d'aigris et de dérouterés qui cherchaient dans ce grand drame un dérivatif contre leurs misères personnelles, mais il y eut aussi des hommes rangés, ordonnés et réglés comme une pen-

dule, qui laissaient leurs femmes, leurs enfants, leurs obligations et tout cela pour lutter contre le fascisme et pour un monde nouveau ! Ils franchissaient tous les obstacles, passaient les frontières avec ou sans passeport, arrivaient enfin à cette Espagne splendide, ensoleillée, fiévreuse et réveillée par la révolution, pénétré d'un esprit de fraternité, de bonté, d'internationalisme et des plus grandes valeurs humaines qu'ont connues seulement ceux qui ont eu la joie d'y aller.

Ils arrivaient enfin à Barcelone ou à Madrid et bientôt leur sang se mélangeait au front à celui des ouvriers espagnols ! Ces chevaliers de la plus grande des croisades partaient parce qu'il existe heureusement le prolétariat, c'est-à-dire une classe qui ne se contente pas de digérer et travailler pour le capital, mais qui prépare pour l'humanité le grand avenir.

Pendant les premiers deux mois et demi, Staline pratiquait la non-intervention. Pour ses raisons, le Komintern commença ensuite à organiser les Brigades internationales sous la direction de Marty. Ces Brigades internationales furent composées d'éléments divers, à commencer par les militants qui étaient passés par les prisons bourgeoises, fascistes et démocratiques, pour leur dévouement au prolétariat, jusqu'à certains éléments déclassés (clochards, anciens légionnaires), etc.

Les Brigades internationales ont combattu et ont perdu cinq mille des leurs. Ils furent mieux nourris, mieux armés, placés dans les meilleures conditions que beaucoup d'autres colonnes et divisions, surtout anarchistes et poumistes, où il y avait aussi pas mal de volontaires étrangers, pour les raisons politiques du favoritisme stalinien. Je ne veux pas pourtant entrer ici dans des discussions un peu stériles et comparer leur courage et leur participation à ceux d'autres forces antifascistes. Les Brigades internationales ont mis du leur et ont jeté dans quelques moments critiques leur poids dans la balance.

Malheureusement, malgré leur sacrifice, leur courage et leur discipline, leur sang était versé au service d'une politique de suicide qui s'appelle le Front populaire. Maintenus dans l'ignorance, en possession seulement de la presse stalinienne, la direction communiste les enfermait en vase clos. Elle s'est parfois servie d'eux pour les besoins les plus sales et les plus répugnantes. Les assassinats de plusieurs militants révolutionnaires, les provocations ignobles furent l'œuvre de plusieurs commissaires politiques des Brigades internationales. Au mois de mai 1937, à Barcelone, ils ont servi comme une force de choc, une force sûre, parce qu'elle exécutait aveuglément tout ce qu'on lui demandait. Plusieurs gardes d'assaut venus de Valence à Barcelone le 7 mai 37 pour y faire régner « l'ordre » contre les ouvriers cénétistes et poumistes, et plusieurs tankistes, parlaient bulgare, allemand, polonais ou serbe. J'ai rencontré dans ces détachements qui servaient la bourgeoisie et la réaction quelques bons militants qui m'étaient déjà connus à l'étranger. « Et nous pardonnons leurs péchés comme Dieu nous pardonnera les nôtres ». Ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient.

Passons de l'autre côté de la barricade, ou plutôt de l'autre côté des tranchées. Chez Franco, sont allés aussi des volontaires authentiques, des fascistes enragés qui cherchaient en Espagne l'occasion de lutter contre la peste rouge et le « marxisme », mais ils étaient une infime minorité. C'est dans l'ordre des choses : le capitalisme peut-il trouver beaucoup de défenseurs volontaires ? Il ne se maintient que par la terreur et la tromperie.

Le gros des troupes étrangères dont s'est servi Franco c'étaient soit des mercenaires, soit des « volontaires » amenés contre leur volonté. À l'étranger, on connaît suffisam-

ment l'importance de l'aide effective en hommes, en matériel et en argent reçue par Franco des dictateurs fascistes et aussi des puissantes oligarchies financières des pays démocratiques de France et d'Angleterre. Les chiffres manquent, et il est impossible de dire combien de « volontaires » il y a eu chez Franco. Je serai néanmoins près de la vérité, quand je dirai que pour un combattant étranger dans le camp antifasciste, il y en avait cinq, peut-être huit ou davantage chez Franco.

La disproportion était beaucoup plus grande en ce qui concerne l'aide en argent, vivres, l'envoi du matériel de guerre, etc. Si Franco recevait des centaines d'avions, des tanks et tout le matériel de guerre, en grande quantité, et de première qualité, les « gouvernementaux » le plus souvent n'obtenaient avec de mauvaises conditions de paiement, que des vieilleries. Même le Mexique s'est servi des envois en Espagne pour renouveler le matériel de son armée.

Cette disproportion se comprend facilement. Si Franco était aidé selon un plan bien arrêté et concerté par trois États fascistes : Allemagne, Italie, Portugal, et par les puissants groupements capitalistes ; les républicains ne furent soutenus, et médiocrement, que par la Russie, le Mexique et par un tas de spéculateurs étrangers qui, au prix fort, livraient des saloperies. [...]

« Nous allons retirer les brigades internationales et tous les étrangers qui sont dans notre armée. Nous demanderons à la Société des nations qu'elle contrôle ce retrait. Nous donnerons à la Commission internationale de contrôle de la Société des nations toutes les facilités et les garanties afin de prouver à l'opinion internationale que notre retrait des volontaires est complet, total et sincère. Nous retirerons même la nationalité espagnole aux combattants étrangers qui l'ont acquise après le 19 juillet. En donnant tant de preuves de bonne volonté, nous aurons dans notre jeu diplomatique un atout et nous mettrons Franco dans une situation difficile ».

Voilà le calcul d'Alvarez del Vayo, de Negrin, de José Diaz, et aussi de plusieurs chefs « anarchistes », qui était à la base du retrait unilatéral opéré par le gouvernement républicain. Il témoignait en effet de la bonne volonté du gouvernement de Negrin et de ses bonnes intentions à l'égard du capitalisme international, mais comme moyen d'obtenir le retrait des forces étrangères au service de Franco (qui aurait dû suivre ce bon exemple !) était piteux... Les chefs du Front populaire voulaient réaliser un bon marché : le retrait des volontaires des deux côtés. Mais pour un marché, il faut être deux. Or, si nos démocrates avaient de la bonne volonté à l'égard de Chamberlain, c'est-à-dire à l'égard de la City, cette dernière ne pouvait avoir des tendresses que pour Franco.

Les républicains ont opéré le retrait des volontaires étrangers de tous les fronts. Ils ont perdu ainsi quelques bonnes et sûres brigades. Au dernier moment encore, quand les fascistes s'approchaient de Barcelone, les volontaires pouvaient rendre service dans la défense de la capitale catalane. Plus de huit mille ex-volontaires attendaient leur rapatriement dans plusieurs camps de concentration. C'étaient surtout des originaires des pays au régime fasciste et réactionnaire : des Italiens, des Allemands, des Polonais des Hongrois, etc. S'ils n'étaient pas encore rapatriés, ce n'était pas la faute du gouvernement républicain, dont la bonne volonté dans ce cas est hors de discussion, mais résultait du fait qu'aucun pays du monde, y compris l'Union Soviétique, n'était pressé de des recevoir. [...]

Si la politique de « l'ordre républicain » et le fameux mot d'ordre : « D'abord gagner la guerre, après faire la révolution », démoralisait le prolétariat espagnol, l'orientation nationaliste et bornée du Front populaire, entre autres en ce qui concerne les volontaires et

l'intervention étrangère, démoralisaient et le prolétariat espagnol et les ouvriers d'autres pays. Ce nationalisme petit-bourgeois détruisait les liens entre les exploités d'Espagne et ceux d'autres pays, il annihilait l'internationalisme actif du prolétariat mondial.

L'IDÉOLOGIE RÉPUBLICAINE

« Nous luttons pour le droit international, pour que la constitution soit respectée, nous luttons pour une république démocratique », proclamaient Azaña, Caballero, Negrin et Míaja. *« Nous luttons pour une république démocratique parlementaire, mais une république démocratique d'un type nouveau, où les racines du fascisme seront détruites. Notre révolution est populaire. Notre guerre est une guerre nationale pour l'indépendance »* ajoutaient José Diaz, Jésus Hernandez et Pasionaria.

Tant de mots, tant de phrases, tant de tromperies mystiques pour cacher les choses ! Messieurs Azaña, Caballero, Negrin, Companys, Diaz et Pasionaria, il fallait dire : *« Nous luttons pour conserver le capitalisme sur la base démocratique car c'est seulement dans le cadre de la démocratie que nous pouvons exercer nos métiers d'avocats, de députés, de bureaucrates syndicaux. Nous interdisons aux ouvriers d'abattre le régime capitaliste et de faire la révolution prolétarienne ».*

Le mensonge qui prend la forme du camouflage mystique est inséparable du régime capitaliste. La bourgeoisie ne pourrait dominer un jour sans la tromperie. Un commerçant peut-il dire la vérité au client, lui dire combien lui a coûté la marchandise qu'il veut vendre à un prix exorbitant ? Un capitaliste peut-il montrer aux ouvriers sa comptabilité ? Pourquoi ce qui est impossible à un capitaliste pris individuellement serait possible à la classe capitaliste prise dans son ensemble ? Monsieur le Capital a une gueule trop répugnante pour la montrer en public : il se discréditerait tout de suite.

Pour exister, il doit tromper, cacher ses buts réels, qui sont inavouables. Il doit se couvrir d'un masque mystique, surtout quand il a la forme démocratique, qui repose plus sur la tromperie que le fascisme, forme plus brutale et plus ouverte de domination du capital.

« En face de la barbarie fasciste, nous les républicains, représentons la culture. Regardez ces barbares, ces fascistes, ils tuent, ils assassinent les enfants, ils bombardent les villes ouvertes, les endroits où il n'y a aucun objectif militaire. Ils tuent leurs frères de race les Espagnols. Ils sont vendus à l'étranger. Ils mènent, inspirés par l'idéologie prussienne, la guerre totalitaire. Ils n'ont pas de conscience, ils n'ont pas de sentiments, ils n'ont pas de cœur ! Nous, les républicains, c'est autre chose, nous ne pouvons pas par exemple répondre aux bombardements de Barcelone ou de Madrid par les bombardements de Séville et Burgos, nous aurions taché notre pur drapeau tricolore et républicain, nous nous sommes des vrais patriotes, nous ne pouvons pas nous orienter sur l'aide active de la révolution prolétarienne, et sur l'aide des ouvriers du monde entier. Nous voulons vaincre en vrais Espagnols, c'est pour cela que nous sommes prêts à retirer tous les étrangers et nous les retirons. Nous voulons humaniser la guerre, c'est pour cela que nous en appelons sans cesse à la Société des nations ; c'est pour cela que nous nous réjouissons de la formation de la Commission internationale contre les bombardements de villes ouvertes. Elle n'a qu'à venir à Barcelone, à Valence, à Granollers et elle constatera que nous sommes des victimes innocentes des agressions barbares de l'aviation fasciste », etc. Sans fin.

Nous connaissons votre musique et vos discours, Messieurs Azaña, Caballero, Negrin, Companys, Diaz et Pasionaria, non seulement nous les connaissons bien, mais nous comprenons leur sens et il est le suivant : « *En face du fascisme, arme violente, barbare certes, mais conséquente et logique de défense du capitalisme condamné, mais qui veut se survivre, nous, démocrates, nous ne sommes que des poules mouillées. Nous sommes des petits bourgeois. Certes, nous voudrions la démocratie, mais nous avons peur de Toi, Grand Capital ! Tu nous en imposes par ta puissance ! Nous marchons sur la pointe des pieds devant Toi le Veau d'Or, car nous avons peur que la colère t'emporte, une colère injustifiée, car nous ne sommes que des républicains, et non des rouges. Si nous allons bombarder Séville ou Majorque, des centaines et des milliers d'avions viendront contre nous. On nous rasera de la terre, on va nous asphyxier. Malgré notre noblesse, notre humanitarisme, notre loyauté, Chamberlain ne veut pas nous écouter et il ne nous croit pas quand nous disons que nous ne sommes pas des rouges. Que se passera-t-il si nous employons toutes les violences contre Franco ? Les démocraties française et anglaise n'auront plus l'ombre d'un doute sur le fait que nous sommes des bolcheviks* ».

« *Nous, les petits-bourgeois, nous avons peur de Toi, Capital, nous avons de l'estime pour Toi, car nous te devons tout : nos places dans les conseils d'administration, notre clientèle d'avocat. Nous luttons contre Franco. Oui, Mais nous avons peur que Toi, Capital, tu disparaisses, car une société, selon nous les petits bourgeois, peut-elle vivre si un mal fatal t'arrivait ? Cela serait alors la fin de la civilisation, l'anarchie, l'effondrement de tout. Les ouvriers, les hommes qui savent à peine lire et écrire devraient nous commander, nous, hommes de science et de culture. Nous avons vu cela quand régnaient les maudits comités, les premiers mois après le 19 juillet. Nous tremblons à la pensée que cela pourrait revenir. Nous devons donc nous imposer à l'opinion internationale, c'est-à-dire à l'opinion que tu crées à coups de millions par notre modération et douceur chrétienne à l'égard de Franco* ».

Si les chefs du Front populaire tenaient ce langage net et dévoilaient leurs vraies intentions et pensées ils éduqueraient les ouvriers, mais ils ne pourraient plus être utiles au capital.

Jetons un coup d'œil sur l'attitude du gouvernement républicain, par exemple dans la question des bombardements des villes ouvertes, et nous verrons que nos démocrates étaient des anges... pour le capital et son chien Franco. Aux bombardements cruels et barbares de l'aviation fasciste, on pouvait et on devait répondre par des bombardements de l'aviation républicaine des villes aux mains des fascistes. Certes, la guerre est une chose inhumaine et abominable en soi. Mais si on l'accepte, il faut la mener jusqu'au bout, employant tous les moyens pour vaincre l'adversaire. De la part du prolétariat, elle doit être aussi totalitaire, c'est-à-dire menée jusqu'à la défaite de l'ennemi. Aux repréailles, le gouvernement républicain préférerait l'appel à une Commission qui devait constater les bombardements des villes ouvertes. La Commission, composée d'honorables experts anglais, français, etc. est venue à Barcelone et à Granollers. Elle a contemplé les ruines et les décombres, résultat de l'agression aérienne de l'aviation fasciste, et a constaté qu'effectivement les villes ouvertes et les endroits où il n'y a pas d'objectif militaire, ont été bombardés et elle est partie. En quoi cela pourrait-il consoler les veuves et les orphelins de Barcelone et Granollers ? Comment cela pouvait-il empêcher les nouveaux bombardements ?

Afin de souligner le contraste qui existait entre l'idéologie de poules mouillées du Front populaire avec les méthodes de la Révolution russe, je citerai ici une phrase d'un des discours de Léon Trotsky en 1918. Je ne sais pas si elle est authentique et fut

réellement prononcée par l'organisateur de l'Armée rouge, ou si elle fut tout simplement une des légendes qui se créent pendant les révolutions. Elle reflétait en tout cas l'esprit et la décision de la révolution bolchevik : « *Si ce ciel doit briller seulement pour la bourgeoisie, nous allons l'éteindre !* » Ce qui voulait dire : nous emploierons tous les moyens pour vaincre la bourgeoisie. Mais les chefs démocrates du Front populaire espagnol ne pouvaient parler ni agir comme parlèrent et agirent Lénine et Trotsky en 1917-21.

Certes, les procédés fascistes sont particulièrement barbares, et nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas les imiter. Ces procédés s'expliquent : c'est la rage d'une classe condamnée et qui ne veut à aucun prix céder sa place. Du reste, le capitalisme, qu'il soit fascisme ou démocratie, est toujours prêt à jeter des millions dans une boucherie si ses dividendes sont menacés. Le cœur du capital, c'est le métal jaune.

Nous, les révolutionnaires prolétariens, ne pouvons pas être barbares, comme le sont les fascistes. D'ailleurs cette barbarie nous paraît inutile et, porteurs de nouvelles valeurs humaines que nous sommes, elle nous répugne. Mais néanmoins, nous devons être aussi et plus encore décidés, audacieux que sont les fascistes. « *Pour vaincre, il nous faut de l'audace, encore une fois de l'audace, toujours de l'audace* », disait le grand stratège révolutionnaire Danton. Si le courage physique qui atteignait l'héroïsme sans exemple ne manquait pas chez les combattants du 19 juillet et chez les combattants du front, l'audace politique faisait complètement défaut à ceux qui prétendaient diriger la guerre antifasciste.

Leur mollesse à l'égard du fascisme, qui s'exprimait dans tous les domaines de la part des dirigeants du Front populaire, ne fut pas accidentelle. Elle résultait de l'ensemble de leur nature petite bourgeoise. La petite bourgeoisie, classe intermédiaire placée entre le grand capital et le prolétariat, les deux classes fondamentales de la société contemporaine, ne peut qu'osciller, tiraillée qu'elle est par les courants opposés, elle ne peut qu'hésiter, surtout quand il s'agit de s'opposer à celui qui lui en impose : le grand capital. Et c'est la petite bourgeoisie ou pour être plus précis, les agents petits-bourgeois du grand capital qui dirigeaient la guerre contre Franco. D'où le caractère mou et pleurnichard de l'idéologie du Front populaire. Pour vaincre Franco, c'était le prolétariat entraînant derrière lui la petite bourgeoisie qui devait prendre la direction de la guerre, mais pour cela il manquait d'une direction, c'est-à-dire d'un parti révolutionnaire.

Le petit bourgeois est nationaliste, son existence économique est déterminée par les hasards de la concurrence sur le marché capitaliste. Il regarde avec méfiance et haine son rival le boutiquier d'en face. Nos dirigeants du Front populaire voulaient concurrencer Franco sur le terrain nationaliste. Les stalinien croient que c'est le dernier cri de la sagesse. Ils veulent dépasser dans le chauvinisme les fascistes. Ils croient que c'est malin. Pourtant, c'est impossible. En Allemagne, leurs mots d'ordre de révolution sociale et nationale ont été de l'eau au moulin de la démagogie fasciste et ont facilité la pénétration idéologique de Hitler. En Espagne, à la place de Hitler, les stalinien ont, par leur nationalisme, favorisé Franco.

Franco a fait appel aux capitalistes étrangers pour sauver le régime capitaliste en Espagne. Ce n'est pas nouveau. La classe dominante identifie la patrie avec sa domination. Quand ses intérêts sont menacés, par son concurrent impérialiste ou par la révolution prolétarienne, « la patrie est en danger ». Franco s'est allié avec les Italiens, Allemands, Portugais mais les généraux blancs ne s'alliaient-ils pas avec les capitalistes du monde entier, et même le démocrate Milioukov, partisan acharné de l'Entente, a-t-il hésité à s'adresser aux Allemands et mendier chez eux l'aide contre les ouvriers de son pays ? La bourgeoisie a raison de son point de vue de classe : le prin-

cipal pour elle, c'est de sauver sa domination et son régime d'exploitation. De ce « patriotisme » relatif de la bourgeoisie, le prolétariat doit tirer l'enseignement suivant : ce qui importe ce ne sont pas les conflits nationaux, c'est l'opposition des intérêts de classe. Nous, les ouvriers, nous devons prendre exemple sur la bourgeoisie. Elle même nous enseigne que la patrie est un mythe. Nous devons lutter pour nous libérer économiquement en accord avec les ouvriers de tous les pays. C'est pour cela d'ailleurs, que le mot d'ordre de la 4^e Internationale n'est pas : « *Espagnols, unissez-vous !* » ou : « *Français, unissez-vous !* », mais : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

L'idéologie prolétarienne est internationaliste ou elle disparaît. Le chauvinisme stalinien est une trahison, mais il est aussi inopérant contre le fascisme. Nous ne pouvons pas dépasser en chauvinisme Hitler et Franco. Par contre, nous pouvons porter des coups mortels à la bourgeoisie, en se servant de l'arme dont elle ne peut pas disposer, et qui est l'internationalisme. Le nationalisme bourgeois a sa base dans le fait que le capitalisme se développe dans les cadres des frontières nationales, le capitalisme veut dire la concurrence, et au stade impérialiste la concurrence des groupes et des États capitalistes entre eux. Autre chose est le socialisme dont le triomphe ne peut que signifier la destruction des frontières nationales et la création d'une vraie société internationale.

Le PCE a propagé dernièrement les mots d'ordre suivants : « *L'Espagne aux Espagnols ! Réconciliation nationale des Espagnols ! Dehors les étrangers !* » Il pensait ainsi, en adoptant le langage franquiste, gagner la clientèle fasciste. Mais c'est l'inverse qui s'est passé. Si un parti ouvrier peut, grâce à la basse démagogie nationaliste, gagner en influence temporairement, en fin de compte, il doit être battu sur ce terrain et idéologiquement, il ne peut que frayer ainsi la voie au fascisme. Ce n'est pas la peine d'être communiste pour chanter par exemple *La Marseillaise* et faire l'éloge du pape. On peut le faire aussi chez de Kerillis (fondateur du Centre de propagande des républicains nationaux et député Indépendants républicains) et de La Rocque (chef du mouvement fasciste Croix-de-feu, renommé PSF en 1936).

En propageant le nationalisme, les staliniens et le Front populaire dans son ensemble ont forgé une arme à l'ennemi, et facilité leur propre extermination. Les staliniens s'imaginent que leurs formules patriotardes peuvent satisfaire les petits bourgeois imbus du nationalisme. Ils s'imaginent par exemple que la formule nationaliste, mais conservatrice de Staline : « *Nous ne voulons pas un pouce de la terre étrangère, mais nous ne donnerons pas un pouce de la nôtre* » peut satisfaire les petits bourgeois patriotes excités. Si on est nationaliste, si on « aime surtout son pays » on ne se satisfait pas de l'idée de conserver ce que la patrie possède, on veut l'agrandir logiquement, on devient aussi partisan des conquêtes.

Or, si le Front populaire promettait de conserver ce que l'Espagne possédait, Franco promettait de créer un nouvel Empire. Queipo de Llano dans ses discours ne promettait-il pas aux Espagnols d'enlever Gibraltar aux Anglais ? Que pouvaient répondre à cela nos nationalistes de moindre calibre du Front populaire ? Qu'il faut respecter les traités et que l'Angleterre est une grande puissance dont il faut mendier l'appui ! Certes, nos patriotes du Front populaire dans leur propagande rappelaient toujours que Franco vend l'Espagne à l'Italie et l'Allemagne, mais Franco ne pouvait-il rappeler que nos démocrates étaient prêts à vendre l'Espagne à l'Angleterre et à la France, et que si ce marché démocratique ne se réalisait pas, c'était faute d'acheteur ? Azaña et Negrin voulaient bien se vendre, mais le capitalisme international démocratique, rejetant l'offre du Front populaire, s'orientait sur le fascisme. Du reste, un nationaliste espagnol pouvait bien comprendre Franco : pour lutter contre les « rouges » sans dieu (en Espagne, le nationalisme s'accompagne du fanatisme catholique) qui

menaçaient la patrie, ne pouvait-on au moment du danger, faire des concessions aux Italiens et aux Allemands ? Les staliniens ne peuvent pas distancer les fascistes sur le terrain du chauvinisme. La réconciliation des Espagnols, c'est-à-dire la soumission du prolétariat à la bourgeoisie qu'ils ont tant prêché se réalise maintenant sur leurs os, mais malheureusement aussi sur les os du prolétariat espagnol.

Libérer réellement l'Espagne de l'oppression qu'exercent sur elle les capitalistes étrangers, anglais, français, allemands, américains, italiens ne le pouvaient ni les fascistes liés à l'Allemagne et l'Italie, ni les démocrates du Front populaire qui s'orientaient sur la dépendance envers la France et l'Angleterre. Seulement une classe qui n'a pas de liens économiques avec le capitalisme international, et qui soit prête à rompre tous les traités impérialistes pouvait le faire. Cette classe s'appelle le prolétariat. Mais Azaña, Negrin et Jose Diaz s'orientaient non sur lui, mais sur Chamberlain et Pie XI.

LE PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE

Mais il y avait, paraît-il, en Espagne, un parti « trotskyste », le POUM ? Selon les calomnies staliniennes, un parti trotskyste devait obligatoirement travailler avec la Gestapo. Ne sont-ils pas de la Gestapo, tous ceux qui dénoncent les crimes staliniens et n'exécutent pas aveuglement les ordres de la bureaucratie moscovite dégénérée ?

Le POUM, donc trotskyste et agent de la Gestapo, a fait le putsch de mai 1937, mais heureusement, grâce aux interventions heureuses du Front populaire, du PCE, du PSUC (« socialiste » mais adhérent à l'Internationale communiste), le diable trotskyste-poumiste put être maîtrisé ! On a commencé à respirer au mois de mai-juin 1937 : on a « liquidé » le trotskysme en Espagne et surtout en Catalogne. Le gouvernement de Largo Caballero qu'on croyait jusqu'en mai dans la bonne voie, mais qui en réalité était mou et semi-trotskyste, fut remplacé par le gouvernement de la victoire, présidé par le docteur Negrin, celui-ci un vrai gouvernement de Front populaire, un vrai parce que débarrassé de tous ces trotskysants et suspects, un vrai comme il en faudrait dans tous les pays, et en premier lieu en France, capable par conséquent de lutter et de vaincre le fascisme.

Depuis cette intervention heureuse de Staline en mai 1937 à Barcelone, en Catalogne et en Espagne, l'optimisme pouvait, enfin, s'emparer de nous en ce qui concerne la révolution espagnole, ou si vous préférez, en ce qui concerne le sort de la guerre contre Franco. Le grand Staline n'a-t-il pas bien arrangé la révolution chinoise en 1927, ou n'a-t-il pas remporté une grande victoire pour le prolétariat allemand et international en 1933 avec

Milice, juillet 1936



l'arrivée au pouvoir de Hitler, pour ne citer que ces deux exploits ? Ah oui ! Le capital et son chien Franco pouvait être rassuré.

Nous n'allons pas dans ce chapitre d'analyse du POUM rectifier et réfuter toutes les calomnies et tous les mensonges des stalinien. Ces gens-là, ou ces canailles plutôt, mentent comme ils respirent. Et ils disposent d'un appareil formidable et surtout de beaucoup d'argent. Ces usurpateurs qui ont volé le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre qu'ils traînent dans la boue ont la faculté d'imprimer à des millions d'exemplaires et dans le monde entier leurs falsifications.

Mais que fut le POUM en réalité ? Trotskyste ? Trotskyste, cela voudrait dire selon l'étymologie du mot, une organisation poursuivant la politique de Léon Trotsky. Or, le lecteur n'ignore pas probablement que Trotsky est partisan de la 4^e Internationale. Le POUM n'était pas trotskyste pour un sou.

Le camarade Léon Trotsky qui, avec une netteté qui lui est propre, stigmatisa les fautes du POUM, a plusieurs fois insisté sur les divergences sérieuses qui séparent le POUM de la 4^e Internationale. Nous nions la légende stalinienne du « POUM trotskyste » dans l'intérêt de la vérité qui est en même temps celui de l'éducation de la classe ouvrière, qui doit connaître les positions réelles et non imaginaires des différents courants politiques, afin de pouvoir librement et en connaissance de cause confronter, choisir et enfin trouver sa voie.

Le Parti ouvrier d'unification marxiste a été fondé en décembre 1935 comme produit de l'unification du Bloc ouvrier et paysan de Maurin et de la Gauche communiste (ICE). Cette dernière appartenait dans le passé à l'organisation internationale de l'Opposition de gauche « trotskyste ». Il faut rappeler seulement qu'elle eut toujours des relations très distendues avec l'organisation internationale. La rentrée de l'ICE dans le POUM détermine la rupture de Nin et Andrade, qui la dirigeaient, avec le « trotskysme » et avec l'organisation trotskyste internationale. Je ne ferai pas l'historique des discussions et des divergences qui ont séparé la 4^e Internationale et la Gauche communiste. Je rappellerai seulement les principales divergences qui les ont séparées au cours de la Révolution espagnole.

Le Front populaire espagnol s'est formé à la veille des élections législatives de février 1936. Son programme électoral ressemblait aux programmes électoraux des fronts populaires d'autres pays ; y figuraient les promesses générales quant à l'amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière, l'adhésion à la politique de sécurité collective de la Société des nations, etc. Il est vrai que dans ce programme figurait aussi l'amnistie de toutes les victimes de la répression réactionnaire de Gil-Robles et de Lerroux.

Le POUM adhéra au Front populaire et signa son programme électoral réformiste et petit bourgeois. Il justifia par la suite son attitude par la nécessité d'obtenir à tout prix l'amnistie. Mais en réalité, l'amnistie fut obtenue non à la suite de la victoire électorale, mais à la suite d'un puissant mouvement de masse extra-parlementaire qui força les portes des prisons.

Après les élections, le POUM critiqua la politique du Front populaire, mais fut en réalité à sa remorque jusqu'au moment où la bureaucratie stalinienne coalisée avec la bourgeoisie de gauche, l'empêcha même de parler de la révolution socialiste et le mit dans l'illégalité.

À part la droite et la gauche, en politique existe le centre. Il en est de même dans le mouvement ouvrier. Ce fut le cas pendant la Grande guerre, quand le mouvement ouvrier, selon la juste appréciation de Lénine, se divisait entre la droite, les social-patriotes déclarés genre Vandervelde, Scheidemann, Marcel Cachin, etc., les gauches internationalistes conséquents : les bolcheviks, les spartakistes allemands, et aussi les

centristes comme Ledebour, Longuet, etc.

Si nous analysons la dernière période de l'évolution du mouvement ouvrier qui a commencé à peu près en 1934-35, nous observons le même phénomène. Il y a les partisans déclarés de la politique du Front populaire, politique qui accroche le prolétariat à la queue de la bourgeoisie dite démocratique, politique qui, à la lumière de l'expérience espagnole est analysée dans le présent travail : ce sont les staliniens, promoteurs de cette panacée universelle de Dimitrov, et aussi les réformistes appartenant à la 2^e Internationale.

Il y a des adversaires déclarés de cette politique de crime et de suicide du Front populaire, ce sont les bâtisseurs de la 4^e Internationale. Ils opposent à la politique de platitude et de collaboration de classe, les méthodes révolutionnaires du marxisme et du bolchevisme, les méthodes à l'application desquelles le prolétariat doit toutes ses conquêtes, ses victoires et ses montées historiques.

Mais, entre les deux courants fondamentaux de la période présente, à savoir le courant stalino-réformiste et le courant de la 4^e Internationale, il y a les centristes. Les centristes ne sont pas une étiquette inventée méchamment pour les besoins de la polémique par les « sectaires » et intraitables trotskystes. Ils sont une réalité dans tous les pays du monde. Les centristes se déclarent contre la politique du Front populaire, font de critiques parfois très justes des crimes des staliniens. C'est à cause de leur indépendance de la Guépéou que les staliniens les traitent de « trotskystes ». Mais les centristes s'arrêtent à mi-chemin dans leur critique de la politique stalino-réformiste.

Ils sont contre le Front populaire, mais en même temps ont peur de se couper des masses en exposant franchement le programme d'action révolutionnaire. En principe, ils sont pour une nouvelle internationale révolutionnaire, mais pratiquement combattent la nouvelle internationale naissante, la 4^e. Dans plusieurs questions centrales de la période actuelle, ils sont en principe d'accord avec nous, mais quand il s'agit de passer des principes à l'application et à la réalisation, ils s'alarment et nous dénoncent comme des « sectaires ». Ils sont très susceptibles et chatouilleux. Ils se fâchent surtout quand on les appelle « centristes ». Que cela soit sous le ciel gris de Paris ou sous le ciel bleu et limpide de Catalogne et d'Espagne, que cela soit à New-York ou à Varsovie, ils sont partout les mêmes. Au lieu de se fâcher pourtant, ils feraient mieux de discuter honnêtement avec nous, de répondre à nos critiques, et d'accepter notre collaboration. Nous ne sommes pas des professeurs du mouvement ouvrier. Nous sommes toujours prêts à apprendre des autres, à réexaminer encore et encore une fois les mêmes problèmes à la lumière des nouvelles expériences tragiques. Les mesquineries et l'amour-propre blessé ne comptent pas pour nous. Nous sommes au-dessus de cela. « *Nos querelles ne sont pas celles de rabbins et de capucins, mais sont la lutte des chevaliers pour le cœur de la Dame* ». Et la Dame, c'est la Révolution.

En Espagne, la politique du Front populaire fut poursuivie d'une manière conséquente par les staliniens et les réformistes. Quant à la CNT, elle s'y est opposé au début, mais sa nullité idéologique l'empêcha d'opposer à la politique de Negrin-Comorera une autre conception. Sa critique resta donc seulement négative, et après une série de zigzags et gémissements plaintifs, la CNT s'intégra dans le Front populaire et évolua vers le réformisme. Quant au POUM, il proclamait cent fois la nécessité de la « révolution socialiste », mais sa politique réelle était à l'opposé de cet objectif.

Il y avait, comme nous l'avons déjà rappelé, une dualité de pouvoir après le 19 juillet. Le second pouvoir, le pouvoir ouvrier naissant, qui d'ailleurs prédominait au cours des premiers mois de révolution, s'exprimait dans les comités ouvriers qui ont bel et

bien existé même dans les plus petits villages et aussi dans le Comité central des milices antifascistes. Ces organismes du second pouvoir, ce grand acquis de la révolution, a été démolí par toutes les organisations ouvrières espagnoles, et force nous est de constater que le POUM a participé et a couvert la dissolution des comités des villages, remplacés par les conseils municipaux (ayuntamientos), et aussi la dissolution du Comité central de milices antifascistes. Le POUM participa au gouvernement de coalition de Taradellas, qui se constitua précisément sur la base de la destruction de ces authentiques organismes révolutionnaires.

Nin, conseiller à la Justice de la Généralité de Catalogne, fut par la suite assassiné par les stalinien. Nous avons dénoncé dans le monde les crimes de la Guépéou, dirigés du reste en premier lieu contre notre tendance. Nin paya de sa vie son dévouement à la classe ouvrière et son honnêteté personnelle, qui n'est pas en cause. Mais si Nin nous est cher, la vérité nous est encore plus chère. La cause pour laquelle Nin a donné sa vie exige la netteté de l'analyse. Nous ne sommes pas des sentimentaux, mais des passionnés, et si les sentiments nous dévorent, ils ne sont pas faibles. La politique qu'a poursuivi Nin au cours de la révolution espagnole a favorisé ceux qui devaient par la suite l'assassiner.

La question centrale de la révolution est la question du pouvoir et Nin aimait aussi le répéter. Dans la lettre à Kugelman, pendant l'expérience de la Commune, Marx disait : *« J'affirme que la révolution en France doit avant tout tenter, non de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains - c'est ce qui s'est toujours produit jusqu'à maintenant - mais de la briser »*.

Or, le POUM oublia ce grand enseignement de Marx, développé par Lénine dans *L'État et la révolution*. Quels arguments donnait le POUM pour justifier son entrée dans la Généralité, ainsi que d'avoir couvert la dissolution du Comité central des milices antifascistes ? C'était la peur de se couper des masses et d'aller contre le courant. *« Si nous n'étions pas rentrés dans la Généralité, nous cesserions d'être un courant politique, et nous serions balayés de la vie politique du pays. »* Ces mots, je les ai entendus de Nin personnellement, mais il ne s'agit pas évidemment de Nin, mais de toute la direction du POUM. À cet argument, on ajoutait un autre : la nécessité de collaborer avec la petite bourgeoisie et de l'alliance avec les classes moyennes. La forme de cette alliance c'était, selon les dirigeants du POUM, la collaboration à la Généralité.

Analysons ces arguments. Le premier veut dire que si le POUM n'était pas entré dans la Généralité, il cesserait d'être un facteur politique dans le pays. Or, nous affirmons et prouvons le contraire. Si le POUM s'était prononcé contre la collaboration dans la Généralité et s'était appuyé sur les éléments du second pouvoir, les comités, il se serait ouvert la seule voie pour devenir un facteur politique décisif du pays. Il ne s'agit pas pour nous, évidemment, du seul fait d'entrer dans la Généralité, mais de l'ensemble de la politique.

Le POUM devait évidemment se battre avec d'autres forces antifascistes contre Franco. C'est hors de discussion. Mais il ne devait pas prendre même l'ombre de la responsabilité pour la politique des dirigeants du Front populaire. En se prononçant avec netteté contre la dissolution du Comité central des milices antifascistes et des comités en général, il aurait pu, sinon l'empêcher, en tous cas gagner de grandes sympathies au sein des autres organisations ouvrières, en premier lieu au sein de la CNT. C'était précisément la voie de croissance du POUM comme parti de masse. Aurait-il pu empêcher la destruction du second pouvoir ? Comme cela est expliqué déjà dans ce travail, les éléments de second pouvoir existaient encore jusqu'en mai 1937. Neuf

mois séparent le 19 juillet du 3-6 mai, c'est-à-dire que neuf mois séparèrent la naissance du second pouvoir de son écrasement par le pouvoir bourgeois reconstitué. Évidemment, avec une audacieuse politique du POUM, le calendrier pouvait changer. Encore une fois, nous ne sommes pas des prophètes. Et il est difficile de prévoir quels facteurs nouveaux auraient pu intervenir si la situation avait évolué dans le sens révolutionnaire. Mais, en tous cas, la voie de la révolution passait par la lutte opiniâtre pour le maintien et l'élargissement des éléments du pouvoir ouvrier, c'est-à-dire précisément par la voie du maintien des organismes dissous par le gouvernement de Tarradellas. Le POUM disait cent fois par jour qu'il s'agit d'une « révolution socialiste ». Mais les généralités ni en minuscule, ni en majuscule, ne suffisent pas en politique, surtout pendant la période révolutionnaire. Il s'agit de concrétiser la tâche historique générale par une politique réelle. Or, le POUM, tout en parlant de la « révolution socialiste », en réalité faisait la même chose que les autres courants, c'est-à-dire participait et couvrait la dissolution des éléments du second pouvoir dont le maintien et l'élargissement seul pouvait nous amener à la révolution socialiste, non seulement dans les colonnes du journal, mais dans la réalité.

Les ouvriers n'auraient pas compris, surtout dans la première période de confusion et d'embrassade générale et du courant unitaire à tout prix, la position « sectaire » du POUM ? C'est possible. Mais, ce qui est sûr, c'est qu'après une courte expérience, ils se seraient tournés inévitablement vers le POUM. Cette nécessité d'être « sectaire », c'est-à-dire d'exposer ouvertement le programme révolutionnaire au moment où les masses ne sont pas encore préparées à l'accepter existe toujours pour le courant révolutionnaire. N'existait-il pas au cours de la révolution russe ? Les bolcheviks n'ont-ils pas suivi précisément cette voie ? Ont-ils eu peur qu'on les traite de « trotskystes » de l'époque, d'aventuriers, d'utopistes, de rêveurs ? N'ont-ils pas aussi été traités d'agents de l'Allemagne ? Et ils ont gagné les masses.

Le POUM aurait été, s'il avait suivi la voie indiquée par la 4^e Internationale, persécuté et mis dans l'illégalité tout de suite ? On nous disait cela aussi lors de nos discussions en Espagne dans le POUM. Il serait persécuté ? Peut-être. Quoiqu'il n'était pas facile de persécuter un courant ouvrier en Catalogne en juillet et en août 1936. Il n'aurait pas bénéficié des facilités que lui offrait sa participation au gouvernement ? Les milices du POUM, ou peut-être même l'hôtel Falcon n'auraient pas été appuyés financièrement par la Généralité ? Mais, il aurait joui d'un appui d'un autre poids dans une révolution, de l'appui venant d'en bas de la classe ouvrière qui se serait retourné vers lui quand elle aurait compris qu'il s'agissait ici d'un parti qui réellement luttait pour le pouvoir prolétarien.

Du reste, le POUM a-t-il évité la répression ? Pas du tout. Bien qu'il jurait, et il disait la vérité, qu'il n'était pas trotskyste, il était toujours considéré comme tel par la bureaucratie stalinienne. Bien qu'il s'agisse de phénomènes différents, nous pouvons observer ici une certaine symétrie. Negrin jurait cent fois par jour à Chamberlain qu'il n'est pas rouge, mais tout simplement républicain, mais, pour ce gentleman, « l'Espagne gouvernementale » était toujours mal gouvernée et il s'obstinait à préférer Franco. Gorkin répétait aussi plusieurs fois par jour qu'il n'est pas trotskyste, et il disait la vérité, mais la bureaucratie stalinienne le considérera malgré tout comme tel et a lancé contre le POUM les mêmes calomnies qu'elle lance contre la 4^e Internationale.

Par ses explications et aussi par sa politique, Negrin n'a pas pu empêcher que Chamberlain aide Franco. Quant à Gorkin, ses explications et aussi sa politique n'ont pas empêché la répression contre le POUM « trotskyste ». Ne vaut-il pas mieux alors être un vrai « rouge » et un vrai « trotskyste » ? Cela n'enlèverait pas évidemment les inconvénients à savoir la haine de la bourgeoisie internationale et de la bureaucratie

stalinienne, mais on pourrait en même temps jouir des avantages de la politique révolutionnaire conséquente, avantages qu'ont pu recueillir les bolcheviks en 1917.

Le POUM voulait éviter la répression par sa politique conciliatrice. Il se disait : « *Si un jour nous sommes réduits à l'illégalité, il faudra que nous ne soyons pas seuls, mais que nous soyons avec la CNT* ». Dans ce domaine, les dirigeants du POUM vivaient aussi de fantaisies et se confiaient au bon cœur des dirigeants de la CNT. Ces derniers ont par la suite assisté passivement à la persécution contre le POUM. Seule une politique de critique impitoyable du réformisme de la direction de la CNT ouvrait les possibilités d'un front unique avec la base révolutionnaire de la CNT, qui, évidemment, par suite de sa pression, pouvait obliger aussi le sommet anarchiste à quelques pas progressifs.

Quant au second argument, c'est-à-dire la nécessité de l'alliance avec les classes moyennes, c'est au fond le même argument dont se sert le Front populaire dans son ensemble. La fausseté de cet argument est démontrée au cours de ce travail. Les dirigeants communistes prétendent que quand ils soutiennent Daladier en France, ou Azaña en Espagne, les radicaux-socialistes et l'Esquerra, ils font une alliance avec la petite-bourgeoisie. En réalité ils sont à la remorque des agents petits-bourgeois du grand capital. L'alliance du prolétariat avec la petite bourgeoisie est évidemment nécessaire au cours d'une révolution, surtout dans un pays arriéré. Mais il y a deux méthodes d'opérer cette alliance : la méthode menchevik du Front populaire et la méthode bolchevik de la lutte pour la dictature du prolétariat

Selon la première méthode « d'alliance avec les classes moyennes », qui est actuellement en vogue, et qu'on appliqua en France en 1936, en Espagne, au Chili et ailleurs, selon cette méthode chère à Blum, Dimitrov, Thorez et Comorera, l'alliance s'opère sur la base du maintien de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire sur la base du maintien du régime capitaliste. Selon cette méthode du Front populaire, les agents petits-bourgeois du grand capital ont la direction de cette alliance petite-bourgeoisie-prolétariat. Le prolétariat suit les dirigeants petits bourgeois, et par leur intermédiaire la bourgeoisie tout court. Que cette voie soit néfaste, et surtout utopique, nous avons essayé de le démontrer dans chaque chapitre de ce travail. Donner comme perspective dans la période actuelle le maintien de la démocratie bourgeoise, c'est tout à fait comme si on donnait comme perspective dans la technique le retour de l'aviation vers les chars des Romains. Le fascisme est un produit inévitable du régime capitaliste. Pour supprimer l'effet, il faut supprimer la cause. La méthode bolchevik de l'alliance avec les classes moyennes veut dire que le prolétariat doit avoir l'hégémonie du bloc. Seule cette hégémonie, et seule la dictature du prolétariat peuvent du reste apporter une amélioration au sort de la petite-bourgeoisie et la détacher du grand capital.

La Généralité et le gouvernement de Tarradellas, auquel adhéra le POUM, ont été une alliance avec la petite-bourgeoisie aussi à la mode du Front populaire. Le « programme socialiste » du gouvernement de Tarradellas n'était que de la phraséologie. Le décret sur les collectivisations n'était que la consécration tardive de l'état de fait ; mais la dissolution des organismes du second pouvoir a ouvert la voie à la contre-révolution. Évidemment, pour les bourgeois démocrates et pour les staliens qui, à l'époque, n'avaient derrière eux qu'une infime partie du prolétariat, le gouvernement de Tarradellas avec la participation de Nin n'était qu'une solution intermédiaire, provisoire, en attendant que le rapport des forces changeant permette de se débarrasser du POUM et aussi de la CNT. Il reste néanmoins vrai que, par sa politique à la remorque du Front populaire, le POUM a aidé à changer le rapport de forces en sa défaveur. Malgré le service que Nin a rendu à ses ennemis, il a été au mois de décembre 1936, débarqué de la Généralité et le POUM repoussé dans l'opposition.

Le POUM a-t-il redressé sa politique après cette expérience ministérielle ? A-t-il fait une autocritique sérieuse et a-t-il pris une orientation révolutionnaire ? Aucun parti révolutionnaire n'est prémuni contre des fautes, même graves, mais toute la question est de savoir s'il trouve ensuite en lui-même les forces pour corriger ses erreurs. Or, le POUM, après décembre 1936, n'a rien appris. Il a évidemment accentué un peu son langage d'opposition, mais sa perspective restait dans le fond le retour à la même expérience ministérielle.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan qu'il se proposait de réaliser n'était pas autre chose qu'un nouveau gouvernement de la Généralité avec une nouvelle invitation à Nin de réintégrer son poste. Les appréciations théoriques du POUM ont changé un peu : ainsi, dans les colonnes de *La Batalla* et dans les discours des membres du Comité exécutif, Companys et Tarradellas, qui étaient avant décembre de pauvres petits-bourgeois, se sont brusquement, après l'expulsion du POUM de la Généralité, enrichis et devenus des grands bourgeois. Cela cependant ne changeait rien à la perspective générale.

Quand le POUM parlait de « gouvernement ouvrier et paysan », il avait deux façons d'expliquer son mot d'ordre. La variante droite voulait dire : « Le gouvernement de toutes les forces antifascistes », en somme la solution des plusieurs et difficiles crises de la Généralité par le retour au gouvernement de Tarradellas avec la participation du POUM. La variante gauche, qui alternait dans les résolutions et les discours avec la variante droite ne valait pas mieux et voulait dire « Govern Obrer y Camperol » comme le résultat d'un Congrès des comités ou après pour se rapprocher de la CNT, d'un Congrès des comités et des syndicats.

Mais toute la question était comment un Congrès pareil pouvait être réalisé. Le POUM s'illusionnait qu'il pouvait être réalisé d'en haut, c'est-à-dire par un accord avec les dirigeants du Front populaire et ce qui plus est par la voie pacifique. Cette voie pacifique fut exposée par Nin encore quelques jours avant les événements de mai. Nin qui connaissait à fond l'expérience de la révolution russe afin d'appuyer sa perspective de voie pacifique invoquait la position analogue de Lénine dans la période avril-juin. Malheureusement, il lui arriva ce qui arrive souvent aux grands érudits du marxisme : ils connaissent les textes, mais se servent des analogies là précisément où elles ne peuvent pas être appliquées. « Le passage pacifique » fut possible pendant une période de la révolution russe parce que le second pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir des soviets existait et prédominait sur le premier pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir du Gouvernement provisoire. Dans une certaine mesure une situation analogue existait en Espagne de juillet à septembre. Mais seulement jusqu'en septembre, c'est-à-dire jusqu'à la formation des gouvernements de coalition de celui de Madrid et de celui de Barcelone. Or, le POUM prévoyait encore la voie pacifique au mois d'avril 1937.

La politique du POUM à l'égard de la CNT reflétait aussi sa « peur de se couper des masses », et surtout sa mollesse idéologique. C'était une cour malheureuse. Évidemment, on ne pouvait rien faire en Catalogne sans le concours de la grande centrale syndicale anarcho-syndicaliste qui avait derrière elle la majorité du prolétariat catalan et surtout l'écrasante majorité des éléments combattifs. Mais la voie qu'a choisie le Comité exécutif du POUM pour se rapprocher de la masse de la CNT était fautive. La voie de la conquête et de la pénétration dans la masse révolutionnaire de la CNT et de la FAI passait par la critique impitoyable de la politique platement réformiste du sommet anarchiste. Il fallait carrément dénoncer l'hypocrisie ridicule de ces « anti-politiciens et anti-étatistes » qui exerçaient les fonctions des ministres et des préfets. C'était la voie de conquête des éléments sains de la base de la CNT. Mais l'Exécutif du

POUM préférait une cour empressée au Comité régional. Il disait toujours : « Nous et la CNT, deux forces de la révolution ! » A quoi la belle, la direction de la CNT, répondait, quand elle daignait répondre, au POUM : « Vous êtes collants, et vous nous embêtez, fiches-nous la paix, vous êtes des sales politiciens ! ».

La voie du rapprochement avec la base de la CNT passait par le POUM par l'entrée de ses syndicats FOUS dans la centrale révolutionnaire anarcho-syndicaliste. Cette voie fut suggérée à plusieurs reprises par les représentants de la 4^e Internationale. Malheureusement, et c'était une de ses plus graves fautes, le POUM est rentré avec les syndicats qu'il influençait dans l'UGT réformiste, squelettique, qui ne groupait au début que des éléments petit-bourgeois en Catalogne. Par là le POUM, aux yeux des ouvriers de la CNT, se confondait avec les stalinien, Esquerra en somme, avec les éléments petits-bourgeois. Certes, la voie d'un travail à l'intérieur de la CNT n'était pas facile : la bureaucratie « anti-politicienne et anti-étatiste » sait aussi employer des méthodes de coercition à l'égard des révolutionnaires. Mais dans quel livre a-t-on enseigné que la révolution est une chose facile ? L'entrée dans la CNT était la seule voie.

Pour revenir à la question centrale de la révolution qui est la question de l'État, force nous est de rappeler que dans toute la période décisive jusqu'au mois de mai, le POUM avait dans cette question-clé une position semi-réformiste. Quand le POUM était au gouvernement, il pensait que l'appareil étatique bourgeois est détruit parce qu'il avait des personnes de confiance dans la police. La dictature du prolétariat « sous sa forme originale et espagnole » était réalisée sous la forme du gouvernement de la Généralité de Tarradellas. Après, le POUM abandonne cette appréciation théorique. De la dictature du prolétariat, par le simple changement ministériel, nous sommes passés « pacifiquement » au régime bourgeois. Mais le POUM continuait par exemple à parler d'épuration de l'appareil étatique, comme s'il s'agissait de la question de la quantité et non de la qualité. Le front unique de la jeunesse révolutionnaire entre les Jeunesses du POUM et les Jeunesses libertaires conclu au mois de janvier 1937 posait comme un des points de son programme l'épuration de l'État.

Le choc de mai 1937 fut le résultat d'un côté du complot de la coalition stalino-bourgeoise, de l'autre de la réponse spontanée de la base révolutionnaire de la CNT qui est montée sur les barricades pour la défense des conquêtes du 19 juillet, mais fut trahie par la direction anarchiste. Le POUM ne pouvait évidemment, même si tel était son bon désir, organiser le soulèvement de mai, comme le dit la légende stalinienne, étant un parti minoritaire surtout à Barcelone. Mais en réalité, le POUM non seulement n'a pas organisé un soulèvement de mai selon les ridicules inventions de la Guépéou, il n'a même pas au cours de ce tragique moment, formulé un programme de sauvetage de la Révolution. Pendant ces journées grandioses, le POUM est resté aussi à la remorque de la belle : de la direction de la CNT et plus exactement de son Comité régional. Les militants du POUM étaient sur les barricades, mais cela ne change rien au manque d'orientation de sa direction.

Vers six heures de l'après-midi, le 3 mai, les représentants du Comité exécutif du POUM ont eu une entrevue avec les représentants du Comité régional de la CNT. Au cours de cette entrevue, ils se sont mis avec toutes leurs forces à la disposition du Comité régional. Le Comité régional a pris bonne note de l'offre du Comité exécutif et lui a répondu qu'elle le convoquerait si le besoin s'en faisait sentir. La direction de la CNT collaborait avec l'œuvre de pacification du gouvernement de Valence contre la base de sa propre organisation, qu'elle a livré à la persécution. Mais les comités de barricades (des quartiers), les cadres intermédiaires de la CNT et de la FAI étaient sur

les barricades. Le POUM aurait pu chez ces éléments révolutionnaires trouver un vrai écho, leur fournir un programme d'action, c'est-à-dire un programme d'insurrection. La direction du POUM a eu peur. Il ne s'agit pas de peur physique, mais de manque d'audace politique, motivé par cette angoisse de rester seul.

Quand les ouvriers ont quitté les barricades et quand a ville fut livrée aux forces de répression venues de Valence, les poumistes devaient évidemment aussi quitter les barricades. Mais le devoir d'un parti dans les périodes de montée, comme dans les périodes de recul ou de défaite est de dire la vérité aux ouvriers et en expliquant la situation réelle, éduquer le prolétariat et ainsi le préparer aux combats à venir. Malheureusement, *La Batalla* disait qu'il fait jour quand il faisait nuit. Elle disait comme *Solidaridad Obrera* que les ouvriers de Barcelone ont victorieusement riposté à l'attaque de la contre-révolution. Ce qui fut une défaite et était le point de départ d'une vague de répression, fut présenté comme une victoire soi-disant pour ne pas décourager les ouvriers.

Après les événements de mai la direction du POUM n'a pas compris le changement des rapports de forces qui s'est produit à la suite de cette sanglante lutte. La répression a surpris complètement la direction du POUM. Un des enseignements du bolchevisme dont les révolutionnaires payeront cher la méconnaissance dans les combats à venir est la nécessité pour le parti prolétarien d'avoir, même dans la période de légalité, un autre appareil illégal, afin de pouvoir en cas de défaites sauver ses cadres et son état-major. Cet enseignement fut méconnu par le POUM. Et il ne fallait pas être un grand clerc pour s'attendre après mai, à une répression stalino-bourgeoise contre le POUM. Les dirigeants du POUM disaient textuellement : « *L'Espagne n'est pas la Russie, Barcelone n'est pas Moscou* », comme Paul Faure en France proclame, pour justifier la passivité envers le fascisme : « *France n'est pas Allemagne* », comme si la lutte sociale n'avait pas un caractère international et si les mêmes causes et dans les mêmes circonstances, sous tous les méridiens et sous toutes les latitudes ne produisaient pas les mêmes effets !

Les dirigeants du POUM logeaient chez eux et tenaient leur permanence dans leurs locaux jusqu'au jour où la police stalinienne les a arrêtés. Il ne s'agit pas seulement ici de l'imprudence et de l'insouciance qu'on attribue peut être exagérément aux Espagnols, mais de la méconnaissance de la situation réelle. « *Prieto n'est pas un bolchevik* », se consolaient les dirigeants du Comité exécutif et ils continuaient à résider sur les Ramblas. Pourtant, la période de six semaines qui séparaient le 3-6 mai de l'ignoble provocation stalinienne du 20 juin pouvait être exploitée par un parti pour organiser son travail illégal et pour mettre ses chefs à l'abri.

À ce tableau très sommaire et incomplet de la politique du POUM dans les moments les plus critiques, il faut ajouter la façon avec laquelle la direction du POUM a traité les vrais trotskystes, les partisans de la 4^e Internationale, les bolcheviks-léninistes espagnols. Les gens à l'étranger vivent de la légende du POUM « trotskyste ». En réalité, la direction du POUM était composée des anti-trotskystes enragés, anciens BOC Gorkin-Arquer et anti-trotskystes timides et honteux comme Andrade. Dans *La Batalla*, organe central du parti POUM, on condamnait le trotskysme comme une tendance trop sectaire. Dans plusieurs articles, les chefs du POUM se déclaraient anti-trotskystes comme anti-staliniens et ils mettaient très souvent les deux courants sur le pied d'égalité. « *Nous ne sommes ni staliniens ni trotskystes, mais des poumistes* », déclaraient les dirigeants du POUM et ils prétendaient même que tout le mouvement ouvrier mondial s'est divisé autour de l'attitude à adopter à l'égard du POUM en poumistes et anti-poumistes, comme pendant la révolution russe en bolcheviks et anti-bolcheviks.

Ce qu'était le poumisme, surtout ce qu'était sa politique au cours de la révolution espagnole, nous avons essayé d'analyser sommairement dans ce chapitre. La « légère » différence avec le bolchevisme apparaît clairement.

L'anti-trotskyisme des dirigeants du POUM prenait des formes très aiguës. Si tout-à-fait au début, c'est-à-dire au cours des premiers mois qui ont suivi le 19 juillet, le POUM a accepté la collaboration technique des quelques militants de la 4^e Internationale, c'était plutôt à cause du fait que quelques camarades de notre organisation se sont trouvés dans la lutte et ont conquis cette place en combattant, la collaboration technique d'autres camarades étrangers fut acceptée par les dirigeants du POUM faute de mieux. Les dirigeants du POUM, à la première occasion, les ont remplacé par leurs vrais amis internationaux : les maximalistes italiens, les sapistes allemands, les pivertistes français, etc.

Notre groupe espagnol a demandé au mois de novembre 1936 d'adhérer au POUM. Il s'est engagé à respecter la discipline du parti et a demandé pour lui seulement le droit de défendre dans les cadres du parti ses conceptions politiques. Nin, au nom de l'Exécutif (pour ce genre de besogne, Gorkin chargeait toujours Nin) a répondu exigeant de nos camarades entre autres « *la condamnation des campagnes de la soi-disant 4^e Internationale* ».

Même les camarades qui ne faisaient aucun travail fractionnel dans le POUM, mais défendaient les idées de la 4^e Internationale, étaient considérés comme suspects et pestiférés, non seulement eux, mais même ceux qui entretenaient avec eux des rapports amicaux ont été considérés comme des gens qu'il vaut mieux ne pas fréquenter. Le POUM a exclu sans discussion certains camarades de son organisation à la manière parfaitement stalinienne pour le délit de s'écarter de la ligne politique du parti (formule textuelle)...

Le POUM qui toujours dans la discussion contre nous insistait sur les méthodes bureaucratiques impossibles du Secrétariat international de la 4^e Internationale, n'a pas eu le temps de convoquer un seul congrès du parti entre juillet et mai, neuf mois. Et quels mois ! Du reste, même son entrée à la Généralité a été décidée sans consulter la base ! Et ce parti voulait parfois s'identifier avec le Parti bolchevik qui, en 1917, et après en pleine guerre civile, discutait librement et élaborait dans la fièvre passionnée et salutaire des luttes, des tendances et des opinions dans son sein, la politique à suivre !

Autre chose, les bolcheviks-léninistes, malgré la répression anti-trotskyiste du Comité exécutif, étaient dans chaque moment difficile à côté du POUM, ils offraient toujours leur expérience politique et aussi leurs propres poitrines.

La direction du POUM est allé, pour faciliter la préparation de son congrès, jusqu'à l'exclure de ses milices les bolcheviks-léninistes qui, pendant huit mois, tenaient les tranchées et exposaient leur poitrine à la mitraille fasciste ! Mais tous ceux qui mangeaient du trotskyisme, ceux-là jouissaient de l'appui inconditionnel du Comité exécutif. Comme exemple, on pourrait citer entre autres les deux frères roumains M. dont l'un était commissaire politique de la division Lénine, et qui se vantait qu'il était en possession d'un fichier très documenté avec les noms de tous les trotskyistes, leurs adresses, occupations, etc. Le commissaire politique roumain en question est passé après le mois de mai chez les staliniens et a transmis probablement ce fichier anti-trotskyiste à la Guépéou avec d'autres fichiers des poumistes...

Pour être bien reçu par l'exécutif du POUM, il fallait obligatoirement dénoncer le sectarisme du SI de la 4^e Internationale, il fallait surtout raconter qu'on a été « *victime personnelle* », il y 5 ou 8 ans, des procédés impossibles de Léon Trotsky. Se taire là-dessus était déjà considéré de mauvais goût au Falcon (le théâtre Falcon était

le siège du POUM) et à l'exécutif. Le POUM était donc bien loin de la 4^e Internationale et Gorkin avait peur du trotskysme comme le diable de l'eau bénite. Pourtant, seule le « trotskysme » c'est-à-dire la politique bolchevik de la 4^e Internationale pouvait sauver le POUM et ouvrir pour lui les larges voies.

Quel est l'avenir du POUM ? Peut-il servir de base pour le futur parti de la Révolution espagnole ? Seule l'expérience et la voie dans laquelle il s'engagera, les leçons qu'il saura tirer de la tragique expérience pourront répondre à cette question.

Nous avons critiqué ses positions politiques, mais nous devons mettre aussi en avant ses points forts, le courage et le dévouement de ses militants. N'a-t-il pas eu dans son sein des milliers de militants comme Mena, ne l'a-t-il pas encore ? N'a-t-il pas pris une part et comme il faut le 19 juillet ? Ses militants de marque comme Germinal Vidal n'ont-ils pas été parmi les premiers assaillants de cette cent fois glorieuse journée ? Ses Miguel Pedrola et d'autres n'ont-ils pas mêlé tout de suite leur sang avec l'ensemble du prolétariat ? Et cette colonne de Rovira partie avec d'autres « tribus » en direction de Huesca ? Nous connaissons aussi les qualités d'organisation des militants et des dirigeants du POUM qui ressortent surtout si nous les comparons avec les anarchistes espagnols, aussi héroïques, mais désordonnés dans leurs méthodes et dépourvus d'une boussole idéologique.

Toutes ces qualités du POUM doivent être complétées dans l'avenir par une juste orientation révolutionnaire. La 4^e Internationale lui propose son programme. Certaines de nos critiques sont exagérées ou même erronées ? Avons-nous fait des fautes d'organisation ? Avons-nous manqué de souplesse ? Peut-être. Nous sommes prêts à tout revoir, à tout rediscuter. Nous rions de la conception de l'infaillibilité dans le mouvement ouvrier. Nous sommes prêts à aider à la reconstruction du parti ouvrier d'Espagne : nous ne posons qu'une condition : liberté de discussion, discipline dans l'action !

LES ANARCHISTES DE GAUCHE ET LES « CHERCHEURS DE DIEU » À LA LUMIÈRE DE L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

La politique de la direction de la CNT, anarcho-syndicaliste et de la FAI (Fédération anarchiste ibérique) n'est pas analysée en détail dans cet ouvrage. Toutefois, le lecteur pourra se faire une idée générale de la politique anarchiste en Espagne d'après les faits rapportés dans le chapitre « Et la CNT » et aussi d'après d'autres faits cités dans d'autres chapitres.

Pour la première fois dans l'histoire, les anarchistes ont eu la possibilité d'appliquer leurs théories, sur une grande échelle. Dans la région décisive et la plus industrielle d'Espagne, la Catalogne, ils jouissaient d'une autorité sans pareille, et avaient l'appui inconditionné de l'écrasante majorité du prolétariat. La justesse d'une théorie, comme l'efficacité d'un remède se vérifie d'après l'expérience. Qu'est-il resté des théories de Bakounine, Kropotkine, Malatesta, après l'expérience espagnole ? Nous, marxistes, nous avons depuis des décennies, démontré le caractère petit bourgeois et borné des conceptions anarchistes. Nos maîtres, Marx, Engels, Lénine, Plekhanov, pour ne citer que ceux-là, ont dans leurs travaux théoriques, réfuté les conceptions anarchistes du point de vue doctrinal, mais aussi en se servant de l'expérience vivante de la lutte de classes. Pourtant, la guerre civile en Espagne, qui fut une épreuve idéologique pour l'anarchisme, fournit une nouvelle occasion d'expliquer son inconsistance idéologique.

La thèse fondamentale de l'anarchisme, qui le sépare du bolchevisme, est la thèse sur la possibilité de passer sans la période transitoire de la dictature du prolétariat, à l'anarchie, c'est-à-dire à la suppression immédiate de l'État et de son appareil d'oppression.

Que reste-t-il de cette conception après les trente-et-un mois de guerre civile en Espagne ? Pour la première fois, nous avons assisté à l'expérience piquante et inattendue de l'anarchisme ministériel. C'est comme si quelqu'un disait : une honnête crapule ou un malin idiot. Les anti-étatistes se sont transformés en ministres, les lanceurs de bombes en préfets de police, les terroristes en directeurs de prisons et, au cours de cette transformation, les Garcia Olivier et Federica Montseny ont eu l'occasion de révéler la nature profondément réformiste de la direction de la CNT qui freinait les masses autant que les austro-marxistes.

Comment la direction de la CNT justifiait-elle son évolution ? À peu près de la même façon que les autres dirigeants du Front populaire. En principe, voyez-vous, ces gens sont pour l'anarchie, mais en attendant, ils sauvaient l'État bourgeois, comme Thorez est en principe pour la lutte de classes, mais en attendant, propage l'union de la nation française, c'est-à-dire l'union des bourgeois et des prolétaires français. En principe, ils sont des partisans ardents de l'antialcoolisme, mais en attendant, ils étaient ivres pendant ces trente tragiques mois.

Les idéologues anarchistes affirmaient pourtant que les principes étaient toujours saufs et se portaient bien, parce qu'est intervenu un facteur imprévu et « nouveau » : la guerre et l'intervention étrangère. Comme si, sur la Terre, on pouvait libérer le prolétariat dans n'importe quel pays sans une guerre et une intervention étrangère !

Mais laissons de côté les anarchistes ministrables qui ne se rendent pas compte du ridicule de leur situation. Quoique sommairement, leur compte a été réglé au cours de ce travail. Il existe cependant en Espagne et dans le monde entier des groupes anarchistes-oppositionnels, qui condamnent la politique de la direction de la CNT et de la FAI, jugent en termes sévères les trahisons de Garcia Oliver et autres anarchistes ministrables. Dans un langage parfois ardent et violent, ils stigmatisent le réformisme, la mollesse des Comités directeurs anarchistes, mais ils voient la source du mal dans la non-application de la vraie doctrine anarchiste, et dans le fait que la CNT et la FAI ont commencé à faire de la « politique » comme la font les marxistes depuis toujours. La CNT et la FAI selon eux, restaient révolutionnaires jusqu'au 19 juillet. Tant qu'elle restait sur le terrain de l'action directe et de la lutte économique, tout allait bien. Mais le mal a commencé quand les dirigeants de la CNT ont commencé à faire des compromis avec d'autres partis politiques. De compromis en compromis, les dirigeants anarchistes ont roulé vers le réformisme. Par exemple, selon certains ardents dirigeants des Jeunesses libertaires, la première faute fut déjà la création des organisations étatiques, comme le Comité des milices antifascistes. C'était déjà une obligation, c'était déjà l'État en puissance. Ce n'est pas la peine de faire une révolution qui a précisément pour but de supprimer l'État si le premier jour de la révolution on commence à édifier un nouvel appareil étatique. Et les comités de défense où les anarchistes devaient collaborer, et par conséquent faire des compromis avec d'autres « políticos », n'ont-ils pas été le commencement du glissement de la CNT et de la FAI vers cette même « pourriture politique » ? Il fallait laisser libre cours à l'initiative du peuple, il ne fallait pas briser cette splendide spontanéité du 19 juillet. Ce jour-là, le peuple sans armes n'a-t-il pas brisé en 24 heures à Barcelone le soulèvement des militaires ? Ne s'est-il pas jeté poitrine nue contre le feu des mitrail-

leuses ? Et il a vaincu. Il fallait persister dans cette voie. Ne pas perdre confiance dans le peuple. Quand on a mis le doigt dans la politique, on était perdu ! (Comme les juifs ou les mahométans deviennent impurs s'ils mangent du cochon, les anarchistes sont devenus impurs après avoir touché à la politique). Cette fatale évolution des lutteurs anarchistes en sages ministres n'est-elle pas une illustration de ce qui attend n'importe qui quand il commence à faire de la « politique » ? La politique est l'art de tromper les autres. Nous l'avons toujours dit. Faut-il une nouvelle preuve que l'anarchie a raison ?

Ce raisonnement, nous le trouvons dans plusieurs revues et feuilles anarchistes, comme *Idéas*, qui prêchent le retour au pur anarchisme doctrinal. Il reflète l'état d'esprit des jeunes anarchistes et aussi de certains anciens qui critiquent l'attitude des dirigeants réformistes de la CNT. Comme exemple, on peut citer entre autres la critique faite par l'anarchiste américain Schapiro.

Pour mieux illustrer ce raisonnement des anarchistes, je citerai les propos qui m'ont été tenus par une anarchiste cultivée et dévouée à Barcelone. En avril 1937, quand les conseillers anarchistes à la Généralité approuvèrent les décrets sur la réorganisation de l'ordre intérieur dans le sens bourgeois, ma sympathique anarchiste était révoltée : elle était étonnée de la mollesse du Comité régional de la CNT, qui ne faisait pas suffisamment valoir sa force au cours des crises ministérielles de la Généralité et qui ne savait pas imposer un président du Conseil de la généralité cénétiste. La CNT devait avoir selon elle plus de portefeuilles. Il est vrai qu'en disant cela elle n'était pas très « gauche ». Mais un quart d'heure après, son gauchisme et sa « pureté » l'emportait sur le désir de voir toutes les ministères occupés par les anarchistes. Elle disait : « *Je suis maintenant plus anarchiste que jamais. Quand on a commencé à faire de la politique et à occuper des fonctions publiques, on a roulé bien bas ! Il faut être intransigeant !* ». J'ai discuté dix-huit mois après avec la même anarchiste à Barcelone. Sa tendance oppositionnelle d'anarchiste de gauche s'était accentuée. Cette intègre révolutionnaire venait du reste de sortir d'une prison privée de la Guépéou, accusée d'espionnage.

En réponse à mon argumentation, elle ripostait : « *Vous trotskystes, vous osez parler de la faillite de l'anarchisme à cause de l'expérience ministérielle de Garcia Olivier et de Federica Montseny. Avec autant de raison nous pouvons parler de la faillite du marxisme à cause des expériences de Blum, Negrin, Staline ou José Diaz ! Vous dites que le marxisme vrai n'a pas été appliqué au cours de la révolution espagnole ; eh bien, l'anarchisme vrai n'a pas été non plus appliqué !* ».

Tout cela est très beau, très touchant quand on l'entend chez des jeunes et ardents anarchistes ; les arguments au premier regard paraissent tenir, mais en réalité ce n'est qu'un château de cartes : il suffit d'y toucher d'un doigt et il s'effondre. Le raisonnement des anarchistes de gauche manque d'un petit détail : du positif. Quand nous, marxistes conséquents, c'est-à-dire partisans de la 4^e Internationale, faisons une critique de la politique stalinienne, réformiste et anarchiste (au fond c'était la même politique, celle du Front populaire), nous ne nous contentons pas de réfuter, nous indiquons la voie à suivre. Nous indiquons les méthodes révolutionnaires qui peuvent amener le prolétariat à la victoire. Ces méthodes, nous ne les avons pas inventées, nous ne faisons qu'exprimer l'expérience de la lutte de classes du prolétariat international. Nous indiquons l'exemple de la victorieuse révolution d'Octobre de 1917, nous indiquons ce pas gigantesque en avant de l'humanité, le plus grand que l'histoire ait connu, bien qu'il fût suivi d'une momentanée réaction stalinienne. Nous disons aux ouvriers : ne suivez pas la politique du Front populaire, parce qu'elle vous

conduit à l'abîme, mais suivez la voie de Lénine et de Trotsky à l'échelle mondiale, et elle vous donnera la victoire mondiale, c'est-à-dire la libération de l'humanité du capitalisme. Et nous ne nous contentons pas d'exposer cette idée générale, nous indiquons au prolétariat dans chaque situation concrète le pas tactique, le chemin. Nous disons : Garcia Oliver, quand il a prononcé son discours *Alto el Fuego* (Cessez le feu !), le 4 mai 1937, un discours calqué sur celui de Thorez « *Il faut savoir terminer les grèves* », a trahi les ouvriers de Barcelone, mais en même temps nous ajoutons : le devoir de la direction révolutionnaire pendant les journées de Mai était de répondre à la provocation stalino-bourgeoise par la prise du pouvoir par le prolétariat qui, seul, après avoir établi sa dictature, était capable de mener avec succès la guerre contre le fascisme. Aux procédés du Front populaire, nous opposons dans chaque domaine, que cela soit le problème militaire, économique ou autre, les méthodes révolutionnaires dont l'efficacité est vérifiée par l'expérience.

Nous chercherons en vain dans les écrits critiques des anarchistes de gauche le positif, c'est-à-dire la voie qu'on devait suivre selon les opposants. Nous ne la trouverons pas pour la simple raison qu'elle ne peut pas être trouvée sur la base des conceptions anarchistes.

La spontanéité du 19 juillet, c'était vraiment beau. L'initiative du peuple, son héroïsme sans exemple ! C'était une journée grande et inoubliable pour le prolétariat, mais c'était une journée, c'est-à-dire qu'elle durait vingt-quatre heures. Et ces vingt-quatre heures passées, le prolétariat doit continuer de lutter, car il est impossible d'abattre le régime capitaliste en une journée, ni en une semaine. La classe ouvrière doit non seulement continuer de lutter, elle doit organiser sa lutte. Et quand on passe à l'organisation, quand on met les mains à la pâte, on se salit tout de suite. On commence à agir et à prendre des responsabilités, surtout dans une période révolutionnaire, car on ne peut plus se contenter de faire des critiques du régime capitaliste : on commence à faire de la politique. C'est inévitable. Seulement, il faut faire de la politique révolutionnaire.

La grande journée révolutionnaire victorieusement terminée, on enlève les barricades ; mais les combattants des barricades qui ont échappé aux balles se retrouvent le lendemain, ils se retrouvent dans les rues, puis à l'usine. Pour préserver leurs victoires, ils doivent constituer des organismes de défense, des juntes, des comités. Et dans ces comités, forcément doivent entrer non seulement les ouvriers les plus avancés, mais aussi ceux qui sont arriérés, imbus de l'esprit petit bourgeois. Dans ces comités, les révolutionnaires doivent côtoyer les réformistes et les opportunistes, surtout quand ces derniers influençaient le prolétariat. Ils doivent faire des compromis. Il faut seulement qu'ils fassent des compromis révolutionnaires, c'est-à-dire les compromis qui favorisent la lutte du prolétariat, et non des compromis pourris qui favorisent les ennemis, comme ceux qu'ont conclu les anti-étatistes Garcia Oliver et Federica Montseny. Les anarchistes de gauche feraient bien de relire *La Maladie infantile du communisme* de Lénine. Ils feraient bien surtout d'assimiler les leçons de cet ouvrage marxiste. Cela leur éviterait des divagations et leur apprendrait le réalisme révolutionnaire.

La révolution, c'est la lutte pour le pouvoir. Cette lutte prend une forme aiguë et sanglante. Le pouvoir passe des mains d'une fraction dans les mains d'une autre, plus révolutionnaire ou plus modérée, d'une autre manière que s'opère le transfert du pouvoir des conservateurs aux travaillistes dans le régime constitutionnel et parlementaire anglais.

Tout repose sur le tranchant du couteau. Les maîtres d'hier se changent en prisonniers et vice versa. Lénine disait que les prisons sont dans la période révolutionnaire, l'antichambre des ministères, et de là il déduisait la nécessité de la terreur rouge !

Quand les Mozos de Escuadra me libérèrent après les événements de mai, ils me disaient : « *Hasta la vista* » (Au revoir) et ils ajoutaient : À bientôt, ou peut-être nous changerons de rôle. Dans une période révolutionnaire, le problème se pose toujours : nous ou vous.

Pendant les journées de juillet et d'une façon plus aiguë encore pendant les journées de mai, le problème du pouvoir se posait pour la CNT et la FAI. Prendre le pouvoir ou le laisser aux autres : c'est-à-dire à la bourgeoisie de gauche et aux stalinien. Il n'y avait pas d'échappatoire. La direction de la CNT durant les premiers mois qui ont suivi le 19 juillet, fermait obstinément les yeux pour ne pas voir la réalité. La réalité en Catalogne, c'était le fait qu'elle dominait toute la vie du pays, possédait les armes, et pouvait presque sans coup férir s'emparer du pouvoir. Mais les dirigeants de la CNT disaient : nous nous occupons seulement de l'économie, des syndicats et des usines. Le pouvoir, cela ne peut intéresser que des « politiciens ». Elle laissa ainsi passer la première occasion la plus propice. Au mois de septembre en Catalogne, et au mois de novembre à Madrid, les anarchistes qui répétaient l'idée d'un pouvoir des comités ouvriers comme trop « étatiste », ont commencé à travailler à reconstituer l'Etat bourgeois. Au mois de mai 1937, la question du pouvoir s'est posée de nouveau pour la CNT, mais d'une façon plus aiguë qu'en juillet. C'étaient les stalinien qui étaient passés à l'attaque pour désarmer la CNT. Cette dernière devait prendre le pouvoir ou se démettre. Elle choisit la seconde voie.

Que devait faire la CNT selon les anarchistes de gauche ? La plupart des anarchistes de gauche restent muets et ne répondent pas à cette question-clé. Certains des opposants arrivent à l'idée de la dictature cénétiste. Mais cette idée est exprimée chez eux d'une façon imprécise. En l'exprimant, ils s'approchent évidemment de nos points de vue. Mais que reste-t-il alors de l'anarchisme ?

Le seul groupement oppositionnel à l'intérieur de la CNT qui exprima des idées nettes, surtout pendant les journées de mai, est l'Agrupación de los Amigos de Durruti. Ils se sont prononcés pour une Junta Revolucionaria qui, s'appuyant sur les comités et les syndicats, devait prendre le pouvoir. Malheureusement, les Amis de Durruti se sont arrêtés à mi-chemin dans leur critique. Nous espérons que dans l'avenir, ils sauront tirer les leçons de la tragique expérience.

Si nous nous sommes arrêtés sur les idées des anarchistes de gauche, c'est parce que leurs idées reflètent l'état d'esprit de la base de la CNT. Or, l'avenir du mouvement ouvrier espagnol dépend dans une grande mesure de l'évolution de la base révolutionnaire de la CNT et de la FAI vers des positions révolutionnaires, c'est-à-dire vers les positions de la 4^e Internationale.

Après avoir passé en revue les idées des anarchistes de gauche, nous voulons nous arrêter sur tous ceux qui, à l'échelle internationale, ont rompu avec le stalinisme, mais combattent néanmoins les méthodes bolcheviks. Nous avons analysé la politique du POUM et nous avons démontré en quoi elle s'est distinguée de la nôtre. Nous n'allons pas évidemment discuter avec les différents groupements « trotskystes anti-trotskyistes » dans le genre Oehler, etc. Ces groupes n'ont pas en général d'idées à nous opposer, mais des rancunes personnelles : on n'a pas apprécié comme il fallait leur valeur de dirigeants du mouvement ouvrier, on les a sous-estimés... Du reste, Trotsky, paraît-il, ne sait pas manier les hommes. Ils critiquent nos « méthodes d'or-

ganisation ». Pourtant, au lieu de les critiquer, ils feraient mieux de venir travailler avec nous pour les améliorer. Nous sommes prêts à apprendre, mais nous n'avons pas de temps à perdre...

Il se dessinait cependant, depuis dix ans, à l'échelle internationale, une tendance des « chercheurs de dieu ». Nous appelons ainsi tous ceux qui ont condamné le stalinisme, mais croient que la source du stalinisme résidait déjà dans le bolchevisme. Ils condamnent non seulement les méthodes staliniennes, mais leur contraire, les méthodes léninistes. Ils disent que notre analyse des fautes du stalinisme est superficielle. Nous n'allons pas, paraît-il, à l'origine du mal et nous nous arrêtons seulement à ses suites logiques. C'est Lénine lui-même qui, selon ces nouveaux anti-bolcheviks, a commencé la contre-révolution en Russie et a préparé la voie à Staline. Les méthodes d'organisation bolcheviks qui manquent de démocratie, et méconnaissent la liberté, ont ouvert la voie à Staline. Il faut donc réviser, non seulement le stalinisme, mais aussi le bolchevisme. Il faut tout revoir. Certains vont encore plus loin, et disent que les racines du mal se trouvent déjà dans plusieurs fautes de la conception marxiste elle-même. Parmi les idéologues de cette conception « stalinisme = bolchevisme », nous pouvons citer Boris Souvarine qui, soit dit en passant, a terminé au *Figaro*. Mais tous n'ont pas pris cette voie.

Il y a dans le monde entier plusieurs milliers de révolutionnaires honnêtes qui se trouvent dans un désarroi idéologique sans précédent. Ils voient où conduit le stalinisme, pour lequel ils ont une répugnance profonde et justifiée. Mais, après avoir rejeté le stalinisme, ils ont commencé à douter de tout, du bolchevisme et du marxisme. Et ils cherchent depuis dix ans des nouvelles méthodes révolutionnaires supérieures au bolchevisme et même au marxisme. Certains d'entre eux veulent tirer des arguments contre le bolchevisme et Lénine chez Luxembourg. Ils s'appuient sur les divergences entre Lénine et Luxemburg dans les questions d'organisation, et aussi sur les critiques faites par Luxemburg des méthodes bolcheviks dans sa brochure *La Révolution russe*. Ces idées furent exprimées en France par le groupe Spartacus qui édite la revue *Masses* et dans d'autres pays par les groupes similaires. Ces anti-bolcheviks veulent tirer de Rosa Luxembourg des arguments contre l'idée d'une organisation centralisée à la manière léniniste. Ils combattent par conséquent la 4^e Internationale, qui s'appuie sur les conceptions léninistes. Rejetant le bolchevisme, ils cherchent des nouvelles méthodes révolutionnaires, et même des nouvelles méthodes de pensée, trouvant par exemple que la dialectique marxiste se prête à trop d'interprétations arbitraires. Ne sachant pas à quel saint se vouer ils cherchent un nouveau dieu. Quand nous avons employé pour eux ce terme que Lénine employait contre l'empiriocriticisme et contre Lounatcharsky, nous ne l'avons pas employé dans le sens péjoratif ou pour les besoins de la polémique. « Les chercheurs de dieu » [une aile du POSDR, après le reflux de la révolution de 1905, affirmant qu'il faut marier religion et marxisme pour trouver la voie des masses] sont toujours une réalité dans les périodes de désarroi idéologique qui suivent les catastrophes. Et la chute idéologique du Komintern n'est-elle pas une catastrophe ? Du reste, il est très intelligent et noble de critiquer, de vouloir approfondir les choses, de pousser le plus loin possible l'analyse et surtout de chercher. Mais ce qui est plus difficile c'est de trouver.

Nous n'avons pas l'intention de répondre dans ce travail à toutes les objections des chercheurs et des révisionnistes, qui du reste peuvent avoir raison dans certaines de leurs critiques. Nous n'avons pas la prétention de résoudre ici le problème des péchés originaux du bolchevisme, ni même de l'analyser à fond. Nous voulons seulement, à la lumière de la tragique expérience, démontrer que les chercheurs et les révision-

nistes vident l'enfant avec l'eau de la baignoire, mélangent la paille avec le grain, qu'ils n'ont pas trouvé de nouvelles meilleures méthodes de stratégie révolutionnaire, ni de nouvelles méthodes de pensée et qu'au cours de la révolution espagnole, les idées du bolchevisme qu'ils critiquent précisément comme néfastes ont reçu une nouvelle confirmation.

1) L'idée bolchevik sur la nécessité d'un parti révolutionnaire, centralisé, d'un parti d'avant-garde du prolétariat a été confirmée encore une fois dans la révolution espagnole. Les conditions objectives pour une révolution prolétarienne existaient en Espagne, comme nous le démontrons ici. Pourtant, on est allé d'un désastre à l'autre. Les illusions de certains révisionnistes et des vieux syndicalistes comme quoi des organisations larges englobant l'ensemble du prolétariat, comme les syndicats, peuvent suffire et remplacer le parti, doivent être rejetées après l'expérience de 1936-1939. Les syndicats ont joué un grand rôle dans la révolution espagnole. Tous les ouvriers espagnols étaient du reste syndiqués après juillet. Les syndicats ont su réaliser beaucoup dans le domaine économique. Ils n'ont pas su organiser l'ensemble, ni résoudre le problème du pouvoir.

Un parti révolutionnaire avec sa démocratie intérieure, mais aussi avec sa centralisation et sa discipline, est nécessaire si nous voulons éviter dans l'avenir de nouvelles catastrophes. Le Parti communiste espagnol était un parti discipliné, mais sa discipline était au service d'une politique contre-révolutionnaire. De là ne se déduit cependant nullement qu'un parti discipliné et centralisé est inutile, mais précisément le contraire : sans parti discipliné, pas de révolution victorieuse.

2) La spontanéité des masses ne suffit pas. Elle existait en Espagne. Grâce à elle nous avons assisté à l'héroïque 19 juillet et aux journées de mai. Mais elle ne peut suffire pour organiser la révolution : il faut un parti. En affirmant cela, nous ne discutons pas avec celle que Lénine appelait « l'aigle de la révolution », mais avec ceux qui veulent tirer de ses conceptions des arguments pour mettre des bâtons dans les roues et empêcher la construction de la 4^e Internationale.

La spontanéité des masses conduit à la centralisation. Leur combativité à la création des patrouilles de contrôle et des milices qu'il faut centraliser dans les cadres de la dictature du prolétariat. La collectivisation spontanée pose la nécessité d'une centralisation, d'un plan économique pour l'ensemble du pays. Ces collectivisations afin de ne pas disparaître doivent s'incorporer dans les cadres d'une économie socialisée, c'est-à-dire d'une économie de période de transition.

3) L'emploi de la violence est inévitable dans une révolution, non seulement de la violence contre les fascistes et les ennemis déclarés du prolétariat, mais aussi à un certain stade de développement révolutionnaire contre les courants réformistes et conciliateurs au sein de la classe ouvrière. Toute la question est dans quel sens est-elle employée ? Quels buts politiques sert-elle ? Les staliniens employaient aussi la violence, mais au service d'une politique contre-révolutionnaire qui s'orientait sur la bourgeoisie démocratique, Chamberlain et le pape. Mais si à la place de la direction de la CNT, il y avait eu non des charlatans anarcho-ministres, mais des jacobins prolétaires, elle devait employer en mai 1937 la violence révolutionnaire pour briser la provocation stalinienne, représentant l'influence de la bourgeoisie, les tendances réactionnaires de Comorera, qui freinaient la révolution.

Les bolcheviks en Russie sont-ils allés trop loin dans la voie de la violence révolutionnaire contre les mencheviks ? C'est possible, mais c'était conditionné par leurs difficultés. On peut discuter sur leurs fautes dans ce domaine. La période léniniste de la Révolution russe 1917-1923 n'est pas l'âge d'or. Nous acceptons beaucoup de critiques, et en accepterons plus encore. Mais ce qui est sûr, c'est que les révolution-

naires seront obligés dans le domaine de l'emploi de la violence révolutionnaire d'apprendre chez Lénine et Trotsky plus que de rejeter. Même au sein du prolétariat, la démocratie a des limites. Ces limites doivent être déterminées par les nécessités de la lutte révolutionnaire.

4) La méthode matérialiste et dialectique, c'est-à-dire la méthode marxiste d'investigation est la seule qui nous permette, à la lumière de l'expérience espagnole, de nous orienter. Sans elle, on a les bandeaux sur les yeux. Les staliniens prétendent se servir de la « dialectique » pour prouver que le noir est blanc et que le pape est un ami du prolétariat. Mais cela ne prouve pas que la méthode dialectique ne répond pas aux réalités : celle-ci n'a rien à faire avec les jongleries staliniennes, mais nous permet de comprendre les conflits des intérêts qui sont à la base de toutes les luttes idéologiques. Elle nous permet d'analyser les raisons et le faux usage que font d'elles les jongleurs staliniens. À la base de la « dialectique stalinienne », cette jonglerie qui oscille entre la mystique idéaliste et l'escroquerie sans scrupules, il y a des intérêts de la caste bureaucratique. Le retour de la science à l'alchimie, du marxisme vers l'idéalisme aveugle des anarchistes, par exemple, est impossible pour le prolétariat.

5) « Mais votre dictature et vos méthodes amènent fatalement Thermidor ? Après Lénine, Staline. L'exemple de la Russie ne vous décourage-t-il pas ? ». Ne pas accepter la dictature du prolétariat avec toutes ses conséquences, à savoir : le parti centralisé, la terreur rouge, la violence contre le réformisme, ce n'est pas accepter la révolution. C'est le communisme libertaire... au ciel, c'est le Front populaire dans la réalité, et le maintien de la démocratie bourgeoise qui conduit au fascisme. Le prolétariat est une classe qui doit accomplir sa mission historique et libérer l'humanité des chaînes du capitalisme.

Thermidor n'est pas le résultat de la terreur ni de la dictature. La forme dans laquelle il éclot résulte de la dictature ; mais Thermidor surgit à la surface quand les conditions objectives ne permettent pas que la révolution aille plus loin. Le Thermidor russe est le résultat des défaites terribles du prolétariat international et de l'isolement de la révolution russe. La révolution espagnole victorieuse pouvait être un coup peut-être mortel porté au Thermidor russe, c'est-à-dire au régime de Staline. La prochaine révolution socialiste dans les pays capitalistes poussera les ouvriers russes à en terminer avec le cauchemar stalinien.

Le danger de dégénérescence dans un pays isolé et en cas de défaites à l'échelle internationale existe évidemment. Ce n'est pas une raison pour nous croiser les mains. Abandonner l'idée de la dictature, c'est-à-dire abandonner la révolution, parce qu'elle peut ensuite dégénérer, c'est comme abandonner la joie parce qu'elle peut être suivie de tristesse, et la vie de la mort. Mais l'humanité marche en avant, quoique avec des arrêts qui peuvent durer des dizaines d'années. Le prolétariat est une classe capable de surmonter tous les thermidors, toutes les défaites passagères, et de crever l'abcès stalinien. Il libérera l'humanité.

LA IV^E INTERNATIONALE DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Les critiques que nous formulons dans ce travail contre la politique menchevik du Front populaire sur la base de la tragique expérience des trente et un mois de guerre civile en Espagne ont été faites avant les événements et exprimés avec une netteté qui ne laissait place à aucune équivoque par la 4^e Internationale.

Notre organisation internationale a le droit de dire qu'elle sort de cette tragique épreuve renforcée idéologiquement. Nos conceptions politiques ont été confirmées par la vie, c'est-à-dire que la non-application des méthodes révolutionnaires bolcheviks défendues actuellement d'une façon conséquente par la 4^e Internationale a eu

pour conséquence une nouvelle catastrophe : le Front populaire et le stalinisme n'ont pas seulement écrasé une révolution prolétarienne, ils ont aussi fait le lit du fascisme, et ouvert les portes à Franco. Malgré toutes les critiques qu'on pourrait lui faire, il faut rappeler que le Secrétariat international pour la 4^e Internationale a flétri, avec une netteté qui était plus que justifiée par la gravité des événements, non après le coup, mais à l'avance, non seulement les crimes des staliniens et des réformistes, mais aussi les graves fautes du POUM qui était à la remorque du Front populaire. Le représentant de notre organisation internationale à Barcelone prédit et expliqua au mois d'août 1936, non dans les coulisses, mais à haute voix, les conséquences tragiques, pour le POUM et pour la révolution espagnole de la liquidation de la dualité du pouvoir et de la dissolution du Comité central des milices antifascistes. Les dirigeants du POUM ne nous ont pas écoutés. A la voie « sectaire » de la 4^e Internationale, ils ont préféré la voie « réaliste » de la collaboration dans la Généralité. Le camarade Trotsky, s'inspirant de l'expérience de la révolution russe, s'est exprimé dans le même sens que le Secrétariat international : le POUM, tout en luttant avec d'autres forces antifascistes contre Franco ne devait pas prendre même une ombre de responsabilité pour la politique criminelle des chefs petits bourgeois du Front populaire.

La 4^e Internationale peut donc dire avec raison : Nous avons prévu tout cela ; conséquences tragiques et inéluctables de la politique du Front populaire ! Cependant, nous ne sommes pas des philosophes. La satisfaction de prévoir et de comprendre mieux que les autres ne peut nous suffire. Nous voulons non seulement expliquer le monde, mais le changer. « Nous avons tout prévu ! » Mais, aussi, nous n'avons rien su empêcher ! Avons-nous fait notre devoir ?

À part les critiques théoriques et idéologiques, où était la 4^e Internationale au cours de la révolution espagnole ? Ne nous contentons pas de critiquer les autres courants. Faisons le bilan vrai de notre propre activité. Où étaient, non les trotskystes « honteux », mais, les vrais trotskystes ?

Quand, le 19 juillet, en Espagne se sont produits les événements, il n'y avait pas de section bolchevik-léniniste en Espagne. Les anciens dirigeants de Izquierda Comunista (ICE, Gauche communiste), Nin et Andrade, qui jouissaient grâce à leur passé révolutionnaire, d'un certain prestige dans le mouvement ouvrier, avaient rompu avec la 4^e Internationale, non seulement du point de vue de l'organisation mais idéologiquement. Il ne s'agit pas ici seulement de leur rentrée dans le POUM. Il s'agit ici de leur rupture avec des méthodes et avec une politique, celle de la 4^e Internationale dont ils sont devenus des adversaires convaincus. À notre grand regret, Nin et Andrade ont préféré à l'orientation marxiste de la 4^e Internationale, l'orientation centriste et sont tombés dans le sillage du Bureau de Londres. Seuls les hommes qui ne voient pas plus loin que leur nez (et on en trouve dans certains groupuscules « trotskystes anti-trotskystes ») peuvent expliquer la rupture de Nin et Andrade avec la 4^e Internationale par certains excès de langage de Trotsky, par le manque de souplesse de la part du Secrétariat international, sa médiocrité dans le domaine de la diplomatie, etc.

Malgré l'importance que jouent chez les Espagnols les questions d'amour-propre blessé, nous pouvons rappeler que Nin et Andrade n'étaient pas des enfants, et cela serait déjà trop les diminuer que d'expliquer leur évolution par le manque de souplesse de la part du Secrétariat international, ou par les conflits secondaires sur les questions d'organisation. Le conflit sur le problème d'organisation entre les dirigeants de l'ICE et le SI de la 4^e Internationale cachait en réalité de sérieuses divergences politiques qui se sont révélées au cours de la révolution espagnole.

Cet abandon de Nin et Andrade rappelé, il reste le fait qu'après le 19 juillet, il ne restait que des bolcheviks-léninistes espagnols isolés partisans du Secrétariat international. Il est venu en Espagne après le 19 juillet une centaine environ d'étrangers, membres de notre organisation internationale, de plusieurs pays du monde : des Français, des Belges, des Suisses, des Hollandais, des Italiens, des Allemands, des Polonais, des Danois, des Tchécoslovaques, des Américains et même des membres de notre organisation d'Afrique du Sud. La plupart d'entre eux étaient des volontaires, soit dans les milices du POUM, soit dans celles de la CNT-FAI. « *L'arme de la critique, ils l'avaient remplacé par la critique par les armes* » [Karl Marx, 1843] et certains d'eux ont laissé leurs os sur le front d'Aragon et aussi sur celui de Madrid. Si le symbole de la 4^e Internationale était dessiné dans les tranchées près de Manicomio de Huesca, dans le parapet de la mort, les bolcheviks-léninistes étaient aussi à l'assaut pendant les attaques de Belchite, Codo, Quinto. En un mot, sous Caballero et aussi sous Negrin, les bolcheviks-léninistes se sont battus les armes à la main contre Franco, et c'est tête haute qu'ils peuvent sous ce rapport être confrontés avec d'autres tendances du mouvement ouvrier.

Après l'abandon de Nin et d'Andrade, le groupe bolchevik léniniste espagnol ne se reconstitua que vers novembre 1936, mais au début il fut constitué en sa majorité d'étrangers. Il demanda son adhésion au POUM, en se réservant seulement le droit de défendre ses conceptions politiques, tout en s'engageant à respecter la discipline du parti. La direction du POUM lui ferma les portes : comme condition de son entrée, elle lui demanda des choses impossibles, à savoir des déclarations dans lesquelles on devait condamner « la soi-disant 4^e Internationale ». Malgré les obstacles de la direction, notre groupe espagnol se créa des sympathies au sein du POUM.

À chaque étape de la révolution, notre groupe prit une position juste, et il indiqua dans la mesure de ses faibles moyens la voie à suivre. Nous avons critiqué du dehors et du dedans les fautes opportunistes du POUM et son orientation vers une nouvelle expérience ministérielle, et sa politique à la remorque du Front populaire. Au sein de la CNT, organisation de masse du prolétariat révolutionnaire catalan, nous avons développé nos conceptions de la révolution permanente. On peut en dire autant des Jeunesses libertaires. Nous avons tout fait pour pousser la base des organisations anarchistes contre la collaboration des classes, contre l'anarcho-ministéralisme, dans le sens anti-bourgeois et marxiste. Tout en ne cherchant pas à s'attribuer tous les mérites, nous serons dans la vérité en disant que la formation de certains groupes de gauche de la CNT comme les Amis de Durruti ne fut pas insensible à notre travail de pénétration idéologique.

Au cours de l'année 1937, nous avons gagné des éléments au sein du POUM et aussi de la CNT. Mais les événements allaient vite et nous commençons à peine à exister. Les glorieuses journées de mai à Barcelone nous ont trouvés faibles organisationnellement, mais idéologiquement forts et éprouvés. Nous étions seuls, avec les Amis de Durruti, à formuler le plan d'action, le plan de résistance, au complot stalinobourgeois, c'est-à-dire le plan et les mots d'ordre de l'insurrection prolétarienne. Pendant ces journées, nous avons non seulement formulé les mots d'ordre généraux, mais aussi dans nos tracts et papillons, les moyens pratiques de les réaliser : la formation des comités de quartier sur la base du front ouvrier révolutionnaire POUM-CNT-FAI. Mais, à la différence de la direction du POUM, nous avons tout le temps dénoncé les trahisons de la direction réformiste de la CNT-FAI. Les événements de mai nous ont trouvés aussi chacun à son poste, c'est-à-dire sur les barricades, avec les ouvriers révolutionnaires de Barcelone contre les chiens du capital, les staliniens : les uns sur les barricades du POUM, sur les Ramblas, les autres sur les barricades de la CNT, à la

Casa CNT-FAI. Si Fauconnet et d'autres ont laissé leur os au front, Cid, militant du POUM, mais membre de notre fraction bolchevik-léniniste de ce parti, donna sa vie sur les Ramblas en défendant les conquêtes du 19 juillet...

Nous avons critiqué, nous avons expliqué, nous avons propagé nos idées partout où le sort et le hasard nous ont placés, au front, à l'usine, dans les syndicats ; nous avons critiqué en luttant avec l'ensemble du prolétariat contre le fascisme, ce qui nous donnait le droit à la critique. Mais nos ennemis étaient trop puissants et disposaient d'atouts formidables. Nous avons eu contre nous Franco, c'est-à-dire le fascisme, appuyé par le capitalisme international, les démocrates républicains, genre Companys, Miaja, Casado qui servaient indirectement le fascisme, les socialistes de la 2^e Internationale qui, qu'ils soient de la tendance Prieto ou de Caballero, n'ont rien appris, n'avaient rien oublié et suivaient les démocrates bourgeois. Nous avons eu contre nous les stalinien, qui tout en couvrant la politique menchevik de trahison et qui s'appelle le Front populaire, se revendiquaient et jouissaient de l'autorité de la Révolution russe, et se servaient de cette autorité pour étrangler la révolution espagnole. L'histoire a de ces ironies tragiques et imprévues. C'était l'ambassadeur de l'URSS du premier État ouvrier de l'histoire, Antonov-Ovseïenko, qui empêcha la création d'un autre État ouvrier, et étrangla la révolution. Antonov-Ovseenko, qui dirigea la prise du Palais d'Hiver en 1917, vingt ans après, en 1937, aida à Barcelone la bourgeoisie, les Kerensky catalans et espagnols, à chasser les ouvriers du Central téléphonique. La bureaucratie stalinienne jouissait non seulement de l'appui moral, mais aussi de l'appui matériel que lui procurait le fait qu'elle s'appuyait sur la puissance de l'État ouvrier, qu'elle exploitait à ses fins particulières de caste parasite et conservatrice. Mais, à gauche des stalinien, « les grands artisans de la défaite du prolétariat espagnol », nous avons eu contre nous et contre la révolution prolétarienne des anarchistes qui, malgré leur combativité, ne faisaient que des stupidités, si ce n'est pas pire, dans tous les domaines. La direction de la CNT-FAI, tout en prêchant le « communisme libertaire » dans un avenir indéterminé comme la 2^e Internationale dans la période de sa décadence l'exécution de son programme maximum, travaillait, tout en observant le rite bakouniniste, pour la bourgeoisie et la reconstitution de son appareil étatique. Nous avons eu contre nous aussi le POUM et surtout sa direction qui craignait le trotskysme comme le diable l'eau bénite, et voulait par sa lutte contre nous, se justifier et prouver qu'elle n'était pas trotskyste.

Nous avons eu en somme contre nous une coalition de forces formidable et nous n'étions qu'un petit groupe de propagandistes. Mais ici j'entends une interruption : « Et les bolcheviks en 1917 ? Ils étaient aussi une petite minorité, et ils ont su gagner les masses dans un court laps de temps. Et vous, bolcheviks-léninistes, vous vous revendiquez des bolcheviks. Vous êtes capables de critiquer tout le monde. Certes, Mais vous n'êtes capables de convaincre personne. Vous n'êtes que des littérateurs ! »

Les bolcheviks ne sont pas nés en 1917. Ils avaient derrière eux un passé de quinze ans de lutte fractionnelle. Ils avaient une organisation avec sa tradition, avec ses cadres, une organisation qui était une force matérielle. Quand Lénine rentra en Russie, il n'était pas un étranger, mais le chef d'un parti reconnu, ou au moins d'une tendance. Malheureusement, il n'y a aucune base pour comparer la situation des bolcheviks en 1917 avec celle des partisans de la 4^e Internationale en Espagne en 1936-1939.

Mais, nous avons le droit à dire à la direction du POUM : « Vous, vous étiez un parti avec des cadres, quoique un parti minoritaire, mais un parti de masse, vous auriez pu, avec une politique bolchevik, en vous appuyant sur les éléments du second pouvoir, devenir un facteur important, peut-être décisif dans le pays, et changer la situation. » Mais la direction du POUM ne peut pas tenir le même raisonnement aux bolcheviks-

léninistes espagnols. Nous ne pouvions que propager nos mots d'ordre dans les organisations de masse, les pousser dans la voie révolutionnaire, y renforcer les tendances progressives et gagner les meilleurs éléments. En somme, notre travail ne pouvait que tendre à créer les cadres qui ne pourraient jouer leur rôle que dans la nouvelle étape de la révolution, et en attendant, pousser les organisations les plus proches de nous dans la voie révolutionnaire. Ce travail, nous l'avons fait. Nous avons, au cours de l'année 1937, gagné des éléments dans le POUM où nos idées et nos critiques, dans la mesure où elles étaient confirmées par les événements, ont été de plus en plus écoutées. La même chose dans la CNT, où une collaboration malheureusement de courte durée put s'établir avec les Amis de Durruti et d'autres groupements, qui évoluaient quoique lentement vers le marxisme révolutionnaire.

Après les journées de mai, est venue la répression stalinienne. Nos camarades Erwin Wolf et Hans Freund (connu sous le nom de Moulin) ont été enlevés et assassinés par les staliniens. Le premier, citoyen tchécoslovaque, vint à Barcelone à la fin du mois de mai 1937. Il était correspondant d'un journal anglais *Spanish News*. La Guépéou ne pouvait pas lui pardonner d'avoir été secrétaire de Léon Trotsky. Selon certaines informations, il aurait été fusillé en URSS avec Antonov-Ovséenko, qui avait organisé sur les ordres de Moscou le complot contre-révolutionnaire de mai, mais auquel Staline ne peut comme à tant d'autres, pardonner son beau passé révolutionnaire. Quant à Hans Freund (Moulin) c'était un émigré allemand, un propagandiste dévoué et ardent de la 4^e Internationale. Il partit immédiatement après le 19 juillet 1936, pour se mettre à la disposition de la révolution espagnole. Il travailla d'abord à Madrid, puis à Barcelone. La Guépéou ne le perd pas de vue. C'est le Polonais Mink, agent du Guépéou, qui est chargé de le surveiller. Il fut arrêté le 2 août 1937 par les policiers staliniens.

Mais malgré les coups que lui porte la Guépéou, notre organisation continue son travail. Elle se renforce. De nouveaux éléments du POUM et des anarchistes viennent la rejoindre. Nos camarades au front font de la propagande pour la reconstitution des comités de miliciens. En arrière, continue malgré les énormes difficultés à paraître *La Voz Leninista* qui tire les leçons des tragiques événements. Dans nos tracts, nous protestons contre les calomnies lancées contre le POUM, nous le défendons contre la répression stalinienne.

Vers novembre 1937, la Guépéou réussit à envoyer dans notre groupe deux provocateurs. L'un d'eux, un commissaire politique des Brigades internationales, un Allemand qui portait le pseudonyme de Max Juan, parvient à gagner une certaine confiance. Max travaillait d'accord avec un autre provocateur, Léon Narvitch, qui selon des renseignements de plusieurs camarades, prit part à l'organisation de l'assassinat d'Andrés Nin. La police stalinienne qui avait besoin d'un autre « procès de Moscou » à Barcelone, arrêta nos camarades Grandizo Munis, Adolpho Carlini, Jaime Fernandez, Teodoro Sanz, Victor Ondik, etc. C'est Max Joan qui livra à la police nos camarades. Mais la police stalinienne n'a pas le courage d'accuser et de juger nos camarades pour délit de propagande révolutionnaire. Elle veut les calomnier et les couvrir de boue. La police accuse nos camarades du groupe bolchevik-léniniste espagnol de l'assassinat du capitaine des Brigades internationales Léon Narvitch. L'acte d'accusation parle aussi de préparation « *de varios atentados contra las destacadas personalidades de la Republica* » (de différents attentats contre des personnalités éminentes de la République). Nos camarades sont accusés de terrorisme. C'est la même main qui a orienté les procès de Moscou, qui emploie des méthodes du gangstérisme contre l'avant-garde révolutionnaire à l'échelle internationale, qui a enlevé Klement à Paris, et qui agit à Barcelone contre la section espagnole de la 4^e Internationale.

Nos camarades accusés du terrorisme !... La base sur laquelle on construit l'accusation est le cadavre de Léon Narvitch, comme à Moscou le point de départ de la vague de terreur stalinienne, fut le cadavre de Kirov. Pourtant, les deux ont été livrés à l'assassinat par la Guépéou. Quant à Kirov, lumière est déjà faite. On sait que c'est la Guépéou de Leningrad qui a organisé cet attentat. On sait que c'est elle qui a remis le revolver à Nicolaev, Staline, pendant ses procès, a dû l'avouer. Quant à la provocation stalinienne à Barcelone, la lumière n'est pas encore faite. Mais il paraît probable que c'est la Guépéou qui a exécuté Léon Narvitch, comme tant d'autres de ses propres exécutants : c'était un témoin qui savait trop et qui pouvait être gênant dans l'avenir.

Le commissaire Mendez arriva à tirer du jeune Zanov des « aveux » contre d'autres camarades, au sujet de la soi-disant préparation d'attentats contre Negrin et Prieto, le sabotage, etc. Cet épisode confirma point par point la façon dont sont arrachés les « aveux » à Moscou. Nos camarades Munis, Carlini, Rodriguez, firent hautement front aux tortionnaires dégénérés de la Guépéou. Ils prirent la responsabilité du travail de la 4^e Internationale en Espagne. Ce n'étaient pas des trotskystes « honteux », mais des bolcheviks-léninistes défendant ouvertement et courageusement les conceptions de la révolution permanente dans les conditions les plus dures. Convoqué par l'avocat du POUM lors du procès de ce parti, afin de témoigner que le POUM n'est pas trotskyste et nettoyer Gorkin et Andrade de cette si terrible accusation, notre camarade Munis prit devant le tribunal de Comorera la responsabilité politique pour le travail du groupe bolchevik-léniniste en Espagne et pour la rédaction de *La Voz Leninista*.

Mais la Guépéou s'est brûlé les doigts dans le procès de Moscou qu'elle préparait à Barcelone. Notre organisation internationale fut informée, nos sections à l'étranger dénoncèrent cette ignoble canaillerie stalinienne. Les faussaires et les imposteurs de la Guépéou furent pris la main dans le sac. La police de Negrin-Comorera, qui avait déjà subi un échec avec le procès du POUM dû t reculer la date du procès plusieurs fois. Il fut enfin fixé pour le 26 janvier 1939. Mais c'est une ironie du sort et une coïncidence tragique : le jour même où devaient être jugés nos camarades les troupes de Franco entraient à Barcelone.

Le sens de cette coïncidence tragique est clair : nos camarades ne purent être jugés car la criminelle politique stalinienne du Front populaire a ouvert les portes à Franco. La persécution des trotskystes a été un des éléments et non des moindres, qui a désarmé le prolétariat, et rendu possible les victoires du fascisme. L'administration des prisons, qui brûlait les dossiers, libérait les fascistes et les espions de la cinquième colonne, et se préparait ainsi à recevoir les nouveaux maîtres, voulut remettre nos camarades à Franco, c'est-à-dire au poteau d'exécution fasciste. Même au dernier moment de la débâcle générale, les staliniens n'oublièrent pas leur haine contre les trotskystes, c'est-à-dire leur haine envers la révolution prolétarienne. Si certains camarades ont pu s'échapper, on le doit non aux sentiments humanitaires de la Guépéou, ni à celles du gouvernement républicain, mais à la solidarité prolétarienne.

Mais malgré la détention de nos camarades au cours de l'année 1938, les bolcheviks-léninistes continuaient leur travail dans l'illégalité. Dans les moments critiques, ils indiquaient au sein des organisations de masse, principalement de la CNT, la voie à suivre. Au mois de mars, pendant la débâcle sur le front d'Aragon et la chute du premier gouvernement de Negrin, suivi du débarquement de Prieto, nos camarades indiquaient à la base de la CNT la voie à suivre, la voie de la reconstitution des organismes indépendants de la classe ouvrière, et dénonçaient la voie d'une nouvelle expérience d'anarcho-ministériisme. Tout en critiquant, nos camarades se battaient au front en qualité de soldats, artilleurs, commissaires politiques, contre Franco.

Les staliniens peuvent tuer des militants éprouvés, ils peuvent aussi lancer contre nous des calomnies les plus ignobles. Mais rien à faire ! Notre peau est dure ! Nous sortirons renforcés de toutes les épreuves, idéologiquement et moralement. Le marxisme se fraye la voie. Il est l'espoir de tous les opprimés et il prépare pour l'humanité l'avenir du socialisme. La 4^e Internationale, des défaites du prolétariat, conduira le prolétariat à de grandioses victoires.

LE PRONUNCIAMIENTO MIAJA-CASADO

Le pouvoir reflète le rapport des forces entre les différentes classes de la société et entre les organisations politiques qui expriment les intérêts de différentes couches sociales. Quand l'équilibre est rompu, quand le rapport des forces change, le pouvoir passe des mains d'une fraction dans les mains d'une autre.

Ici, un rappel est nécessaire. Après juillet 1936, il y avait deux pouvoirs : le pouvoir étatique bourgeois, formel et impuissant, et le pouvoir des comités ouvriers. Ce second pouvoir prédominait nettement pendant le premier trimestre, jusqu'à la formation des gouvernements de coalition, celui de Largo Caballero et celui de Tarradellas en Catalogne. Le gouvernement de Largo Caballero s'appuyait sur toutes les organisations ouvrières, entre autres la CNT. Le pouvoir effectif de ce gouvernement était limité. Les éléments du second pouvoir ouvrier subsistaient surtout en Catalogne jusqu'en mai. Leur affaiblissement progressif incita pourtant l'aile droite du Front populaire à les liquider complètement. Tel fut le sens du coup de force stalinien et des événements de mai à Barcelone. Les ministres anarchistes invitèrent les ouvriers à abandonner les barricades. Mais l'écrasement de la base cénétiste eut non seulement pour effet le désarmement du prolétariat catalan, mais rendit aussi inutile le maintien des ministres anarchistes au gouvernement. Le nouveau rapport des forces était à la base de la formation du gouvernement Negrin, à la fin de mai 1937. Sans les journées de mai, nous n'aurions pas eu « le gouvernement de la Victoire ». Depuis mai, la CNT était définitivement écartée du gouvernement. Le fait qu'on lui offrit un poste décoratif dans le second ministère Negrin ne change rien à l'affaire. Le ministre anarchiste de l'Instruction publique, n'était qu'un meuble dans le Conseil des ministres. Depuis mai, le pouvoir était partagé entre deux fractions : les staliniens et les bourgeois républicains et socialistes. Ces deux fractions faisaient bloc contre le prolétariat, contre la CNT, la FAI, le POUM, contre les comités ; elles se rendaient mutuellement des services.

Les bourgeois républicains laissaient aux staliniens les mains libres contre le « trotskysme ». Ils disaient à la Guépéou : « Vous pouvez régler vos comptes avec vos ennemis, les poumistes. Cela ne nous regarde pas. Mais en revanche, vous allez soutenir en Espagne notre programme de régression sociale, de liquidation des collectivisations, car vous comprenez bien que toutes ces socialisations, ce n'est pas sérieux. Que peuvent en penser le Quai d'Orsay et le Foreign Office ? Et envoyez-nous des armes. » « Mais bien sûr, répondait la Guépéou, nous sommes d'accord. Les socialisations et les comités ? Seulement les agents de la Gestapo peuvent en être partisans. Notre guerre est une guerre nationale. Notre révolution est bourgeoise et nous luttons pour une république démocratique parlementaire. Nous vous vendons des armes, mais laissez-nous exterminer les trotskystes. »

Voilà l'accord qui servit de base à la constitution du « gouvernement de la Victoire ». Seulement le prolétariat révolutionnaire écrasé, les contradictions entre les associés commencèrent à apparaître et à s'approfondir. Elles aboutirent au mois de mars 1939 au choc violent : le pronunciamiento Miaja-Casado. Les événements ont une logique

interne et les crimes se payent. La logique du Front populaire se retourne contre les staliniens, ses artisans. L'arme forgée par eux les frappe à leur tour.

Les républicains se sont servis des staliniens contre le prolétariat, mais ici aussi le nègre a fait son travail, le nègre peut partir. Du reste le nègre gênait les républicains, car il voulait conserver l'administration, l'armée entre ses mains. Bien que les staliniens se déclarent cent fois par jour réformistes, démocrates, patriotes et chauvins la bourgeoisie même républicaine ne leur accorde qu'une confiance très limitée. Les staliniens disaient que des mesures révolutionnaires empêchaient l'aide des démocraties. Cette conception était à la base de toute leur politique contre l'aile gauche du Front populaire, CNT et POUM. Elle s'est retournée contre eux-mêmes. Depuis plus d'un an les républicains disaient que la présence des communistes au gouvernement était mal vue par Chamberlain et Daladier. Les républicains avaient raison. Ils oubliaient seulement d'ajouter que le mieux vu par la City et par le Comité des Forges était Franco, et non eux-mêmes.

La chute de la Catalogne a remis à Franco le plus fort bastion de la résistance antifasciste. Avec la reconnaissance de Burgos par la France et l'Angleterre toute la perspective du Front populaire s'est effondrée. Les chefs du Front populaire disaient que la France ne permettrait pas à Franco de s'installer le long de la frontière pyrénéenne. Ils faisaient confiance à l'intérêt impérialiste antiallemand et anti-italien de la France. C'était un espoir faux. Nous l'avons maintes fois expliqué. En tous cas, après la reconnaissance de Burgos par la France et l'Angleterre, cette perspective s'est effondrée même aux yeux des autriches du Front populaire. Quelles possibilités de résistance contre Franco subsistaient après la chute de la Catalogne ? L'Espagne du centre, quoique n'englobant pas de régions aussi industrielles que la Catalogne, contient néanmoins des richesses importantes. Des usines de guerre y ont été installées en prévision de la chute de la Catalogne. Madrid bien fortifié a résisté à de nombreux assauts. Tout le centre est entouré de fortifications qui seraient en cas de résistance sérieuse un morceau dur à arracher pour Franco. De plus Franco n'est pas sûr de son arrière ; la Catalogne peut lui réserver de désagréables surprises. Si le prolétariat de Madrid et de l'Espagne centrale se réveillait, s'il abandonnait tous les faux espoirs, s'il sautait enfin par-dessus la politique pourrie du Front populaire et s'engageait dans la voie révolutionnaire de reconstitution des comités, s'il nettoyait l'arrière de tous les fascistes à peine masqués et de tous les agents de l'ennemi, alors la résistance qui pourrait se transformer en contre-attaque serait possible. Seulement cette voie est fermée pour les républicains. Elle était fermée pour Besteiro, Miaja, Casado, mais aussi pour Negrin qui se défend à l'étranger d'avoir eu l'idée de résister à tout prix ; aussi enfin pour les communistes. La voie révolutionnaire écartée, reste la voie de la capitulation. Dans cette voie se sont engagés Besteiro-Miaja-Casado. Ce trio a répété contre les communistes l'opération de l'autre trio Comorera-Ayguade-Rodriguez Salas pendant les journées de mai à Barcelone contre les anarchistes et le POUM.

La signification objective du pronunciamiento est pro-franquiste et capitularde. Il ne s'agit pas d'une lutte de l'UGT, des caballeristes ou des républicains contre les communistes. Nous avons affaire à un complot qui a pour but, en écrasant la base révolutionnaire du PCE, d'ouvrir les portes à Franco.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous sommes des adversaires du stalinisme. Nous haïssons le stalinisme parce que nous comprenons les conséquences criminelles de sa politique étrangère du prolétariat. Mais seuls ceux qui ne nous connaissent pas et qui ne voient pas plus loin que leur nez peuvent s'imaginer que nos positions politiques et nos appréciations peuvent être déterminées par la haine des staliniens qui ont assassiné tant des nôtres ou par la soif de vengeance. Nous ne sommes pas des

petits bourgeois excités, mais des révolutionnaires prolétariens. La 4^e Internationale peut déclarer, à l'image de la Ligue des communistes [1847-1850] qu'elle n'a pas « *d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier* ».

Bien que nous rendions les dirigeants communistes responsables du pronunciamiento, nous déclarons que le devoir de tous les ouvriers honnêtes (et les bolcheviks-léninistes ont la prétention d'être à l'avant-garde de ceux-ci) était de se battre armes en main au côté des ouvriers et militants communistes, lâchement abandonnés par la direction stalinienne contre la Junta de Defensa de Miaja-Casado.

Dans nos conceptions politiques et dans notre attitude, il y a une logique interne. Les militants de la 4^e Internationale étaient pendant les journées de mai à Barcelone sur les barricades avec les ouvriers anarchistes et cela bien que nos conceptions n'aient rien à voir avec celles de Bakounine et de Kropotkine. Cid, membre de la section espagnole de la 4^e Internationale, a donné son sang sur les Ramblas luttant avec l'ensemble des ouvriers en écrasante majorité anarchistes. Pourquoi ? Pour le plaisir de se battre à chaque occasion ? Non, messieurs du *Libertaire* [organe de la FA française], anarchistes défenseurs de la Junta de Miaja ! Cid et d'autres ont lutté sur les barricades de Barcelone aux côtés de la CNT parce qu'il s'agissait de défendre les conquêtes de la révolution du 19 juillet, parce que l'intérêt du mouvement prolétarien était de défendre ce qui restait des organismes du second pouvoir ouvrier : comités de défense, patrouilles de contrôle, etc. Aujourd'hui, il s'agit à Madrid d'un coup dans le dos de la part des généraux félons qui veulent par la destruction des communistes, préparer le terrain à la capitulation devant Franco. Les bolcheviks-léninistes ne sont pas des littérateurs qui se contentent de condamner tout le monde et de contempler leur nombril comme le font certains groupuscules gauchistes, genre bordiguistes. Nous ne pouvons pas rester neutres dans le conflit qui ensanglante Madrid en ce moment. Nous prenons parti. Nous sommes aux côtés des combattants communistes contre les traîtres de la Junta de Defensa Nacional [dirigée par Franco].

Qui sont les traîtres ? Besteiro, partisan du compromis depuis le début de la guerre civile. Casado, protégé par Negrin. Mais on y trouve aussi Carrillo, appartenant à la fraction caballeriste du PSOE. Les staliniens se servent de ce fait pour déclarer que « *les généraux trotskystes se sont révoltés contre le gouvernement de Negrin* » (*Pravda*). Si les trotskystes n'existaient pas, Staline aurait besoin de les inventer. Il s'agit pour lui de justifier les résultats catastrophiques de sa politique, de charger le bouc-émissaire de tous les maux terrestres. Le gouvernement tzariste organisait les pogroms et rendait les juifs responsables de la misère du peuple. Actuellement, Hitler l'imité. Staline, quoiqu'il représente d'autres couches sociales, non les propriétaires fonciers ou les bourgeois, mais la bureaucratie soviétique, doit aussi avoir quelqu'un sur qui faire retomber toutes ses faillites et tous les échecs de sa propre politique. La fraction caballeriste a autant de rapports avec les trotskystes authentiques, c'est-à-dire avec la 4^e Internationale que cette dernière avec Lucifer en personne.

S'il est vrai que la fraction caballeriste fut excommuniée par les staliniens parce qu'elle n'était pas prête à exécuter tous les ordres de la Guépéou, s'il est vrai que plusieurs représentants du Bureau de Londres venus en Espagne flirtaient avec le dignitaire en disgrâce et considéraient la tendance caballeriste comme progressiste, il faut rappeler que les bolcheviks-léninistes ont toujours dénoncé cette fraction d'impuisants qui n'ont su au cours des derniers dix-huit mois que pousser des plaintes.

Du reste, existait-elle, cette fraction caballeriste ? Nous voulons dire existait-il une tendance capable d'opposer aux conceptions stalinienne et négriniste d'autres con-

ceptions, une autre politique. Caballero considérait que les staliniens et les négri-
nistes l'ont maltraité, qu'il a été victime de leurs sales besognes. Il a été en effet une
des victimes mais non de celles que nous devons plaindre le plus. Sa politique con-
servatrice du temps qu'il était président du conseil a préparé les voies à Negrin. Le
dignitaire en disgrâce dont les capacités d'homme d'état ont été méconnues était très
fâché. Outragé, il s'abstenait de parler publiquement sous prétexte que la guerre civile
impose le silence. Les circonstances étaient trop graves - selon lui - pour dénoncer
avec force les trahisons staliniennes. Largo Caballero n'a jamais en tout cas dénoncé
la criminelle politique du Front populaire. Rien d'étonnant : il la pratiquait au gou-
vernement. Nous ne savons pas s'il approuve l'entrée d'un de ses partisans dans la
Junta de Casado.

Quant à l'attitude de quelques représentants de la CNT et aussi de Mera, elle ne peut
étonner que ceux qui ignorent la nature profondément réformiste de la direction de la
CNT. Les Garcia Olivier et Federica Montseny n'ont-ils pas livré le prolétariat de Bar-
celone et surtout la base de leur propre organisation à la répression stalinienne. Valls
et Mera continuent dans cette voie criminelle : ils livrent en ce moment le prolétariat
de Madrid à la bande des capitulards et indirectement à Franco. Mera est du reste
représentant de l'aile extrême droite de la CNT : il combattait l'aile gauche, Los Amigos
de Durruti, et était louangé par les staliniens.

Mais la grande leçon des événements de Madrid, c'est une nouvelle faillite de toutes
les conceptions de la politique du Front populaire. Regardez-vous dans la glace, cri-
minels ! Que vaut l'armée républicaine de la direction de laquelle vous avez chassé
tous les révolutionnaires ? Quelle est sa fidélité au régime républicain ? Comme au
vieux temps de la monarchie, elle fait des « pronunciamiento ». Que vaut l'appareil
étatique républicain démocratique ? Il suit le « pronunciamiento ». Que les politi-
ciens se rappellent la destination des organismes authentiquement prolétariens
comme les patrouilles de contrôle. Ce sont les staliniens qui ont forgé l'arme qui se
retourne contre eux, mais malheureusement aussi contre le prolétariat. Le pronun-
ciamiento de Miaja-Casado a déterminé la fin du gouvernement de Negrin. Il faut
aussi souligner la lâcheté de la direction du PCE qui a abandonné ses militants et s'est
enfui à l'étranger.

Les anarchistes français appuient la Junta Miaja-Casado parce qu'ils y voient une
tentative d'arrêter le massacre inutile des ouvriers espagnols. La situation n'est-elle
pas perdue ? L'essentiel c'est de sauver la vie des militants en danger, leur permettre
de partir à l'étranger, car la révolution espagnole se fera avec des hommes vivants et
non avec des morts. Voilà les idées qu'on peut recueillir dans *Le Libertaire* et *Juin 36*
[l'organe du PSOP].

Pourtant ceux qui veulent arrêter « le massacre inutile » méconnaissent la nature du
fascisme. Ils espèrent la clémence de la part de Franco. Or, le trait fondamental du
fascisme est précisément qu'il ne tolère aucune organisation indépendante du prolé-
tariat et qu'il supprime même toutes les organisations bourgeoises indépendantes.
L'armistice avec Franco permettant de sauvegarder quoi que ce soit pour le prolé-
tariat est impossible. Garcia Oliver n'a pas été récompensé pour sa trahison de mai,
Comorera et Negrin non plus. Le sort de Miaja-Casado et de leurs associés ne sera pas
meilleur.

Quant au prolétariat, il n'a pas le choix. Même en cas de défaite totale, c'est dans la
mesure où il résistera et fera payer cher au fascisme ses avances qu'il pourra après
regrouper ses forces et préparer sa revanche.

POUVAIT-ON FAIRE AUTRE CHOSE ?

Pouvait-on faire autre chose ? Il faut poser cette question et y répondre. Il faut y répondre avec d'autant plus d'urgence que la même politique, celle du Front populaire, est pratiquée à l'échelle internationale où elle ne peut qu'aboutir aux mêmes résultats, c'est-à-dire aux nouvelles catastrophes. Pouvait-on faire autre chose ? Veut dire : une autre politique que celle du Front populaire pouvait-elle être appliquée en Espagne ?

Les opportunistes, pas seulement depuis 1939, mais depuis toujours, ont l'habitude de justifier leur politique, c'est-à-dire leurs propres crimes, par les conditions objectives. Les conditions objectives voyez-vous, ne permettaient pas une politique révolutionnaire. Non, messieurs les chefs du Front populaire, vous mentez : vous voulez cacher vos trahisons derrière les conditions objectives.

Si nous écoutons les explications des chefs du Front populaire, les anarchistes inclus, si nous prenons au sérieux leurs explications, il ne nous resterait qu'à désespérer de tout, désespérer des capacités révolutionnaires du prolétariat, de son avenir et même de sa mission historique. Nous ne voulons pas nous bercer d'illusions, et notre devoir est de voir la réalité telle qu'elle est. Mais ce qui était tragique dans la révolution espagnole, ce n'étaient pas les conditions objectives, c'était la stupide et criminelle politique de ceux qui prétendaient la diriger et qui étaient malheureusement suivis par les masses.

Selon nos petits bourgeois démocrates du Front populaire, tout a été « fatal ». Les républicains et les socialistes justifient la défaite par la supériorité militaire des fascistes. Les communistes, par l'existence (une découverte) de la bourgeoisie profasciste qui, par sa politique de non-intervention, favorisait Franco. Ils oublient d'ajouter que le gouvernement Blum qui a inauguré cette politique était appuyé aussi par eux. Les anarchistes justifient leurs capitulations et trahisons successives par le chantage qu'exerçaient les Russes avec des armes qu'ils livraient aux républicains. Quant au POUM, il se joint au chœur fataliste et dit : nous étions trop faibles et nous devions suivre les autres, et surtout nous ne pouvions pas rompre l'unité. Donc, tout a été fatal... Ce qui est arrivé devait arriver et était inscrit d'avance dans le Coran.

Ce qui est arrivé devait arriver, mais c'est votre politique, messieurs du Front populaire qui l'a rendu possible. La pensée marxiste n'est pas fataliste, elle est déterministe. Malgré l'importance que les marxistes attribuent aux facteurs économiques, l'idéologie des partis en lutte et leur politique souvent en retard sur les nécessités objectives du développement peuvent empêcher la marche en avant de la société et l'éclosion d'une économie nouvelle.

En Espagne, en tout cas, existaient en juillet 1936, toutes les conditions objectives pour faire triompher la révolution prolétarienne. Franco n'avait pas derrière lui un puissant mouvement de masse, comme Hitler ou Mussolini. Son mouvement, malgré les apparences extérieures, avait et a, plutôt, le caractère réactionnaire vieux style que fasciste. L'un des courants qui l'appuyaient, la Phalange espagnole, ressemblait aux organisations fascistes allemandes et italiennes. Mais la Phalange espagnole n'était pas une organisation de masse. La principale force sur laquelle s'appuyait Franco, c'était la vieille réaction cléricale et féodale haïe par le peuple. Le pays, le peuple, les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois, s'étaient levés pour en finir avec cette Espagne moyenâgeuse. Seul le frein du Front populaire empêcha qu'une révolution prolétarienne ne précède le coup de force franquiste. En réponse à la rébellion des généraux, les ouvriers et les paysans se sont levés pour transformer le pays dans le sens de

leurs intérêts. Le prolétariat disposait à la campagne d'un allié puissant. C'est précisément le caractère arriéré du pays qui permettait de joindre au mouvement ouvrier dans les villes la révolution agraire à la campagne.

Il disposait d'un autre allié dans le mouvement national catalan, basque, galicien et par une politique de libération coloniale inspirée de l'exemple de la révolution russe pouvait gagner les Marocains.

L'appareil étatique de la bourgeoisie est passé dans sa majorité du côté de Franco, mais dans la zone républicaine, les ouvriers n'avaient qu'à souffler pour détruire ce qui restait de l'État capitaliste et prendre le pouvoir. La zone républicaine s'étendait au début sur les centres les plus importants du pays. Les antifascistes tenaient les trois grandes capitales : Madrid, Barcelone, Valence, les deux régions les plus industrielles et décisives : la Catalogne et le Nord. Des millions d'hommes s'étaient levés, l'énergie, l'initiative, l'enthousiasme, ne manquaient pas. Manquait seulement le parti de la révolution.

« Mais pourtant, pour lutter contre Franco, l'unité était nécessaire. Il fallait trouver une formule large, qui pouvait grouper tous les antifascistes, même les plus modérés. Cette formule c'était justement le Front populaire », diront les avocats de la plus grande trahison que l'histoire ait connue. Nous avons déjà expliqué que la « formule large » du Front populaire ne satisfaisait personne. L'unité réelle ne pouvait se faire que sur la base de la dictature du prolétariat.

« Mais les masses n'étaient pas préparées, elles étaient arriérées et dominées par des illusions démocratiques », diront certains de nos contradicteurs gauches. Les masses avaient réellement des illusions démocratiques. C'est pour cela qu'elles ont porté au pouvoir les chefs du Front populaire. Mais quoiqu'elles n'eussent pas une conscience nette de leurs objectifs propres, instinctivement, elles ont démontré qu'elles avaient moins d'illusions que beaucoup de chefs communistes et anarchistes. Elles n'avaient aucune confiance dans la république bourgeoise pourrie et dans ces hommes, Azaña, Companys, etc. Elles voulaient au pouvoir des communistes et des anarchistes. Il fallut de gros et persévérants efforts des chefs, surtout des communistes, qui redoraient le blason des démocrates discrédités, pour faire avaler aux masses le maintien au pouvoir d'un Azaña ou d'un Companys. Quand les masses voulaient au pouvoir Caballero, Pasionaria et Garcia Oliver, elles disaient par là qu'elles voulaient la révolution prolétarienne. D'ailleurs dans les premiers mois après le 19 juillet, le Front populaire n'existait pas. Les hommes de l'Esquerra n'osaient presque pas se montrer dans la rue. Les masses s'étaient engagées dans la bonne voie, dans la voie de la création de leurs propres organismes de lutte, des comités. Il fallait un effort de longs mois de la part des chefs du Front populaire pour détourner les masses de la voie révolutionnaire et les faire rentrer dans l'orbite de la passivité démocratique.

Ici, l'aile gauche du Front populaire, c'est-à-dire les anarchistes et le POUM, nous riposteront : « Nous étions en minorité, nous ne pouvions pas engager la lutte contre tout le monde à la fois, c'est-à-dire contre les fascistes, les républicains, les socialistes et les communistes. » Évidemment. On n'exigeait pas de vous des choses impossibles : mais seulement des choses possibles. Quoiqu'on nous présente comme de terribles terroristes, malgré l'estime et la dévotion que nous avons pour l'Enfermé [Auguste Blanqui, 1805-1881, emprisonné la plus grande partie de sa vie], nous ne sommes pas des blanquistes. Dans la mesure où les anarchistes et le POUM étaient en minorité, dans les masses, ils ne pouvaient pas prendre le pouvoir. Lénine déjà bien longtemps avant 1936, a indiqué la voie que doivent suivre les révolutionnaires dans de pareils cas : marcher séparément, battre ensemble ! Lutter en commun avec

d'autres forces antifascistes contre Franco, mais garder son indépendance, dire la vérité aux masses, flétrir à chaque pas les hésitations et les trahisons des compagnons de route, et dans le processus de la lutte commune et de la critique révolutionnaire constante, gagner la majorité du prolétariat et du peuple en général, et s'emparer du pouvoir.

Mais pouvait-on mener deux guerres civiles à la fois ? Premièrement, on n'avait pas de choix. La guerre tantôt sourde, tantôt ouverte à l'intérieur du « camp gouvernemental » n'était pas une invention des trotskystes, ni le résultat des machinations de Franco. Cette deuxième guerre civile avait sa source dans les oppositions des intérêts à l'intérieur du Front populaire. Supprimer cette contradiction, on ne le pouvait que si une partie du Front populaire prenait le dessus sur l'autre. L'aile droite du Front populaire n'était pas gênée par cette considération unitaire. Elle menait la guerre civile, contre l'aile gauche, qu'elle voulait et qu'elle a réussi à museler.

Deuxièmement, pour gagner la guerre contre Franco, il fallait le plus tôt possible terminer cette seconde guerre civile, la guerre à l'intérieur du Front populaire, mais la terminer au profit du prolétariat, seul capable de gagner la guerre antifasciste. Les historiens de la Révolution française s'accordent sur le fait que la lutte des Jacobins contre les Girondins a accru les forces de la France dans sa lutte contre les rois conjurés. Pendant la Révolution russe, la lutte opiniâtre des bolcheviks contre les girondins russes, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, a renforcé le prolétariat, et a rendu possibles les victoires des armées rouges sur les armées blanches. Mais nos démocrates et leurs suiveurs, à cause de leur nature petite-bourgeoise, préféraient la douce unité du Front populaire qui, en réalité, n'était qu'un paravent derrière lequel chacun tirait de son côté.

« Mais l'Espagne n'était pas mûre pour la révolution socialiste, elle était mûre seulement pour une révolution démocratique », entonnaient les stalinien secondés par les socialistes. L'argument menchevik nous est servi vingt ans après dans une situation analogue. La Russie était-elle moins arriérée que l'Espagne ? Les mêmes traits de colonie de l'impérialisme étranger, l'intervention étrangère, le caractère agricole, les restes du féodalisme, tout cela existait aussi en Russie. Et puis, qu'on nous explique comment dans les cadres du régime capitaliste et à l'époque impérialiste, on peut réaliser cette « révolution démocratique ». Nous attendons en vain ces explications, et surtout, nous attendons en vain de voir ces révolutions démocratiques triompher et se réaliser. En Chine, l'écrasement de la révolution prolétarienne aboutit à l'écrasement de toutes les conquêtes démocratiques et à la domination étrangère. Ce qui n'était pas mûr en Espagne, c'était le parti révolutionnaire.

« Mais vous oubliez complètement la situation internationale défavorable à la révolution espagnole. En Russie, c'était plus facile. Les capitalistes en 1917 se battaient entre eux, ils ne pouvaient pas se jeter contre le bolchevisme... Maintenant, dans plusieurs pays domine le fascisme. En Allemagne, en Italie, au Portugal, dans toute l'Europe Centrale. Et même les démocraties étaient contre nous. Et puis, en 1938-39, il n'y avait pas de guerre mondiale », ripostent ceux qui veulent justifier la trahison. Et les anarchistes ajoutent : « Nous avons eu contre nous aussi Staline. »

Eh bien, tous ces faits sont véridiques. Mais les révolutionnaires ne luttent pas dans les conditions créées par eux : ils doivent lutter dans les conditions imposées par les circonstances. Les révolutions ne se font pas sur commande. Il ne peut donc être question de choisir des conditions particulièrement favorables pour les faire, ni des conditions idéales : un pays économiquement évolué, une atmosphère internationale parfaite, etc. Cela serait très beau, évidemment, mais ce n'est pas comme cela.

« Notre chemin n'est pas aussi droit que la perspective Nevsky ». Lénine nous enseignait que la révolution devient possible dans le pays où la chaîne de l'impérialisme est la plus faible. Elle l'était en Espagne en 1936. Il fallait la briser.

Mais la situation internationale était-elle aussi désespérée en 1936, pour le prolétariat espagnol, que le représentent nos démocrates du Front populaire et leurs associés stalinien et anarchistes ? Certes, il n'y avait pas de guerre mondiale. Mais le prolétariat doit-il attendre une nouvelle guerre mondiale pour faire sa révolution ? C'est un point de vue, mais il n'est pas le nôtre. Selon nous, le prolétariat doit tout faire pour rendre impossible cette nouvelle boucherie en la devançant par la révolution socialiste libératrice. Il sauvera ainsi des millions de vies humaines et bien que nous soyons des « terroristes » sans scrupules, cela compte pour nous.

Franco jouissait d'un appui international considérable. Il était appuyé par trois États et par de puissantes oligarchies financières. Mais le prolétariat espagnol ne pouvait-il trouver aucun appui à l'échelle internationale ? Avec la politique du Front populaire, il a reçu du dehors les brigades internationales, du lait condensé et des haricots, en quantité limitées, des armes de médiocre qualité, vendues très cher en échange d'une politique de sabotage de la révolution qui devait par la suite ouvrir les portes à Franco.

Mais l'orientation révolutionnaire, si elle avait été adoptée par le prolétariat espagnol, devait lui procurer des appuis autrement puissants aussi du dehors. D'abord en France en 1936, après les grèves de juin trahies par les stalinien, le prolétariat avait encore des positions fortes dans le pays. Une révolution prolétarienne dans un pays capitaliste ne peut pas ne pas avoir de répercussions dans d'autres pays. Elle n'a pas toujours la force de provoquer des révolutions dans d'autres pays, si les conditions dans ces pays ne sont pas réellement mûres. Mais elle provoque toujours des courants de solidarité active, qui peuvent paralyser la bourgeoisie de ces pays et rendre impossible son intervention réactionnaire. Et ne pouvait-on pas désagréger l'armée franquiste ?

« La peste rouge » a une force de rayonnement et de pénétration. Il faut seulement qu'elle soit authentique. Naturellement la politique de « non-intervention », c'est-à-dire la passivité de la part du prolétariat international qui devait prendre l'exemple du fascisme et intervenir activement dans le conflit espagnol, était un coup dur pour la révolution. Mais cette « non-intervention » du prolétariat était dérivée de l'ensemble de la politique du Front populaire poursuivie internationalement. Cette non-intervention n'excuse pas le Front populaire espagnol, elle élargit seulement les responsabilités du crime. Ce n'est pas seulement le Front populaire espagnol qui a travaillé par son orientation pour Franco, c'est le Front populaire dans tous les pays. « Front populaire dans le monde entier », selon la formule de Dimitrov. Les responsables ne sont pas seulement Negrin et José Diaz, mais aussi Blum, Thorez et le maître de ce dernier, Staline.

Le Front populaire français, et surtout le PCF, exigeaient le retrait des troupes étrangères en Espagne, et se contentait de cette exigence platonique, mais en attendant il scellait l'unité de la nation française, c'est-à-dire soumettait le prolétariat français à la bourgeoisie. De cette manière, il créait un climat profasciste en Europe.

Une politique révolutionnaire en Espagne pouvait cependant asséner un coup terrible à la réaction européenne et aussi déranger les chefs conservateurs du Front populaire dans d'autres pays. Qui nous dit que si les ouvriers français avaient appris qu'à Barce-

lone et Madrid c'était la dictature du prolétariat qui s'installait, c'est-à-dire une autre et plus grandiose Commune, ils seraient restés passifs pendant des années ? Même Thorez et Costes auraient peut-être eu des difficultés à terminer les grèves ! Et l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne constituent-ils des blocs homogènes et solides à toute épreuve ?

Bien que les staliniens, en prêchant leur nationalisme, font tout ce qu'ils peuvent pour rendre plus solides les dictatures fascistes et créer autour d'elles un climat favorable, nous ne croyons pas que le régime de Hitler a, comme l'affirme Goebbels, une existence assurée pour mille ans. Il n'en aurait peut-être pas pour mille jours si la révolution prolétarienne triomphait en Espagne.

Un décret du gouvernement prolétarien sur la libération du protectorat qui devait être suivi d'une propagande révolutionnaire au Maroc, pouvait ouvrir la brèche en Afrique du Nord et réveiller contre l'impérialisme européen le monde arabe. Si on pénétrait au Maroc espagnol, le Maroc français pouvait se réveiller. Les souvenirs de la lutte libératrice d'Abd-El-Krim ne survivent-ils pas là-bas ? Avons-nous oublié cette lutte qui dérangerait les chancelleries européennes ? Evidemment, pour mener cette politique inspirée de l'exemple de la grande Révolution russe à l'esprit duquel reste fidèle la 4^e Internationale, il ne fallait pas avoir peur de fâcher le capitalisme international et ses créatures Hitler, Mussolini, Chamberlain, Daladier et le Pape, il fallait non seulement être décidé à le fâcher, mais aussi à l'abattre.

« Vous avez peut-être raison, diront les anarcho-ministres, mais nous avons eu contre nous aussi Staline, et il avait des armes dont nous manquons ». On peut se douter qu'il n'est pas dans nos intentions de défendre le chantage de Staline en ce qui concerne la vente des armes à l'Espagne républicaine. Cependant, Garcia Oliver essaye de justifier ses capitulations consécutives par le chantage stalinien, il esquive ainsi sa propre responsabilité.

La bourgeoisie internationale n'est pas omnipotente, elle ne peut pas toujours faire ce qu'elle veut. Staline n'est pas non plus tout-puissant. Ses plans peuvent être aussi renversés. Jusqu'à présent, ils étaient en général renversés par la bourgeoisie internationale, mais les plans du « Père des peuples » peuvent aussi être et seront dans l'avenir renversés par le prolétariat révolutionnaire. Comme le pape et Chamberlain, Staline pouvait être aussi dérangé par la révolution prolétarienne triomphante en Espagne.

La bureaucratie soviétique conservatrice par essence, a des intérêts contraires au prolétariat international. Mais elle s'appuie pourtant sur les bases d'un État ouvrier, d'une économie socialisée. Son attitude dépend dans une certaine mesure aussi de l'opinion du prolétariat russe et de l'opinion du prolétariat international. Si elle le trompe toujours, elle ne veut pas pourtant qu'il s'en rende compte. En somme, malgré ses trahisons, la bureaucratie stalinienne n'est pas suspendue en l'air, et subit la pression de la classe ouvrière internationale. Staline n'envierait pas d'armes si le contrôle idéologique et policier lui échappait en Espagne ? Ce n'est pas sûr. Malgré ses trahisons, Staline se prétend « le chef du prolétariat international » et parfois même « le chef de la révolution internationale ». Si en Espagne triomphait la révolution socialiste, Staline serait obligé de choisir entre elle et le fascisme. Vu la clientèle sur laquelle il s'appuie, il lui serait difficile de choisir le fascisme. Les ouvriers russes et du monde entier comprendraient difficilement cela. En tout cas, l'anti-étatiste Garcia Oliver avait en main un puissant atout pour le démasquer, autrement puissant qu'un article théorique sur la supériorité de la doctrine de Bakounine sur celle de Marx.

« Mais en attendant, il ne s'agissait pas de démasquer, mais de pouvoir opposer aux tanks de Franco des tanks antifascistes », ripostera l'avocat de l'anarcho-ministériarisme. C'est vrai. Les anarchistes, tant qu'ils n'étaient pas à la direction, les révolutionnaires en général, tant qu'ils n'avaient pas le pouvoir, ne devaient pas s'opposer au fait que le gouvernement républicain achète les armes et les reçoive de Staline, et même « du diable et de sa grand'mère », mais ils devaient conserver leur indépendance, poursuivre la critique révolutionnaire (c'est aussi une arme puissante), et grâce à elle prendre le pouvoir et s'emparer aussi des armes de Staline. Pendant les journées de mai à Barcelone, j'ai vu plusieurs militants anarchistes se servir d'authentiques armes russes contre l'attaque réactionnaire. En les envoyant, Staline n'avait sûrement pas prévu que son fusil mitrailleur pouvait changer de bras et être dirigé dans cette direction. Mais si un parti révolutionnaire existait en Espagne, il pouvait s'emparer non seulement des fusils mitrailleurs russes, mais de toutes les armes vendues par Staline, et aussi par d'autres spéculateurs étrangers.

« Mais si les antistaliniens, qu'ils soient de la couleur anarchiste, poumiste ou trotskyste, étaient au pouvoir, alors Staline n'enverrait plus une cartouche », continue notre contradicteur et l'avocat de l'anarcho-ministériarisme. Admettons cette pire éventualité. Plus de cartouches de Staline, et Chamberlain encore plus indisposé à notre égard, ou peut-être furieux, et le Pape nous dénonçant dans une nouvelle Encyclique. Cela paraît triste et terrible, mais il faut l'accepter, si on veut lutter sérieusement contre le capitalisme et son arme préférée, le fascisme. Si nous faisons dépendre notre activité de l'acquiescement de Staline, Chamberlain, Pie XI et XII, nous devons abandonner toutes les velléités révolutionnaires, et accepter le Front populaire ou quelque chose dans ce genre. Mais le Front populaire, s'il satisfait temporairement Staline (nous ne savons pas quel sera son nouveau tournant) ne satisfait pas du tout Chamberlain, ni le Pape, et démoralise le prolétariat, et ouvre les portes au fascisme.

En s'engageant dans la voie révolutionnaire, détruisant l'État capitaliste, construisant un pouvoir des comités ouvriers, une dictature du prolétariat, résolvant par les réformes révolutionnaires, tous les problèmes brûlants de la société espagnole, accomplissant jusqu'au bout la révolution agraire, libérant les nationalités opprimées, libérant les colonies, orientant sur la révolution socialiste européenne et mondiale la lutte contre Franco, le prolétariat espagnol aurait conquis des atouts plus puissants que les tanks de Staline.

Mais ici, le chœur uni des Negrin, Alvarez del Vayo, José Diaz et Garcia Oliver, riposte : « Il y avait trop d'obstacles à surmonter, trop d'ennemis à vaincre... ». Certes, les ennemis de la révolution espagnole ne manquaient pas et ses ennemis les plus perfides et les plus dangereux étaient peut-être dans l'état-major de l'armée républicaine et dans le « El Gobierno de la Victoria ». Nous, les marxistes de la 4^e Internationale, ne donnons aucune garantie au prolétariat que nos méthodes lui assureront des victoires faciles. Des garanties pareilles dans une révolution qui est un risque, n'existent pas. Mais nous disons, en nous basant sur des expériences tragiques : « La méthode du Front populaire vous conduit avec une logique implacable vers le fascisme. Notre voie inspirée de l'exemple de la première révolution prolétarienne victorieuse, celle de 1917, la voie de la lutte implacable contre tous les ennemis du socialisme, est une voie difficile. Mais c'est la seule voie. »

Cahiers révolution communiste

- n° 1 GMI : plateforme de 2013
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
- n° 3 Chili 1970-1973
- n° 4 VdT et la guerre mondiale
- n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
- n° 6 Marx : la crise (compilation)
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit
- n° 11 Le mouvement de 1995 en défense des retraites
- n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1936-1939
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution

3 euros par la poste à l'ordre de : ARTP

2 euros auprès des militants

supplément à *Révolution communiste* n° 19
l'illustration est inspirée de *Guernica*, de Pablo Picasso, juin 1937

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du groupe marxiste internationaliste
[section française du collectif révolution permanente]

Adresse postale : ReSo

AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Abonnement 10 euros pour 1 an (5 numéros) à l'ordre de : ATRP

Site du CoReP : revolucionpermanente.com

Site du GMI / France : groupemarxiste.info



Après ma rentrée en France, les camarades m'ont interrogé. Ils m'ont demandé d'expliquer les raisons de la catastrophe... Il fallait que j'explique sur la base de mon expérience ce qui venait de se passer. J'ai raconté comment des positions stratégiques de première importance furent abandonnées sans combat,

les plans de défense remis à l'ennemi par l'état-major félon, comment l'industrie de guerre fut sabotée, l'économie désorganisée, les meilleurs militants ouvriers assassinés, les espions fascistes protégés par la police « républicaine », en somme comment la lutte révolutionnaire du prolétariat contre le fascisme fut trahie et comment l'Espagne fut livrée à Franco.

Les faits que j'ai rapportés, mon analyse, tout ramenait à une seule et même source : la criminelle politique du Front populaire. Battre le fascisme, seule la révolution prolétarienne le pouvait. Or, toute la politique des dirigeants républicains, socialistes, communistes et anarchistes, tendait à détruire l'énergie révolutionnaire du prolétariat. « D'abord gagner la guerre, après faire la révolution », cette formule réactionnaire tuait la révolution pour tuer la guerre par la suite... La chaîne ininterrompue des crimes du Front populaire conduit au fascisme. Les chefs républicains, socialistes, anarchistes, tous ont mis du leur pour préparer cette catastrophe. Mais les grands artisans de la défaite et du crime contre le prolétariat furent indiscutablement les stalinien. Ils mirent au service d'une politique contre-révolutionnaire l'autorité dont ils jouissaient à cause du drapeau de la Révolution d'Octobre qu'ils ont volé et qu'ils traînent dans la boue.

Pourtant, il est difficile d'imaginer des conditions objectives plus favorables pour la révolution prolétarienne que celles qui existaient en Espagne. Les ouvriers du monde entier doivent tirer des leçons de cette tragique expérience. Ce n'est ni le socialisme ni le marxisme qui ont fait faillite en Espagne, mais ce sont ceux qui les ont lâchement trahis. La société actuelle se trouve placée devant un tragique choix : en arrière, c'est-à-dire conserver le capitalisme qui ne peut qu'évoluer vers les formes les plus barbares, ou en avant, vers le socialisme. Vouloir conserver la démocratie bourgeoise est une stupide illusion. Le fascisme ou la révolution prolétarienne, tel est le dilemme pour le prolétariat international.

Le premier devoir de l'avant-garde révolutionnaire est d'éclairer les ouvriers sur la situation réelle, dire ce qui est. Le prolétariat va de défaites en défaites, mais il y a malgré tout un progrès. En Allemagne, en 1933, le prolétariat dirigé par les sociaux-démocrates et les communistes a tout cédé au fascisme sans combat. En Autriche, en 1934, le prolétariat de Vienne a donné le premier signal de résistance. L'écho de cette résistance, c'était la glorieuse Commune des Asturies. En Espagne, le prolétariat, malgré la criminelle politique du Front populaire, a su résister près de trois ans. Aux ouvriers d'autres pays incombera l'honneur de pouvoir non seulement résister, mais vaincre le fascisme et faire triompher la révolution prolétarienne. Mais, pour vaincre, le prolétariat doit forger l'arme de lutte : le parti révolutionnaire et l'internationale révolutionnaire, la 4^e...

16 mars 1939, M. Casanova